

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA NORMATIVITÉ INTERNATIONALE RELATIVE
AU TRAVAIL DES ENFANTS :
L'APPROCHE ABOLITIONNISTE DE L'OIT REMISE EN CAUSE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
SUZANNE MORIN

FÉVRIER 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements à ma directrice de recherche, le professeure Stéphanie Bernstein de l'Université du Québec à Montréal, pour ses conseils et pour l'important travail de révision de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA RÉGULATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DES ENFANTS	15
1. L'évolution de la normativité de l'OIT de 1919 à 1973	15
1.1 Les conventions sectorielles.....	16
1.2 Les conventions applicables à des catégories de travaux.....	20
1.3 Les objectifs fixés par la résolution de la CIT en 1945	22
2. Les normes de la Convention n° 138	24
2.1 L'âge minimum général de base	26
2.2 Les clauses de flexibilité.....	31
2.2.1 L'exclusion de catégories limitées d'emploi ou de travail.....	31
2.2.2 La limitation du champ d'application.....	33
2.2.3 La dérogation visant les travaux légers	35
2.3 L'âge minimum supérieur concernant le travail dangereux	38
3. Les normes de l'ONU relatives au travail des enfants	41
3.1 La <i>Convention relative aux droits de l'enfant</i>	41
3.1.1 La définition du mot « enfant ».....	42
3.1.2 La protection contre l'exploitation économique	43
3.1.3 Le sens du mot du « travail ».....	47
3.1.4 L'obligation de fixer un âge minimum ou des âges minimums.....	49
3.2 Les premières normes internationales contraignantes	50
4. La priorité à l'élimination des pires formes de travail	54
4.1 Les formes de travail intrinsèquement condamnables.....	56
4.2 Les travaux dangereux	62
5. Conclusion	67

CHAPITRE II

LE CONFLIT ENTRE L'OBJECTIF DE L'ABOLITION DU TRAVAIL DES ENFANTS
ET L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE CERTAINS ENFANTS

69

1. Les fondements du discours abolitionniste	71
1.1 Les considérations d'ordre humanitaire	71
1.1.1 Les effets du travail sur la santé physique de l'enfant.....	72
1.1.2 L'impact de la durée hebdomadaire du travail.....	78
1.1.3 La vulnérabilité psychologique des enfants.....	81
1.1.4 L'absence de libre choix.....	85
1.1.5 Le droit fondamental à l'éducation	87
1.1.6 L'importance des loisirs sur le développement.....	92
1.2 Les implications économiques du travail des enfants.....	93
1.2.1 Les conséquences économiques familiales et individuelles	94
1.2.2 Le marché du travail et le développement économique	96
1.2.3 La concurrence déloyale et l'efficacité du commerce international	98
1.3 Conclusion	100
2. Les motifs d'opposition à l'approche dominante	101
2.1 L' <i>empowerment</i> : l'enfant acteur social.....	102
2.1.1 Les droits de participation	104
2.1.2 La participation des enfants travailleurs	108
2.2 Les mouvements d'enfants travailleurs et leurs revendications	111
2.3 L'importance d'avoir la possibilité de gagner sa vie.....	116
2.3.1 Les fonctions principales du travail.....	117
2.3.2 Le contenu normatif du droit au travail	118
2.4 Les critiques relatives aux normes relatives au travail des enfants.....	122
2.4.1 Les présomptions erronées sur lesquelles les normes sont fondées	122
2.4.2 La négociabilité de l'intérêt de l'enfant face à d'autres intérêts.....	124
2.4.3 L'absence de prise en compte de la réalité de nombreux enfants	125
2.5 La considération de l'intérêt supérieur de l'enfant	127
2.5.1 Le droit à la vie, à la survie et au développement	130
2.5.2 Le droit à un niveau de vie suffisant	130
2.5.3 Le droit de jouir du meilleur état de santé possible	132

CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE	142

LISTE DES ACRONYMES

AIPLT	Association internationale pour la protection légale des travailleurs
BIT	Bureau international du travail
CDE	<i>Convention relative aux droits de l'enfant</i>
CDESC	Comité des droits économiques, sociaux et culturels
CIT	Conférence internationale du travail
DUDH	<i>Déclaration universelle des droits de l'Homme</i>
IPEC	Programme international pour l'abolition du travail des enfants
MAEJT	Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs
MOLACNATS	<i>Movimiento Latinoamericano y del Caribe de Niñas, Niños y Adolescentes Trabajadores</i> (Mouvement Latino Américain et des Caraïbes des enfants et adolescents travailleurs)
NATs	<i>Niños y Adolescentes Trabajadores</i> (Enfants et adolescents travailleurs)
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PIDCP	<i>Pacte international relatif aux droits civils et politiques</i>
PIDESC	<i>Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels</i>
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UWC	<i>Understanding Children's Work</i> (Comprendre le travail des enfants)

RÉSUMÉ

Dans ce mémoire, après avoir exposé les diverses normes internationales relatives au travail des enfants, nous examinons deux approches opposées sur la question du travail des enfants. En premier lieu, l'approche abolitionniste, qui est fondée sur une conception protectionniste de l'enfance qui est dominante dans le monde occidental. Cette approche sous-tend les conventions et recommandations relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail adoptées par l'OIT et son objectif de l'abolition du travail des enfants. Mais selon une approche plus récente, celle de l'*empowerment*, l'enfant est un acteur social qui devrait avoir le droit de tirer un gain économique de son travail. Cette approche s'appuie sur les droits de participation de l'enfant énoncés par la *Convention relatives aux droits l'enfant* qui comprennent le droit de l'enfant d'exprimer son opinion sur toute question qui l'intéresse et qu'il en soit dûment tenu en compte dans la prise de toute décision ayant un impact sur sa vie.

Dans ce contexte, nous examinons ensuite les revendications des organisations d'enfants et adolescents travailleurs, principalement celle d'un droit à un travail digne. En effet, il est clair que le droit international ne leur accorde pas le même droit au travail que les adultes. Pourtant, de nombreux enfants doivent subvenir eux-mêmes à leurs besoins. En niant ou limitant leur droit de « gagner leur vie », selon leur âge, on compromet la réalisation, entre autres, de leur droit à la vie, à la survie et au développement, leur droit à un niveau de vie suffisant et leur droit de jouir du meilleur état de santé possible. Il n'est donc pas dans l'intérêt supérieur de ces enfants d'abolir le travail des enfants. Il y aurait ainsi lieu de remettre en question l'approche de l'OIT. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'un droit au travail devrait être reconnu pour tous les enfants sans aucune condition. L'exercice d'un tel droit devrait servir l'intérêt supérieur des enfants et non constituer une échappatoire pour les parents et l'État à l'égard de leurs obligations.

Mots clés : travail des enfants – approche abolitionniste – *empowerment* – droits de participation – organisations d'enfants et adolescents travailleurs – Organisation internationale du travail

INTRODUCTION

Ce n'est que récemment, si l'on se place à l'échelle de l'histoire, qu'on a commencé à considérer le travail des enfants comme un problème social¹. Dans les sociétés occidentales, avant l'industrialisation, on considérait généralement que les enfants pauvres devaient travailler, bien que le travail considéré comme dangereux ait fait l'objet de critiques². En Grande-Bretagne, pendant la première partie de la révolution industrielle, une plus grande demande de main-d'oeuvre enfantine constituait un indicateur de développement industriel³. Malgré tout, à la fin du XVIII^e siècle, la situation de certains enfants, en particulier celle des jeunes ramoneurs de cheminées, attira l'attention du public⁴. Quelques décennies plus tard, soit à partir des années 1830, c'est le travail des enfants en général qui était remis en question en raison d'une nouvelle conception de l'enfance et des activités de certains groupes de pression⁵. En effet, sous l'influence du romantisme⁶, « l'enfance a commencé à être définie comme une période de bonheur et de dépendance »⁷. Dans cette perspective, il n'y avait plus de place pour le travail des enfants⁸. Le travail était nuisible aux enfants puisqu'il portait atteinte à leur droit à l'enfance⁹. Cette nouvelle idéologie de l'enfance fut d'abord adoptée par la bourgeoisie, mais elle finira par atteindre les classes ouvrières au tournant du XX^e siècle¹⁰.

¹ Elias Mendelievich, *Le travail des enfants*, Genève, BIT, 1980 à la p. 3.

² Marianne Dahlén, *The Negotiable Child: The ILO Child Labour Campaign 1919-1973*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2007, en ligne: Uppsala Universitet <<http://uu.diva-portal.org/smash/record.jsf?searchId=1&pid=diva2:169702>>, à la p. 37.

³ Alec Fyfe, *Le mouvement mondial contre le travail des enfants : progrès et orientations futures*, Genève, BIT, 2008 à la p. 6.

⁴ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 37.

⁵ Fyfe, *supra* note 3 aux pp. 6, 75. Voir également Dahlén, *supra* note 2 à la p. 33.

⁶ Le romantisme se définit comme suit : « Ensemble des mouvements intellectuels et artistiques européens qui, à partir de la fin du XVIII^e s., firent prévaloir la sensibilité individuelle sur la raison et les créations de l'imaginaire sur la représentation classique de la nature humaine. » *Le Petit Larousse 2010*, 2009, s.v. « romantisme ». Concernant le développement de nouvelles idées concernant l'enfance à partir de la fin du XVIII^e siècle au sein de la bourgeoisie, en particulier sous l'influence de Rousseau, voir Dahlén, *supra* note 2 aux pp. 32-33.

⁷ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 75.

⁸ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 37.

⁹ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 75.

¹⁰ Dahlén, *supra* note 2 aux pp. 32-33, 58.

C'est dans ce contexte qu'une première législation fixant un âge minimum d'emploi a été adoptée en Grande-Bretagne en 1833, le *Factory Act*, afin de protéger les enfants sur les lieux de travail et pour qu'ils puissent bénéficier d'une éducation à temps partiel¹¹. Cette loi fixa à neuf ans l'âge en dessous duquel le travail des enfants était interdit dans certaines industries et limita à huit heures la durée de travail quotidien pour les enfants de neuf à 14 ans¹². Ceux qui avaient plus de 14 ans étaient considérés comme des adultes aux fins d'emploi¹³. En 1878, le *Factory Act* s'appliqua à toutes les industries et l'âge minimum d'emploi fut élevé à 10 ans pour passer, en 1891, à 11 ans¹⁴. En comparaison, ce n'est qu'en 1881 que fut adoptée la première loi limitant le travail des enfants en Inde, alors colonie britannique¹⁵. Le travail des enfants fut alors limité à neuf heures par jour et interdit aux enfants de moins de sept ans¹⁶. Les considérations humanitaires n'étaient sans doute pas étrangères à l'adoption de cette législation, mais elle aurait également servi à réduire la production dans les industries appartenant aux Indiens d'origine qui faisaient compétition à celles du gouvernement britannique¹⁷.

De l'autre côté de la Manche, c'est en 1841 que la France adopta une première loi relative au travail des enfants, fixant à huit ans l'âge minimum d'admission aux travaux industriels et interdisant le travail de nuit aux enfants de moins de 13 ans¹⁸. En ce qui concerne le travail dangereux, l'âge minimum fut fixé à 16 ans¹⁹. Pour les enfants de huit à 12 ans, la durée du travail quotidien était limitée à huit heures et pour ceux qui étaient âgés de 12 à 16 ans elle était limitée à 12 heures²⁰. De plus, pour qu'un enfant de moins de 12 ans soit employé, les parents devaient démontrer qu'il fréquentait l'école²¹. Et pour qu'un enfant de plus de 12 ans soit employé, il devait présenter un certificat attestant qu'il avait complété l'école primaire²². L'âge minimum fut élevé par la suite à 12 ans en

¹¹ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 6; Dahlén, *ibid.* à la p. 80.

¹² Fyfe, *ibid.* à la p. 7; Dahlén, *ibid.* à la p. 80.

¹³ Dahlén, *ibid.* à la p. 80.

¹⁴ *Ibid.* à la p. 80.

¹⁵ M. Neil Browne *et al.*, «Universal Moral Principles and the Law: The Failure of One-Size-Fits-All Child Labor Laws» (2004-2005) 24 Hous. J. Int'l L. 1 à la p. 16.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Nicolas Valticos, *Droit international du travail*, G.H. Camerlynck, dir., *Droit du travail*, t. 8. 2^e éd., Paris, Dalloz, 1983 à la p. 458, au para. 604.

¹⁹ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 81.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

1874, puis à 13 ans en 1892²³. En Allemagne, le travail des enfants fut l'objet d'une loi pour la première fois en 1839²⁴. Celle-ci permettait aux enfants de neuf à 16 ans de travailler un maximum de 10 heures par jour dans les manufactures²⁵. Pour les enfants qui travaillaient, ces heures s'ajoutaient aux heures de classe puisque l'école était obligatoire²⁶. En 1853, l'âge minimum d'emploi fut élevé à 12 ans et pour ceux qui étaient âgés de 12 à 14 ans, la durée de travail quotidien fut alors limitée à sept heures²⁷.

C'est aussi en Europe qu'on a pris les premières initiatives pour tenter d'adopter des normes internationales au sujet du travail des enfants. La Conférence de Berlin, tenue en mars 1890, fut la première réunion internationale officielle concernant des questions relatives au travail²⁸. Treize États européens y étaient représentés²⁹. Un âge minimum d'admission à l'emploi fut fixé à 14 ans pour les pays « du nord » et à 12 ans pour les pays « du sud »³⁰. Néanmoins, les conclusions de cette conférence n'aboutirent pas à l'adoption d'un texte à caractère législatif³¹. En 1900, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (AIPLT) fut créée³². Bien qu'il s'agissait d'une organisation privée, elle est considérée comme le précurseur de l'Organisation internationale du travail (OIT)³³. En 1910, l'AIPLT demanda au gouvernement Suisse de convoquer une nouvelle conférence internationale où il serait question du travail des enfants³⁴. C'est ainsi qu'à la Conférence de Berne, en septembre 1913, on adopta deux projets d'accords, dont un qui visait l'interdiction du travail des enfants de moins de

²³ Valticos, *supra* note 18 à la p. 458, n. 3. L'âge minimum d'emploi fut fixé à 14 ans en 1936 et à 16 ans en 1959 (*ibid.*).

²⁴ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 82.

²⁵ *Ibid.*, à la p. 82.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Valticos, *supra* note 18 à la p. 22, au para. 27.

²⁹ *Ibid.* à la p. 20, au para. 26. Ces États étaient l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse (*ibid.* n. 56).

³⁰ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 75. C'est l'Italie qui a demandé un âge minimum de deux ans de moins que dans les pays du nord en raison de « différences de climat et de race » (Valticos, *supra* note 18 à la p. 20, au para. 26).

³¹ Valticos, *ibid.* aux pp. 20-22.

³² *Ibid.* à la p. 22, au para. 28.

³³ *Ibid.* à la p. 23, au para. 30; Dahlén, *supra* note 2 à la p. 75.

³⁴ Valticos, *ibid.* à la p. 26, au para. 33. D'autres conférences ont été tenues antérieurement à l'initiative de l'AIPLT (à Berne en 1905 et 1906) mais elles n'ont pas visé le travail des enfants (*ibid.* aux pp. 24-26).

14 ans ainsi que le travail de nuit des enfants de 14 et 15 ans³⁵. Cette conférence technique devait être suivie d'une conférence diplomatique un an plus tard afin que les conventions soient adoptées³⁶. Mais la guerre éclata et mit un terme à ce projet. C'est donc la création de l'OIT après la guerre qui allait mener à l'adoption des premières normes internationales limitant le travail des enfants.

Du côté des États-Unis, les mouvements visant à rendre l'école obligatoire et à réglementer le travail des enfants ont commencé à se développer à partir de 1830³⁷. Les syndicats étaient en faveur de restrictions au travail des enfants pour des raisons humanitaires, mais aussi pour des raisons économiques liées à la baisse des salaires et au chômage des adultes³⁸. Pour leur part, les éducateurs souhaitaient que le travail ne nuise pas à l'éducation des enfants³⁹. Mais les opposants à une réforme furent nombreux⁴⁰. Ainsi, le contrôle légal du travail des enfants chez les Américains fut, selon les termes de Moskowitz, « atrocement lent »⁴¹. Certes, le *Fair Labor Standards Act*⁴² adopté en 1938 prohiba le travail des enfants de moins de 16 ans durant l'année scolaire et le travail des enfants à certains travaux dangereux, mais plusieurs secteurs d'emploi furent exclus dont le secteur de l'agriculture industrielle⁴³. Compte tenu des exclusions, sur les quelque 850 000 enfants âgés de moins de 16 ans qui occupaient un emploi rémunéré à l'époque, il n'y en avait qu'environ 50 000 qui étaient visés par la nouvelle loi⁴⁴. Selon la sociologue Zelizer, la dissociation qui s'est opérée aux États-Unis entre enfant et gain économique dans les premières décennies du XX^e siècle résulte au moins

³⁵ *Ibid.* à la p. 26, au para. 33 et n. 81.

³⁶ *Ibid.* à la p. 26, au para. 33.

³⁷ Seymour Moskowitz, « Malignant Indifference: The Wages of Contemporary Child Labor in the United States » (2004) 57 Okla. L. Rev. 465 à la p. 476.

³⁸ *Ibid.* à la p. 476.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Viviana A. Zelizer, *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, Princeton, Princeton University Press, 1985 à la p. 66.

⁴¹ Moskowitz, *supra* note 37 à la p. 476. Voir également Zelizer, *ibid.* à la p. 64. En 1899, il existait une certaine réglementation concernant le travail des enfants dans vingt-huit états, mais cette réglementation était « vague » et on faisait preuve de laxisme quant à son application (*ibid.* à la p. 64). Le recensement de 1900 indiquait qu'aux États-Unis 1 750 178 enfants (soit un enfant sur six) âgés entre 10 et 15 ans avaient un emploi rémunéré (*ibid.* à la p. 56). Il s'agissait néanmoins d'une sous-estimation puisque ce nombre excluait les enfants de moins de 10 ans et les enfants « aidants » leurs parents dans les *sweatshops* et sur les fermes avant et après l'école (*ibid.* à la p. 56).

⁴² *Fair Labor Standards Act*, 1952 Stat. 1060 (1938).

⁴³ Moskowitz, *supra* note 37 à la p. 484; Browne, *supra* note 15 à la p. 9.

⁴⁴ Moskowitz, *ibid.*

en partie d'un processus culturel de « sacralisation » de la vie des enfants⁴⁵. La valeur de ces derniers est alors devenue essentiellement émotionnelle⁴⁶.

Au moment où l'OIT a été créée, en 1919, les sociétés occidentales avaient atteint un consensus selon lequel l'enfance était un stade spécial de la vie⁴⁷. Aujourd'hui, la plupart des adultes dans ces sociétés définiraient sans doute l'enfance comme une période à consacrer à l'éducation, à la préparation à l'âge adulte, au jeu et aux loisirs, une période caractérisée par un besoin de protection et par l'absence de responsabilité⁴⁸. L'enfance est synonyme d'innocence, de vulnérabilité, de dépendance et d'incapacités⁴⁹. Il s'agit donc d'une période marquée par le contrôle et le pouvoir des adultes⁵⁰. Le travail n'a pas de place dans cette conception de l'enfance⁵¹.

Néanmoins, il y a toujours débat entre les protectionnistes et les libérationnistes quant à la place et au rôle des enfants dans la société. Les protectionnistes défendent la conception de l'enfance dominante selon laquelle l'enfant est un être innocent et incompetent qui doit être protégé par les adultes⁵². Leur objectif est de faire en sorte que tous les enfants aient une enfance heureuse⁵³. Cette approche, paternaliste selon ses opposants, suppose la présence d'adultes qui procurent les soins et la protection nécessaires aux enfants et qui décident de ce qu'il y a de mieux pour ces derniers⁵⁴. De leur côté, les libérationnistes considèrent que les enfants constituent un groupe opprimé de la société⁵⁵. Ils prônent l'autonomie et l'autodétermination des enfants ainsi que la reconnaissance pour ces derniers des mêmes droits que ceux dont bénéficient les adultes⁵⁶. Ils souhaitent également qu'on reconnaisse aux enfants la capacité de prendre

⁴⁵ Zelizer, *supra* note 40 à la p. 11. On attribue la baisse du travail des enfants en premier lieu au succès du capitalisme industriel. D'autres facteurs y ont contribué, notamment les changements technologiques et le besoin accru de main-d'œuvre qualifiée et éduquée (*ibid.* aux pp. 62-63).

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 58.

⁴⁸ *Ibid.* à la p. 30; Antonella Invernizzi, « Des enfants libérés de l'exploitation ou des enfants travailleurs doublement discriminés? Position et oppositions sur le travail des enfants » (2003) 27 *Déviante et Société* 459 à la p. 464.

⁴⁹ Loraine Abernethie, « Child labour in contemporary society: Why do we care? » (1998) 6 *Int'l J. Child. Rts.* 81 à la p. 89; Dahlén, *supra* note 2 à la p. 58.

⁵⁰ Abernethie, *ibid.* à la p. 89.

⁵¹ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 58.

⁵² Abernethie, *supra* note 49 à la p. 90; Sandy Hobbs, Jim McKechnie et Michael Lavalette. *Child Labour: A World History Companion*, Santa Barbara (Cal.), ABC-CLIO Inc., 1999 à la p. 4.

⁵³ Abernethie, *ibid.* à la p. 107.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.* à la p. 90.

⁵⁶ *Ibid.* aux pp. 90, 106.

les décisions qui les concernent⁵⁷. Pour les protectionnistes, les enfants sont donc des êtres dépendants des adultes alors que pour les libérationnistes les enfants sont des acteurs sociaux à part entière capables de prendre des décisions.

De la conception protectionniste de l'enfance découle l'exclusion de toute association entre enfant et gains monétaires. Cette dissociation est de plus en plus considérée comme une mesure de modernité tandis qu'une incidence élevée de travail des enfants est considérée comme un signe de sous développement⁵⁸. Selon Nieuwenhuys, anthropologue, ce besoin de diriger les enfants vers des activités économiquement inutiles est lié à un système d'autorité parentale et de discipline familiale qui joue un rôle-clé dans la préservation de l'ordre social bourgeois établi⁵⁹. Le prix à payer pour préserver cet ordre social est élevé, car des ressources financières importantes sont requises pour le maintien des institutions nécessaires à l'enfance idéale, soit l'éducation gratuite, le logement modique, les soins de santé gratuits, les installations sportives et récréatives et les services sociaux⁶⁰.

Par ailleurs, toutes les sociétés n'ont pas la même conception de l'enfance. De fait, la façon dont l'enfant et l'enfance sont perçus « varie beaucoup d'un pays et d'une culture à l'autre, et même à l'intérieur d'un pays ou d'une culture. »⁶¹ En plus, les conceptions de l'enfance sont de nature changeante⁶². Le fait que telle et telle activités des enfants soient acceptables ou non varie donc nécessairement d'une culture à l'autre mais aussi d'une époque à une autre⁶³. Tout changement à cet égard a un impact sur les idées relatives aux droits de l'enfant⁶⁴. Un tel changement pourrait se produire éventuellement sous l'impulsion de la *Convention relative aux droits de l'enfant*⁶⁵ (CDE) qui, sans abandonner la protection de l'enfant, reconnaît néanmoins ce dernier comme un sujet de

⁵⁷ *Ibid.* à la p. 106; Hobbs, *supra* note 52 à la p. 4.

⁵⁸ Olga Nieuwenhuys, « The Paradox of Child Labor and Anthropology » (1996) 25 Annual Review of Anthropology 237 aux pp. 237, 246.

⁵⁹ *Ibid.* à la p. 247.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ BIT, *Un avenir sans travail des enfants : Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 90^e sess., Genève, BIT (2002) à la p. 13, au para. 40 [CIT, *Un avenir sans travail des enfants*].

⁶² Abernethie, *supra* note 49 à la p. 83.

⁶³ *Ibid.* à la p. 93. Voir également Dahlén, *supra* note 2 à la p. 30.

⁶⁴ Franziska Humbert, *The Challenge of Child Labour in International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 à la p. 14.

⁶⁵ *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3, (entrée en vigueur : 2 septembre 1990) [CDE].

droit et un acteur social. En effet, les droits de participation énoncés dans la CDE, incluant le droit de l'enfant d'exprimer ses opinions⁶⁶, permettent à l'enfant de jouer un rôle actif dans les processus de décisions qui le concernent.

Ce nouveau paradigme de l'enfant acteur social est à la base des revendications d'enfants et adolescents travailleurs qui se sont regroupés au sein de mouvements et d'organisations afin de faire valoir leurs droits, notamment le droit à un travail digne sans distinction d'âge. Cette revendication entre directement en conflit avec un des principes fondamentaux de l'OIT, soit celui de l'abolition effective du travail des enfants⁶⁷. À cet égard, les conventions fondamentales sont la *Convention sur l'âge minimum, 1973*⁶⁸ (Convention n° 138) et la *Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999*⁶⁹ (Convention n° 182). La Convention n° 138 prévoit différents âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail selon la nature du travail à effectuer et les conditions dans lesquelles il est effectué, tout en établissant un âge minimum général de base de 15 ans. Différentes exceptions sont prévues, notamment quant au travail léger et au travail dangereux. Les travaux dangereux sont aussi visés par la Convention n° 182. L'objectif de cette dernière est l'élimination en priorité des pires formes de travail des enfants qui comprennent également, entre autres, l'esclavage, la servitude, la prostitution et le trafic de drogues.

Le travail des enfants est aussi visé par des dispositions contenues dans des instruments internationaux adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est bien sûr le cas de la CDE. Celle-ci n'interdit pas le travail des enfants, mais elle ne reconnaît pas non plus de droit au travail pour ces derniers. Cette convention vise la protection de l'enfant contre l'exploitation économique et le travail préjudiciable à sa santé, son développement et son éducation⁷⁰. Bien qu'elle ne fixe aucune limite d'âge au-dessous duquel le travail des enfants devrait être interdit, la CDE prévoit tout de même

⁶⁶ *Ibid.*, art. 12.

⁶⁷ *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, BIT, Compte rendu des travaux, 86^e sess., vol. II, Genève, BIT (1998) 20, art. 2c) [*Déclaration de l'OIT*].

⁶⁸ *Convention sur l'âge minimum, 1973* (n° 138), 26 juin 1973, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 855 (entrée en vigueur : 19 juin 1976) [*Convention n° 138*].

⁶⁹ *Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999* (n° 182), 17 juin 1999, BIT, *Compte rendu des travaux*, 87^e sess., vol. II, Genève, BIT (1999) 2 (entrée en vigueur : 19 novembre 2000) [*Convention n° 182*].

⁷⁰ CDE, *supra* note 65, art. 32.

l'obligation pour les États de fixer un âge ou des âges minimums d'admission à l'emploi en tenant compte des autres instruments internationaux pertinents. Il y a donc renvoi implicite aux normes de l'OIT.

Le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*⁷¹ (PIDESC) prévoit également une disposition, l'article 10(3), dont l'objet est la protection des enfants « et adolescents » contre l'exploitation économique, les travaux qui peuvent leur causer certains préjudices et la fixation d'âges minimums d'admission à l'emploi⁷². La considération de cette disposition sera essentielle à l'interprétation de l'article 6 du PIDESC qui énonce le droit au travail de « toute personne ». Nous verrons en effet que ce droit au travail est implicitement limité, en ce qui concerne les enfants et adolescents, par les limites d'âge qui doivent être fixées par les États conformément à l'article 10(3) du PIDESC.

Il est à noter que le mot « enfant » n'a pas un sens uniforme dans tous ces instruments internationaux. Le PIDESC ne définit pas ce mot, mais comme il est utilisé conjointement avec le mot « adolescent », on suppose que le mot « enfant » ne vise pas toutes les personnes mineures. La Convention n° 138 de l'OIT ne définit pas non plus le mot « enfant » même si au cours des travaux préparatoires on a exprimé l'idée qu'il conviendrait d'inclure une telle définition⁷³. Cette convention utilise également le mot « adolescent ». C'est le cas, par exemple, à l'article 3 qui fixe à 18 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail « susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents »⁷⁴. Mais aucune disposition ne précise la distinction qui existe entre enfants et adolescents. Lors de l'examen du projet de convention par la Commission de l'âge minimum, le représentant du Secrétaire général du Bureau international du travail (BIT) a déclaré que « [d]e façon générale, dans le contexte des conventions relatives à l'âge minimum, on peut dire que, à des fins pratiques, l'"enfant" qui travaille est celui qui travaille avant l'âge prescrit par la législation nationale. »⁷⁵ La

⁷¹ *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, 16 décembre 1966, 993 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 3 janvier 1976) [PIDESC].

⁷² *Ibid.*, art. 10(3).

⁷³ Voir par exemple BIT, *Âge minimum d'admission à l'emploi*, rapport IV(2), 58^e sess., Genève, BIT (1973) à la p. 7, observation de l'Autriche [CIT, rapport IV(2) 1973].

⁷⁴ Voir également *Convention n° 138*, *supra* note 68, art. 1, art. 4a), art. 6.

⁷⁵ BIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum*, Compte rendu des travaux, 58^e sess., CR n° 24, Genève, BIT (1973) à la p. 526, au para. 15 [*Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*].

référence à la législation nationale, plutôt qu'aux normes internationales, s'explique sans doute du fait que non seulement la Convention n° 138 prévoit différents âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail mais qu'elle prévoit aussi, comme nous le verrons, la possibilité d'avoir des âges minimums différents d'un pays à l'autre.

Pour sa part, la Convention n° 182 prévoit que le mot enfant « s'applique à l'ensemble des personnes de moins de 18 ans »⁷⁶. Lors des travaux préparatoires à cette convention, certains États ont proposé d'en limiter l'application en prévoyant, comme dans la CDE, que le mot enfant s'applique seulement aux personnes ainsi définies par la législation nationale⁷⁷. On a d'ailleurs proposé de reprendre le libellé de la définition de la CDE⁷⁸. Cette proposition n'a pas été retenue puisque, comme l'a souligné le BIT, la CDE renvoie aux instruments internationaux qui peuvent servir de référence pour fixer un âge minimum ou des âges minimums d'admission à l'emploi⁷⁹ et que l'instrument pertinent, la Convention n° 138, fixe à 18 ans l'âge d'admission à des travaux dangereux qui est aussi l'une des pires formes de travail énoncées à la Convention n° 182⁸⁰. Au surplus, la définition de l'enfant de la Convention n° 182⁸¹ vise seulement les fins de sa propre application⁸². Il ne s'agit donc pas d'une définition générale du mot « enfant »⁸³. On a aussi fait remarquer que la convention envisagée ne viserait que les pires aspects du travail des enfants alors que la CDE s'applique « à bien d'autres questions »⁸⁴.

⁷⁶ Convention n° 182, *supra* note 69, art. 2.

⁷⁷ BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants*, Compte rendu des travaux, 86^e sess., vol. I, CRP n° 19, Genève, BIT (1998) à la p. 19/31, au para. 115 (proposition de la Zambie et du Zimbabwe), à la p. 19/32, au para. 118 (proposition de l'Egypte, de l'Inde et de la Malaisie). Dans le premier cas, la proposition incluait la prise en compte « des facteurs culturels » [*Rapport de la Commission du travail des enfants 1998*].

⁷⁸ BIT, *Le travail des enfants*, rapport VI(2), 86^e sess., Genève, BIT (1998) à la p. 43 (observations de la République tchèque) [CIT, rapport VI(2) 1998]; *Rapport de la Commission du travail des enfants 1998*, *ibid.* à la p. 19/32, au para. 119 (proposition de l'Australie).

⁷⁹ CDE, *supra* note 65, art. 32(2)a).

⁸⁰ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la 44.

⁸¹ *Supra* note 69, art. 2.

⁸² BIT, *Le travail des enfants*, rapport IV(2A), 87^e sess., Genève, BIT (1999) à la p. 42 (commentaire du BIT) [CIT, rapport IV(2A) 1999].

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Rapport de la Commission du travail des enfants 1998*, *supra* note 77 à la p. 19/32, au para. 119 (observation du membre gouvernemental de l'Uruguay).

En somme, l'utilisation du mot « enfant » dans les instruments internationaux ne fait pas référence à un concept fixe en matière de travail des enfants⁸⁵. D'ailleurs, il n'y a pas de définition universelle de l'enfant⁸⁶. Il faut poser des jugements de valeur afin de choisir des critères significatifs qui permettent de tracer la ligne entre la fin de l'enfance et le début de l'âge adulte⁸⁷. Dans les législations nationales et les normes internationales, c'est généralement l'âge chronologique qui est le critère utilisé⁸⁸. Dans les pays industrialisés, l'âge qui marque le début de la vie adulte est souvent de 18 ans⁸⁹. La CDE tient compte de la relativité du concept de l'enfance, car elle en fixe la limite à 18 ans « sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. »⁹⁰. Mais dans plusieurs cultures dans le monde on croit que l'enfance ne doit pas durer aussi longtemps⁹¹. Selon White, quelque soit la limite choisie, la distinction entre « enfant » et « adulte » « *do violence to the realities of growing up* »⁹². Il illustre son propos par l'exemple de « l'enfant » de 17 ans qui a plus de points communs avec un adulte de 18 ou 25 ans qu'avec un enfant de 7 ans⁹³. C'est que les enfants ne constituent pas un groupe homogène⁹⁴. Leur dépendance envers les autres pour survivre décroît à mesure que se développent leurs capacités et leur besoin de protection diminue graduellement avec l'âge⁹⁵.

Quoiqu'il en soit, en dépit de la multiplication des normes limitant le travail des enfants, ce phénomène persiste encore au XXI^e siècle. Comme le souligne Dahlén, il existe donc

⁸⁵ Katherine Cox, « The Inevitability of Nimble Finger? Law, Development, and Child Labor » (1999) Vand. J. Transnat'l L. 115 à la p. 124.

⁸⁶ Benjamin James Stevenson, « Pursuing an End to Foreign Child Labor Through U.S. Trade Law: WTO Challenges and Doctrinal Solutions » (2002-2003) 7 UCLA J. Int'l L. & Foreign Aff. 129 à la p. 133; Ben White, « Social Science View on Working Children », dans Hugh D. Hindman, dir., *The World of Child Labor: An Historical and Regional Survey*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe Inc., 2009, 10 à la p. 11 [White, « Social Science View »]; Dahlén, *supra* note 2 à la p. 31.

⁸⁷ Abernethie, *supra* note 49 à la p. 86.

⁸⁸ *Ibid.* à la p. 90.

⁸⁹ C'est le cas notamment au Canada, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne (Cox, *supra* note 85 à la p. 123).

⁹⁰ CDE, *supra* note 65, article premier; Dahlén, *supra* note 2 à la p. 31.

⁹¹ Jennifer Bol, « Using International Law to Fight Child Labor: A Case Study of Guatemala and Inter-American System » (1998) 13 Am. U. Int'l L. Rev. 1135 à la p. 1140. Voir également S.L. Bachman, « A New Economics of Child Labor: Searching for Answers Behind the Headlines » (2000) 53 Journal of International Affairs 545 à la p. 552.

⁹² White, « Social Science View », *supra* note 86 à la p. 11.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*; Christiaan Grootaert et Ravi Kanbur, « Child Labour: An Economic Perspective » (1995) 134 International Labour Review 187 à la p. 188.

toujours un écart important entre l'idéal établi par les normes internationales et la réalité de nombreux enfants⁹⁶. Ainsi, en 2008, il y avait 215 millions d'enfants qui occupaient un emploi ou un travail à abolir parmi lesquels 115 millions effectuaient un travail dangereux⁹⁷. Et si le travail des enfants à abolir est en baisse au niveau mondial (baisse de 3 % de 2004 à 2008), il est en augmentation en Afrique subsaharienne où un enfant sur quatre travaille⁹⁸. La grande majorité des enfants travaillent dans le secteur de l'agriculture (60 %), pour la famille et sans rémunération (67,5 %)⁹⁹.

Il est clair que l'une des causes du travail des enfants est la pauvreté¹⁰⁰. Plusieurs enfants doivent subvenir à leurs propres besoins et à ceux d'autres personnes. C'est le cas notamment de nombreux enfants qui tiennent le rôle de chefs de famille et s'occupent de leurs frères et sœurs dans les pays particulièrement affectés par le VIH/sida¹⁰¹. En Afrique subsaharienne, où se trouve la majorité des personnes vivant avec le VIH/sida, le nombre d'orphelins est estimé à 12 millions¹⁰². Jusqu'à 10 % de ces orphelins seraient chefs de famille dans certains des pays touchés et ils n'ont guère d'autre choix que de travailler¹⁰³. La famille élargie ne peut pas toujours les prendre en charge¹⁰⁴. Les communautés, sociétés et gouvernements n'ont pas la capacité de veiller à la sécurité et au bien-être d'un si grand nombre d'orphelins¹⁰⁵. En plus, les enfants dont les parents sont atteints sont souvent victimes de discrimination et ils sont, en

⁹⁶ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 24.

⁹⁷ BIT, *Intensifier la lutte contre le travail des enfants, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 99^e sess., Genève, BIT (2010) aux pp. 5, 7, aux para. 19, 21 [BIT, *Intensifier la lutte*]. Le total des enfants (5 à 17 ans) qui travaillent (occupés économiquement) est de 306 millions (*ibid.* à la p. 7, au para. 21). Les enfants qui occupent un travail à abolir (avant l'âge minimum requis) sont inclus dans ce nombre. Ils représentent 70 % des enfants occupés économiquement (*ibid.*). Les enfants de 5 à 14 ans qui sont occupés économiquement sont au nombre de 176 millions, dont 153 millions qui occupent un travail à abolir (*ibid.* au para. 22).

⁹⁸ *Ibid.* aux pp. 5, 7, 10, aux para. 19, 30.

⁹⁹ *Ibid.* aux pp. 7, 11, aux para. 19, 34, 37. Voir également les Figures 1.4 et 1.6 aux pp. 12, 13.

¹⁰⁰ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 aux pp. 53-54, aux para. 156, 158.

¹⁰¹ *Ibid.* à la p. 13, au para. 40. Sur les impacts du VIH/sida sur les enfants voir également Programme Comprendre le travail des enfants (UCW), *Tous unis dans la lutte contre le travail des enfants, Rapport inter-agences en vue de la Conférence mondiale sur le travail des enfants de La Haye de 2010*, Genève, BIT, 2010 aux pp. 26-27 [UCW, *Tous unis dans la lutte*]. Le programme UCW a été lancé en 2000 par l'OIT, l'UNICEF et la Banque mondiale (*ibid.* à la p. xiii).

¹⁰² BIT, *Intensifier la lutte*, *supra* note 97 à la p. 49, au para. 206.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 48, au para. 138; UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* note 101 à la p. 64, au para. 142.

¹⁰⁵ UCW, *Tous unis dans la lutte*, *ibid.*

conséquence, privés de l'accès à l'éducation et aux services sociaux¹⁰⁶. Les enfants qui sont eux-mêmes infectés sont parfois abandonnés par leur famille et rejetés par la communauté¹⁰⁷. Les enfants peuvent aussi avoir à travailler pour compenser la perte de revenu d'un parent décédé ou pour payer les frais médicaux d'un parent malade¹⁰⁸. Mais ce ne sont pas seulement les orphelins du VIH/sida qui sont dans une situation où ils sont dans l'obligation de travailler pour survivre. C'est le cas également, par exemple, des enfants qui ont fui leur famille en raison de violences qu'ils subissaient¹⁰⁹.

Dans ce contexte, on pourrait avancer que les normes sur l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, fondées essentiellement sur la conception protectionniste occidentale de l'enfance, ne tiennent pas suffisamment compte de la réalité de ces nombreux enfants qui doivent travailler pour survivre. Ces normes supposent que tous les enfants sont pris en charge par un ou des adultes, par la communauté ou par l'État alors que ce n'est pas le cas. Ainsi, nous partons de l'hypothèse selon laquelle les principes de l'indissociabilité et de l'interdépendance des droits humains¹¹⁰ militent en faveur de la reconnaissance du droit de l'enfant d'avoir la possibilité de gagner sa vie dans les cas où lui nier ce droit peut se traduire par la négation d'autres droits fondamentaux dont la réalisation dépend de la disponibilité de ressources financières, notamment son droit à la vie, à la survie et au développement, son droit à un niveau de vie suffisant et son droit de jouir du meilleur état de santé possible. Il ne s'agit pas de faire la promotion du travail des enfants mais tenir compte de l'opinion exprimée par ces derniers, tel que requis par la CDE, et de s'interroger quant à la question de savoir s'il est dans l'intérêt supérieur de tous les enfants d'abolir le travail des enfants.

Dans la première partie, nous examinerons d'abord l'évolution des normes de l'OIT jusqu'à l'adoption, en 1978, de la Convention n° 138. Cette dernière sera ensuite analysée en détail en commençant par la norme de base fixant l'âge minimum

¹⁰⁶ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 3 : Le VIH/sida et les droits de l'enfant*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 358 à la p. 360, au para. 5 [Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 3*].

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 14, au para. 139.

¹⁰⁹ *Ibid.* aux pp. 56-57, au para. 166.

¹¹⁰ Conférence mondiale sur les droits de l'homme, *Déclaration et programme d'action de Vienne*, 1993, Doc. NU A/CONF.157/23 à la p. 5, au para. 5.

d'admission à l'emploi ou au travail et en poursuivant avec les différentes exceptions qui font de la Convention n° 138 un instrument d'une grande souplesse. Nous verrons ensuite quelles sont les normes adoptées par l'ONU relativement au travail des enfants, plus précisément l'article 32 de la CDE et l'article 10 du PIDESC. En dernier lieu, nous considérerons l'apport de la Convention n° 182 en ce qui concerne les pires formes de travail des enfants. Comme les mouvements et organisations d'enfants et adolescents travailleurs estiment que la plupart des « activités » qui font l'objet de la Convention n° 182 sont des crimes et non du travail, comme nous le verrons, il va de soi qu'elles ne sont pas visées par leur revendication relative la reconnaissance d'un droit à un travail digne pour les enfants. Les mouvements et organisations d'enfants et adolescents travailleurs luttent également contre le travail dangereux. Il sera à nouveau question de la Convention n° 182 dans le cadre de l'analyse des droits de participation énoncés par la CDE pour constater que l'OIT n'a pas accordé une place suffisante aux enfants dans les processus de décisions qui les concernent.

Dans la deuxième partie nous examinerons les motifs qui justifient l'approche abolitionniste de l'OIT, laquelle est fondée sur la conception dominante de l'enfance. Il sera d'abord question des motifs humanitaires qui sous-tendent l'objectif de l'abolition du travail des enfants, soit la plus grande vulnérabilité physique et psychologique de l'enfant, les risques de blessures qu'il encourt, les conséquences néfastes du travail sur sa croissance et son développement, les effets de la durée du travail, son incapacité à donner un consentement libre, son intérêt à fréquenter l'école et son besoin de repos et de loisirs. Nous verrons ensuite quels sont les motifs économiques évoqués pour soutenir que l'abolition du travail des enfants est bénéfique tant au niveau individuel et familial qu'au niveau macroéconomique.

Par la suite, nous présenterons divers motifs d'opposition à l'approche abolitionniste. Il sera d'abord question de l'approche fondée sur l'*empowerment* qui repose sur une conception libérationniste de l'enfance et donc sur la reconnaissance de l'enfant comme un acteur social. Cette approche accorde une grande importance aux droits de participation énoncés dans la CDE, plus particulièrement au droit de l'enfant d'exprimer son opinion sur toute question l'intéressant que nous analyserons. Et puisque ce droit peut être appliqué à des enfants en tant que groupe, les organisations d'enfants et

adolescents travailleurs peuvent jouer un rôle important dans les processus décisionnels qui auront un impact sur la vie de leurs membres. Nous examinerons donc les revendications de ces organisations. Comme ces dernières réclament le droit au travail pour tous les enfants, nous préciserons les fonctions du travail et nous examinerons les normes internationales relatives au droit au travail afin de voir dans quelle mesure elles visent les enfants. Finalement, nous considérerons la question de l'intérêt supérieur de l'enfant et examinerons quelques-unes de ses composantes soit le droit à la vie, à la survie et au développement, le droit à un niveau de vie suffisant et le droit au meilleur état de santé possible. Nous verrons combien ces droits sont interdépendants et indissociables et comment la négation du droit d'avoir la possibilité de gagner sa vie porte atteinte à ces droits fondamentaux de l'enfant qui n'a pas la chance d'être supporté par ses parents, sa communauté, l'État ou la communauté internationale.

CHAPITRE I

LA RÉGULATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DES ENFANTS

Les normes du droit international relatives au travail des enfants se trouvent principalement dans les quatre instruments suivants : le PIDESC, la Convention n° 138, la CDE et la Convention n° 182. Ces instruments prévoient des normes relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ou exigent des États qu'ils fixent de telles normes. Mais avant d'examiner les normes prévues par ces instruments concernant le travail des enfants, il y a lieu de faire un retour en arrière afin de constater l'évolution des normes de l'OIT à ce sujet jusqu'à l'adoption de la Convention n° 138 en 1973.

1. L'évolution de la normativité de l'OIT de 1919 à 1973

La partie XIII du Traité de Versailles¹¹¹ de 1919, par lequel l'OIT a été créée, énonce neuf principes généraux pour la réglementation des conditions de travail qui paraissaient être, pour les Hautes parties contractantes, « d'une importance particulière et urgente »¹¹². L'un de ces principes est « [l]a suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique »¹¹³.

¹¹¹ *Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne*, signé à Versailles le 28 juin 1919, Document parlementaire no. 41, 10 George V, 1919, Ottawa, Partie XIII, aux pp. 149-153 [*Traité de Paix de Versailles*].

¹¹² *Ibid.*, art. 427.

¹¹³ *Ibid.*, 6^e principe.

Dans la poursuite de cet objectif, la Conférence internationale du travail (CIT)¹¹⁴ de l'OIT a adopté dix conventions sur l'âge minimum de 1919 à 1965¹¹⁵. Sept de ces conventions avaient une portée générale dans des secteurs particuliers et trois d'entre elles s'appliquaient à des catégories de travaux limités. La CIT a également adopté des recommandations durant la même période dans lesquelles elle suggérait des âges minimums différents de ceux qui étaient applicables en vertu des conventions.

1.1 Les conventions sectorielles

Les conventions sur l'âge minimum qui avaient une portée générale visaient les secteurs industriel, maritime, agricole et non industriel. Dans un premier temps, l'âge minimum a été fixé à 14 ans, puis, lors de la révision partielle des conventions relatives aux secteurs industriel, maritime et non industriel, il a été porté à 15 ans.

La première convention sectorielle sur l'âge minimum adoptée par la CIT dès sa première session en 1919 est la *Convention sur l'âge minimum (industrie), 1919* (Convention n° 5)¹¹⁶. Cette convention fixait à 14 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail dans les « établissements industriels »¹¹⁷. Ces établissements

¹¹⁴ La Conférence internationale du travail correspond à la Conférence générale des représentants des Membres prévue à l'article 2a) de la *Constitution de l'Organisation internationale du travail*, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/constq.htm>> (à l'origine, article 388(1°) du *Traité de Paix de Versailles*, *ibid.*) [*Constitution de l'OIT*]. Par souci d'uniformité nous utiliserons la première dénomination même si les deux sont utilisés dans la documentation de l'OIT.

¹¹⁵ Outre les conventions sur l'âge minimum, la CIT a adopté plusieurs conventions et recommandations qui concernent les conditions de travail des enfants, notamment en ce qui a trait au temps de repos nocturne et à l'examen médical. Concernant le travail de nuit, voir la *Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919* (n° 6), la *Convention sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946* (n° 79) et la *Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948*, (n° 90). Voir également la *Recommandation sur le travail de nuit des enfants et des jeunes gens (agriculture), 1921* (n° 14) et la *Recommandation sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946* (n° 80). Concernant les examens médicaux, voir la *Convention sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921* (n° 16), la *Convention sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946* (n° 77), la *Convention sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946* (n° 78), la *Convention sur l'examen médical des pêcheurs, 1959* (n° 113) (cette convention ne s'applique pas seulement aux jeunes) et la *Convention sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965* (n° 124). Voir également la *Recommandation sur l'examen médical des enfants et adolescents, 1946*, (n° 79). Pour consulter ces instruments voir *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. II, Genève, BIT, 1985.

¹¹⁶ *Convention sur l'âge minimum (industrie), 1919* (n° 5), 28 novembre 1919, *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. II, Genève, BIT, 1985, 837 (entrée en vigueur : 13 juin 1921) [*Convention n° 5 (indus.)*].

¹¹⁷ *Ibid.* art. 2. La convention prévoyait des normes différentes pour l'Inde et le Japon. Pour l'Inde, l'âge minimum était de 12 ans et le champ d'application de la convention était restreint (art. 6). Pour le

comprenaient, entre autres : les « mines, carrières et industries extractives de toute nature »; les industries dans lesquelles des produits étaient manufacturés; la construction, l'entretien, la réparation ou la démolition de bâtiments, chemins de fer, routes, tunnels et ponts; ainsi que le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau¹¹⁸. La prohibition ne s'appliquait pas aux établissements industriels dans lesquels étaient seuls employés les membres d'une même famille¹¹⁹. L'année suivante, la *Convention sur l'âge minimum (travail maritime)*, 1920 (Convention n° 7)¹²⁰ fixa également un âge minimum de 14 ans pour l'emploi à bord des navires¹²¹. Cette limitation ne s'appliquait pas au travail effectué par un enfant à bord d'un navire sur lequel seuls les membres d'une même famille étaient employés¹²².

C'est dans le secteur agricole qu'un lien entre l'âge minimum et la fréquentation scolaire a été fait pour la première fois. Mais ce lien ne s'est pas traduit par une interdiction absolue de travail pour les enfants de moins de 14 ans. En effet, la *Convention sur l'âge minimum (agriculture)*, 1921 (Convention n° 10)¹²³ prévoyait que les enfants de moins de 14 ans ne pouvaient « être employés ou travailler » dans les entreprises agricoles qu'en dehors des heures fixées pour l'enseignement scolaire et à condition que leur travail ne nuise pas à leur assiduité scolaire¹²⁴. La Convention n° 10 ne fixait aucun âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail agricole. En outre, elle prévoyait que les périodes et les heures d'enseignement pouvaient être fixées pour permettre d'employer les enfants à des travaux agricoles légers, en particulier pour les moissons, dans un « but de formation professionnelle pratique », en autant que la période de fréquentation scolaire

Japon, les enfants de plus de 12 ans pouvaient être admis au travail s'ils avaient terminé leur instruction primaire (art. 5).

¹¹⁸ *Convention n° 5 (indus.)*, art. 1(1).

¹¹⁹ *Ibid.*, art. 2. La convention prévoyait également une dérogation pour le travail des enfants dans les écoles professionnelles, si ce travail était approuvé et surveillé par l'autorité publique (art. 3).

¹²⁰ *Convention sur l'âge minimum (travail maritime)*, 1920 (n° 7), 9 juillet 1920, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1095 (entrée en vigueur : 27 septembre 1921) [*Convention n° 7 (maritime)*].

¹²¹ *Ibid.*, art. 2. Le mot « navire » excluait les navires de guerre (art. 1).

¹²² *Ibid.* La convention prévoyait également une dérogation pour le travail des enfants à bord des bateaux-écoles, si ce travail était approuvé et surveillé par l'autorité publique (art. 3). On retrouve une dérogation semblable dans d'autres conventions sur l'âge minimum s'appliquant à des travaux effectués à bord de bateaux.

¹²³ *Convention sur l'âge minimum (agriculture)*, 1921 (n° 10), 16 novembre 1921, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 839 (entrée en vigueur : 31 août 1923) [*Convention n° 10 (agric.)*].

¹²⁴ *Ibid.*, art. 1. La convention prévoyait également une dérogation pour le travail des enfants dans les écoles techniques, si ces travaux étaient approuvés et contrôlés par l'autorité publique (art. 3).

totale ne soit pas inférieure à huit mois par année¹²⁵. Il apparaît donc qu'à l'époque où la Convention n° 10 a été adoptée, le travail agricole n'était pas considéré par l'OIT comme un travail dangereux.

En ce qui concerne les travaux non industriels, c'est-à-dire les travaux non visés par les trois conventions précédentes, mais à l'exclusion de la pêche maritime¹²⁶, ce n'est qu'en 1932 que fut adoptée la *Convention sur l'âge minimum (travaux non industriels)*, 1932 (Convention n° 33)¹²⁷. Dans cette convention, plus élaborée que les précédentes, l'âge minimum ne se limitait pas à un âge chronologique. L'âge minimum visait les enfants de moins de 14 ans ainsi que ceux qui avaient plus de 14 ans mais qui étaient encore soumis à l'obligation scolaire primaire en vertu de la législation nationale¹²⁸. Néanmoins, les enfants de 12 ans et plus pouvaient « être occupés » à des travaux légers¹²⁹ en dehors des heures de classe à condition, entre autres, que ces travaux ne nuisent pas à leur santé ou à leur développement normal, ni à leur assiduité scolaire ou à leur faculté de bénéficier de l'instruction reçue¹³⁰. Par ailleurs, la législation nationale devait fixer un âge minimum supérieur à la norme de base pour les emplois dangereux pour la vie, la santé ou la moralité¹³¹. La Convention n° 33 n'excluait pas d'emblée de son application

¹²⁵ *Ibid.*, art. 2.

¹²⁶ *Convention sur l'âge minimum (travaux non industriels)*, 1932 (n° 33), 30 avril 1932, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 841 (entrée en vigueur : 6 juin 1935), art. 2a) [*Convention n° 33 (non indus.)*]. La convention ne s'appliquait pas non plus au travail dans les écoles techniques et professionnelles à certaines conditions (art. 2b)).

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*, art. 2. La législation nationale pouvait toutefois permettre des travaux et fixer la durée journalière de ceux-ci pour la période de vacances des enfants de plus de 14 ans (art. 3(4)a)). Par ailleurs, l'article 9 prévoyait des normes différentes pour l'Inde, incluant l'interdiction d'emploi des enfants de moins de 10 ans.

¹²⁹ La législation nationale devait déterminer les genres de travaux qui pouvaient être considérés comme travaux légers (*ibid.*, art. 3(3)a)) et la recommandation, adoptée le même jour que la convention, prévoit que pour la détermination des catégories de travaux légers, il est souhaitable de prendre en considération les occupations et emplois comme « commissionnaires, distribution de journaux, travaux effectués à l'occasion de sports ou de jeux, cueillette et vente de fleurs ou de fruits. » (*Recommandation sur l'âge minimum (travaux non industriels)*, 1932 (n° 41), 30 avril 1932, par. 1, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>> [*Recommandation n° 41*]).

¹³⁰ *Convention n° 33 (non indus.)*, *ibid.*, art. 3(1)a) et b). En plus, ces travaux légers ne devaient en aucun temps excéder deux heures par jour et, les jours de classe, le total des heures consacrées à l'école et au travail léger ne devait pas dépasser 7 heures par jour (art. 3(1)c)). Dans les pays où n'existait aucune législation quant à la fréquentation scolaire obligatoire, les travaux légers ne devaient pas excéder 4 heures et demie par jour (art. 3(4)b)). Les travaux légers étaient prohibés les dimanches et les jours de fête légale ainsi que la nuit (art. 3(2)).

¹³¹ *Ibid.*, art. 5. La CIT recommandait aux membres de l'OIT de « ranger » parmi cette catégorie de travaux « par exemple, certains emplois dans les spectacles publics, tels que ceux d'acrobates; dans les établissements curatifs, tels que les travaux comportant un danger de contagion ou d'infection; et

le travail effectué dans les entreprises familiales, mais elle prévoyait que l'autorité compétente avait la faculté de le faire¹³². Toutefois, une telle dérogation n'était pas permise à l'égard des emplois nuisibles, préjudiciables ou dangereux pour l'enfant¹³³.

En 1936 et 1937, les conventions mentionnées ci-dessus relatives aux secteurs industriel, maritime et non industriel furent révisées. Tel qu'indiqué précédemment, ces révisions partielles portèrent à 15 ans l'âge minimum de base¹³⁴. Selon Valticos, les trois conventions révisées visaient, outre la protection des enfants, la réduction du nombre de chômeurs dans le contexte de la crise économique¹³⁵. Il y a également lieu de souligner que, par rapport aux conventions initiales, les conventions révisées comprenaient les modifications suivantes :

- dans le secteur maritime, la législation nationale pouvait autoriser la délivrance de certificats afin que les enfants de 14 ans puissent être employés au travail à bord des navires si une autorité scolaire ou autre s'était « assurée » que l'emploi était dans l'intérêt de l'enfant¹³⁶.
- dans le secteur industriel, alors que l'interdiction d'emploi ou de travail des enfants de moins de 14 ans édictée par la convention initiale ne s'appliquait pas aux établissements dans lesquels étaient seuls employés les membres

dans les débits de boissons alcooliques notamment pour le service des clients. » (*Recommandation n° 41, supra* note 129, par. 6).

¹³² *Convention n° 33 (non indus.)*, *ibid.*, art. 1(3)a). La dérogation ne pouvait viser que l'emploi dans les établissements « où [étaient] seuls occupés les membres de la famille de l'employeur ».

¹³³ *Ibid.*, art. 1(3)a).

¹³⁴ *Convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime)*, 1936 (n° 58), 24 octobre 1936 (entrée en vigueur : 11 avril 1939), art. 2(1) [*Convention n° 58 (maritime)*]; *Convention (révisée) sur l'âge minimum (industrie)*, 1937 (n° 59), 22 juin 1937 (entrée en vigueur : 21 février 1941), art. 2(1) [*Convention n° 59 (indus.)*]; *Convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels)*, 1937 (n° 60), 22 juin 1937 (entrée en vigueur : 29 décembre 1950), art. 2 [*Convention n° 60 (non indus.)*]. En ce qui concerne le secteur industriel, la convention prévoyait des normes différentes pour le Japon, l'Inde et la Chine (*Convention n° 59 (indus.)*, *ibid.*, art. 6, 7, 8). Ces trois conventions se trouvent dans *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985.

¹³⁵ Valticos, *supra* note 18 à la p. 462, au para. 610. L'adoption des trois conventions en question avait été précédée par l'adoption d'une recommandation qui préconisa la fixation de l'âge minimum de fin de scolarité obligatoire et de l'âge minimum d'admission au travail à 15 ans au moins (*Recommandation sur le chômage (jeunes gens)*, 1935 (n° 45), 25 juin 1935 (retrait : 3 juin 2002), par. 1), en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

¹³⁶ *Convention n° 58 (maritime)*, *supra* note 134, art. 2(2). L'autorité en question devait prendre en considération la santé et l'état physique de l'enfant, ainsi que les avantages immédiats et futurs que l'emploi pourrait procurer à ce dernier.

d'une même famille¹³⁷, la convention révisée prévoyait plutôt que la législation nationale pouvait autoriser l'emploi des enfants de moins de 15 ans dans les établissements où étaient seuls « occupés » les membres de la famille de l'employeur¹³⁸. En outre, une telle dérogation n'était pas permise dans le cas des emplois dangereux pour la vie, la santé ou la moralité de l'enfant¹³⁹. À l'égard de cette dernière catégorie de travaux, les lois nationales devaient soit fixer un âge minimum supérieur à 15 ans, soit conférer à une autorité appropriée le pouvoir de le faire¹⁴⁰.

- en ce qui concerne les travaux non industriels légers, l'âge minimum a été haussé à 13 ans¹⁴¹.

La Convention n° 10, applicable au secteur de l'agriculture, n'a fait l'objet d'aucune révision.

1.2 Les conventions applicables à des catégories de travaux

Aux sept conventions sectorielles mentionnées précédemment s'ajoutaient trois autres conventions sur l'âge minimum destinées à s'appliquer à des catégories de travaux limitées. La première de ces conventions, adoptée en 1921, prévoyait que les « jeunes gens » de moins de 18 ans ne pouvaient pas être employés pour travailler à bord des navires en qualité de soutiers ou chauffeurs¹⁴². Et ce n'est qu'en 1959, soit quatre décennies après l'adoption de la première convention sur l'âge minimum, que furent

¹³⁷ Convention n° 5 (indus.), supra note 116, art. 2.

¹³⁸ Convention n° 59 (indus.), supra note 134, art. 2(2). La CIT recommandait néanmoins aux membres « de s'efforcer d'appliquer la législation sur l'âge minimum d'admission à tous les établissements industriels, y compris les entreprises familiales. » (*Recommandation sur l'âge minimum (entreprises familiales)*, 1937 (n° 52), 22 juin 1937, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>).

¹³⁹ Convention n° 59 (indus.), *ibid.*, article 2(2).

¹⁴⁰ *Ibid.*, article 5(1).

¹⁴¹ Convention n° 60 (non indus.), supra note 134, art. 3(1). Les enfants de 13 ans ne pouvaient pas se consacrer à des travaux légers plus de 2 heures par jour et ils ne pouvaient consacrer à l'école et aux travaux légers plus de 7 heures par jour au total (art. 3(2)).

¹⁴² Convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921 (n° 15), 11 novembre 1921, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1097 (entrée en vigueur : 20 novembre 1922), art. 2. Notez que le mot « navire » excluait les navires de guerre (art. 1). Des exceptions étaient prévues, notamment en ce qui concerne le travail des jeunes gens de 16 ans et plus qui pouvaient être employés, à certaines conditions, sur les navires effectuant leur navigation exclusivement sur les côtes de l'Inde ou du Japon (art. 3c)).

adoptées des normes applicables aux pêcheurs. On fixa alors à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi au travail à bord des bateaux de pêche en eaux salées¹⁴³. Les enfants de moins de 15 ans pouvaient néanmoins prendre part « occasionnellement » aux activités à bord de ces bateaux pendant les vacances scolaires à certaines conditions¹⁴⁴. La législation nationale pouvait également autoriser l'émission de certificats permettant aux enfants de 14 ans d'être employés à bord des bateaux de pêche après qu'une autorité scolaire ou autre se soit assurée que l'emploi était dans l'intérêt de l'enfant¹⁴⁵. Par contre, aucun jeune de moins de 18 ans ne pouvait être employé comme soutier ou chauffeur à bord d'un bateau de pêche chauffant au charbon¹⁴⁶.

Finalement, en 1965 on adopta une norme particulière pour les travaux souterrains. En effet, on fixa à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail sous terre dans les mines et carrières¹⁴⁷. La CIT a néanmoins recommandé aux membres de hausser progressivement cet âge minimum à 18 ans¹⁴⁸. Auparavant, l'âge minimum applicable à cette catégorie de travaux était celui qui était fixé dans le secteur industriel puisque « les mines, carrières et industries extractives de toute nature » étaient considérées comme « établissements industriels »¹⁴⁹. En 1953, la CIT avait néanmoins recommandé aux membres d'interdire l'emploi aux travaux souterrains dans les mines de charbon pour les adolescents de moins de 16 ans¹⁵⁰ et de le restreindre pour ceux qui avaient 16 ans révolus, mais qui n'avaient pas encore atteint 18 ans¹⁵¹.

¹⁴³ *Convention sur l'âge minimum (pêcheurs)*, 1959 (n° 112), 19 juin 1959, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1226 (entrée en vigueur : 7 novembre 1961), art. 2(1). Voir l'article 1 pour la définition de « bateau de pêche ».

¹⁴⁴ *Ibid.*, art. 2(2).

¹⁴⁵ *Ibid.*, art. 2(3). L'autorité appropriée désignée par la législation nationale devait prendre en considération la santé et l'état physique de l'enfant ainsi que les avantages immédiats et futurs que l'emploi pourrait procurer pour ce dernier.

¹⁴⁶ *Ibid.*, art. 3.

¹⁴⁷ *Convention sur l'âge minimum (travaux souterrains)*, 1965 (n° 123), 22 juin 1965, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 851 (entrée en vigueur : 10 novembre 1967), art. 2.

¹⁴⁸ *Recommandation sur l'âge minimum (travaux souterrains)*, 1965 (n° 124), 22 juin 1965, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 853, par. 3(1).

¹⁴⁹ *Convention no 5 (indus.)*, *supra* note 116, art. 1(1)a) et *Convention n° 59 (indus.)*, *supra* note 134, art. 1(1)a).

¹⁵⁰ *Recommandation sur l'âge minimum dans les mines de charbon*, 1953 (n° 96), 19 juin 1953 (retrait : 16 juin 2004), en ligne : OIT <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>, par. 1.

¹⁵¹ *Ibid.*, par. 2. L'emploi des jeunes de 16 à 18 ans ne devait être permis que pour des fins d'apprentissage et de formation ou dans les conditions « quant aux lieux de travail autorisés, quant aux

En terminant, il faut préciser qu'il n'y a pas que les dix conventions sur l'âge minimum dont il a été question dans la présente sous-section qui ont fixé des âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail avant 1973. Par exemple, certaines conventions relatives à la santé et la sécurité des travailleurs prévoient également un âge minimum par rapport à des tâches particulières. C'est le cas de la *Convention sur la céruse (peinture), 1921*¹⁵² qui interdit l'emploi des « jeunes gens » de moins de 18 ans aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous les produits contenant ces pigments¹⁵³. De même, la *Convention sur la protection contre les radiations, 1960*¹⁵⁴ prévoit qu'aucun travailleur de moins de 16 ans ne doit être « affecté à des travaux comportant la mise en œuvre de radiations ionisantes »¹⁵⁵ et la *Convention sur le benzène, 1971*¹⁵⁶ indique que les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne doivent pas être « occupés » à des travaux comportant l'exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène¹⁵⁷.

1.3 Les objectifs fixés par la résolution de la CIT en 1945

Avant de conclure la présente section, il y a lieu de souligner que la CIT a adopté, en 1945, une résolution concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs qui énonce, entre autres, les deux objectifs suivants :

emplois autorisés et quant aux mesures de surveillance systématique à appliquer en ce qui concerne la santé des jeunes travailleurs et leur sécurité » qui devaient être fixées par l'autorité compétente après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs.

¹⁵² *Convention sur la céruse (peinture), 1921* (n° 13), 19 novembre 1921, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 427 (entrée en vigueur : 31 août 1923).

¹⁵³ *Ibid.*, art. 3(1).

¹⁵⁴ *Convention sur la protection contre les radiations, 1960* (n° 115), 22 juin 1960, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 430 (entrée en vigueur : 17 juin 1962).

¹⁵⁵ *Ibid.*, art. 7(2).

¹⁵⁶ *Convention sur le benzène, 1971* (n° 136), 23 juin 1971, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 439 (entrée en vigueur : 27 juillet 1973).

¹⁵⁷ *Ibid.*, art. 11(2). Il y a également lieu de prendre note de la recommandation de la CIT d'interdire l'emploi des « jeunes gens » de moins de 18 ans à certains travaux où ils seraient en contact avec du plomb (*Recommandation sur le saturnisme (femmes et enfants), 1919* (n° 4), 28 novembre 1919, *Conventions et recommandations internationales du travail*, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 425, par. 1).

- l'âge minimum devrait être fixé à 16 ans pour le travail en général et à 18 ans pour le travail dangereux¹⁵⁸;
- le même âge minimum devrait être fixé pour toutes les branches d'activité afin que les enfants ne s'orientent pas vers les travaux insuffisamment réglementés où ils seront moins protégés¹⁵⁹.

Au moment où les travaux relatifs à la Convention n° 138 ont commencé, en 1972, l'atteinte de ces objectifs semblait difficile. Le nombre de ratifications des conventions fixant un âge minimum de 15 ans dans les secteurs industriel, maritime et non industriel était plutôt limité¹⁶⁰. Dans le secteur non industriel, même la norme de 14 ans n'avait été acceptée que par vingt-trois États¹⁶¹. En ce qui concerne les travaux dangereux, seulement vingt-cinq États avaient accepté un âge minimum de 16 ans pour un travail aussi dangereux que celui qui est effectué dans les mines¹⁶². Par ailleurs, l'adoption de conventions dont le champ d'application était limité permettait aux États de choisir de réglementer seulement partiellement le travail des enfants puisqu'ils n'avaient aucune obligation d'être partie à toutes les conventions. C'est ainsi que le nombre de ratifications variait considérablement d'un secteur d'activité à l'autre. Par exemple, soixante-seize États ont ratifié l'une ou l'autre des conventions applicables au secteur industriel¹⁶³ alors que seulement trente États ont ratifié l'une ou l'autre des conventions applicables aux secteurs non industriels¹⁶⁴.

Par conséquent, l'OIT aurait beaucoup de travail à faire si elle souhaitait l'adoption d'une nouvelle convention sur l'âge minimum d'application générale dont les normes représenteraient une amélioration par rapport aux normes existantes et qui seraient

¹⁵⁸ CIT, *Résolution concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs, présentée par la Commission de la protection des enfants et des jeunes travailleurs*, Compte-rendu des travaux, 27^e sess., Annexe XII, Genève, BIT (1945) 508 à la p. 513, par. 19(8).

¹⁵⁹ *Ibid.* à la p. 512, par. 19(3).

¹⁶⁰ Voir BIT, *Âge minimum d'admission à l'emploi*, rapport IV(1), 57^e sess., Genève, BIT (1972) à la p. 8 [BIT, rapport IV(1) 1972]. Vingt-six États ont ratifié la *Convention n° 59 (indus.)*, quarante-quatre États ont ratifié la *Convention n° 58 (maritime)* et seulement dix États ont ratifié la *Convention n° 60 (non indus.)*.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *Ibid.* Soixante États ont ratifiés la *Convention n° 5 (indus.)* et vingt-six États ont ratifié la *Convention n° 59 (indus.)* (incluant dix États qui avaient antérieurement ratifié la *Convention n° 5 (indus.)*).

¹⁶⁴ *Ibid.* Seulement vingt-trois États ont ratifiés la *Convention n° 33 (non indus.)* et dix États ont ratifié la *Convention n° 60 (non indus.)* (incluant deux États qui avaient antérieurement ratifié la *Convention n° 33 (non indus.)*).

acceptées par un plus grand nombre d'États. C'est ce qui explique la grande souplesse de la Convention n° 138 que nous allons examiner maintenant.

2. Les normes de la Convention n° 138

La Convention n° 138, adoptée en 1973, est un instrument d'application générale sur l'âge minimum qui s'applique à tous les secteurs économiques. Elle devait donc remplacer graduellement les dix conventions antérieures sur l'âge minimum dont il a été question dans la sous-section précédente¹⁶⁵. La Convention n° 138 concerne l'admission « à l'emploi ou au travail »¹⁶⁶. Aucune définition des mots « emploi » et « travail » n'a été incluse dans la convention¹⁶⁷. Mais le conseiller juridique adjoint du BIT a indiqué que ces mots étaient utilisés conjointement, comme dans d'autres conventions antérieures sur l'âge minimum, « afin de couvrir toute activité de caractère économique »¹⁶⁸. On souhaitait donc viser tant le travail salarié avec lien de subordination que le travail indépendant, incluant le travail dans l'économie informelle¹⁶⁹.

Les États parties à la convention doivent poursuivre une politique nationale visant « à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental. »¹⁷⁰ La Convention n° 138 est donc un instrument dynamique visant une amélioration progressive des

¹⁶⁵ *Convention n° 138, supra* note 68, préambule.

¹⁶⁶ *Ibid.* Voir, par exemple, l'article 1.

¹⁶⁷ Lors des travaux préparatoires, on a proposé de définir le terme « emploi » comme « tout travail fait au profit d'une autre personne » afin de préciser la portée de la convention et de supprimer toute ambiguïté découlant du mot « travail » dont le contenu est très large (BIT, *Âge minimum d'admission à l'emploi*, rapport IV(1), 58^e sess., Genève, BIT (1973) à la p. 8, au para. 21, proposition du membre gouvernemental du Royaume-Uni [BIT, rapport IV(1) 1973]). On a également suggéré de définir le mot « emploi » comme « tout travail fait dans le but d'en retirer un profit commercial » (*ibid.* aux pp. 8-9, au para. 21, proposition des membres employeurs modifiée sur suggestion du membre gouvernemental des Philippines). L'Autriche était aussi d'avis que la nouvelle convention devrait inclure une définition de l'expression « travail des enfants » (BIT, *Âge minimum d'admission à l'emploi*, rapport IV(2), 57^e sess., Genève, BIT (1972) à la p. 20 [BIT, rapport IV(2) 1972]). Voir également les observations de l'Autriche dans BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 7.

¹⁶⁸ BIT, rapport IV(1) 1973, *ibid.* à la p. 8, au para. 21.

¹⁶⁹ Humbert, *supra* note 84 à la p. 90. L'expression « économie informelle » vise un groupe hétérogène de travailleurs indépendants et salariés notamment les vendeurs ambulants, les cireurs de chaussures, les ramasseurs de rebuts, les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile ainsi que les travailleurs dans les ateliers clandestins. Leur caractéristique commune est « [qu']ils ne sont ni reconnus ni protégés à l'intérieur des cadres juridiques et réglementaires. » (BIT, *Travail décent et économie informelle*, rapport VI, 90^e sess., Genève, BIT (2002) à la p. 3 [BIT, *Travail décent*]).

¹⁷⁰ *Convention n° 138, supra* note 68, art. 1.

normes¹⁷¹. Toutefois, l'objectif de l'abolition totale du travail des enfants de l'OIT est plutôt ambigu en l'absence de définition de l'expression « travail des enfants » et des mots « travail » et « enfant »¹⁷². Smolin souligne que selon une interprétation littérale, l'expression « abolition totale du travail des enfants » peut comprendre « *a prohibition on any economically significant activity performed by a person not yet an adult, regardless of whether paid or unpaid, or whether performed within or without the family.* »¹⁷³ L'alternative est de limiter le sens de l'expression « travail des enfants » aux activités prohibées par la convention¹⁷⁴. C'est plutôt dans ce second sens que va la définition qu'a adoptée le BIT.

En effet, selon le BIT, la Convention n° 138 et la Convention n° 182, dont il sera question à la section 4 de la présente partie, « fixent les frontières du travail des enfants qu'il convient d'abolir »¹⁷⁵. Autrement dit, l'expression « travail des enfants à abolir » exclut le travail qui est autorisé par la Convention n° 138¹⁷⁶. C'est aussi ce qui ressort des discussions de la Commission de la Déclaration de principes relativement au libellé du principe de « l'abolition effective du travail des enfants » dont la version définitive a été adoptée suite à l'avis du Conseiller juridique de la CIT selon lequel cette expression « peut et doit être comprise dans un sens promotionnel et progressif » conformément à l'article 1 de la Convention n° 138¹⁷⁷. Comme cette dernière « reconnaît que certaines formes du travail des enfants n'entrent pas dans son champ d'application », ou peuvent en être exclues, « il est clair à fortiori que la Déclaration n'oblige pas les États Membres à abolir ces formes de travail des enfants ou des formes similaires. »¹⁷⁸

Dans les circonstances, la détermination de ce qui constitue du travail des enfants à abolir se révèle comme une tâche complexe puisque, comme nous le verrons, la

¹⁷¹ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 7.

¹⁷² À ce sujet voir David M. Smolin, « Strategic Choices in the International Campaign Against Child Labor » (2000) 22 Hum. Rts. Q. 942 aux pp. 948-950 [Smolin, «Strategic Choices»]. L'objectif de l'abolition « totale » du travail des enfants est mentionné au préambule de la Convention n° 138, *supra* note 68.

¹⁷³ David M. Smolin, « Conflict and Ideology in the International Campaign against Child Labour » (1999) 16 Hofstra Lab. & Empl. L.J. 383 à la p. 414 [Smolin, «Conflict and Ideology»].

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 9, au para. 24.

¹⁷⁶ *Ibid.* à la p. 56, au para. 163.

¹⁷⁷ BIT, *Rapport de la Commission de la Déclaration de principes*, Compte rendu des travaux, 86^e sess., vol. I, CRP n° 20, Genève, BIT (1998) à la p. 20/73, au para. 230.

¹⁷⁸ *Ibid.*

Convention n° 138 fixe différents âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail en fonction de la nature du travail et des conditions dans lesquelles un travail est effectué. Ainsi, les frontières du travail des enfants à abolir dépendent entre autres de ce qui constitue un « travail léger » et un travail susceptible de compromettre la santé, la sécurité et la moralité de l'enfant (travail dangereux). En outre, puisque la Convention n° 138 prévoit une élévation progressive de l'âge minimum, la définition du « travail des enfants à abolir » du BIT est vouée au changement¹⁷⁹. Ainsi, il est impossible de tirer une définition fixe de l'objectif final à atteindre à partir de la convention elle-même¹⁸⁰. C'est ce que nous constaterons dans les prochaines sous-sections en examinant les dispositions relatives à l'âge minimum général de base, les exceptions à cette norme, ainsi que les dispositions relatives au travail dangereux.

2.1 L'âge minimum général de base

La Convention n° 138 prévoit que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail « ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans »¹⁸¹. L'objectif de la relation entre l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail et celui de la fin de la scolarité obligatoire « est de garantir que le capital humain des enfants se développe et réalise pleinement son potentiel. »¹⁸² La *Recommandation sur l'âge minimum, 1973* (Recommandation n° 146)¹⁸³ précise que l'âge minimum devrait être « au même niveau pour tous les secteurs d'activité économique »¹⁸⁴.

Au cours des travaux préparatoires, les divergences d'opinions étaient manifestes quant au choix de l'âge minimum de base. Initialement, l'âge minimum proposé dans le questionnaire du BIT relatif au projet de convention était de 14 ans¹⁸⁵. Pour le gouvernement néo-zélandais, une norme de 14 ans était souhaitable pour l'admission à

¹⁷⁹ Smolin, «Conflict and Ideology», *supra* note 173 aux pp. 414-415.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ *Convention n° 138, supra* note 68, art. 2(3).

¹⁸² BIT, *Investir dans chaque enfant : étude économique sur les coûts et les bénéfices de l'élimination du travail des enfants*, Genève, BIT, 2003 à la p. 37 [BIT, *Investir dans chaque enfant*].

¹⁸³ *Recommandation sur l'âge minimum, 1973* (n° 46), 26 juin 1973, *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. II, Genève, BIT, 1985, 861 [*Recommandation n° 146*].

¹⁸⁴ *Ibid.*, par. 6.

¹⁸⁵ BIT, rapport IV(1) 1972, *supra* note 160, question 5, au par. 3, à la p. 40. On se rappellera que l'objectif fixé par une résolution adoptée par la CIT en 1945 était de 16 ans pour le travail en général.

un emploi permanent, mais elle constituait une limite trop élevée pour des fins d'application général puisqu'il n'y avait aucune raison d'empêcher les étudiants plus âgés de travailler en dehors des heures de classe ou pendant les vacances scolaires¹⁸⁶. Selon le gouvernement du Brésil, même si l'âge de 14 ans constituait l'âge minimum idéal, on devait tenir compte de la situation particulière des pays en développement « qui ne peuvent laisser oisifs ou sans soutien les adolescents dont la formation intellectuelle est gênée par la nécessité de se mettre prématurément au travail afin d'apporter leur part à un budget familial insuffisant. »¹⁸⁷ Quant au gouvernement ougandais, il considérait que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne devrait pas seulement être liée à l'âge de la fin de la scolarité dans l'enseignement primaire, mais aussi au nombre d'élèves qui renoncent à poursuivre leurs études, au revenu par habitant et aux activités économiques les plus répandues dans les pays¹⁸⁸. Pour sa part, le gouvernement indien n'était tout simplement pas favorable à l'adoption d'une nouvelle convention qui remplacerait les conventions existantes¹⁸⁹. Il estimait que l'adoption d'une norme unique de 14 ans à tous les secteurs n'était pas nécessaire et que l'autorité compétente dans chaque pays devait être libre de déterminer l'âge minimum pour chaque secteur en fonction du contexte national¹⁹⁰.

Au contraire, d'autres gouvernements souhaitaient que la norme de base soit plus élevée que 14 ans. Ainsi, dans ses observations présentées en vue de la deuxième discussion relative aux projets de convention et de recommandation, l'Espagne rappelait que l'âge minimum était déjà été fixé à 15 ans par les Conventions n^{os} 58 et 59 et qu'il semblait donc « anormal qu'une convention élaborée en 1973 marque une régression » par rapport à des textes adoptés plus de trente ans auparavant¹⁹¹. L'âge minimum devrait donc être fixé à 15 ans selon le gouvernement espagnol¹⁹². Une proposition des membres travailleurs d'augmenter l'âge minimum à 15 ans avait néanmoins été rejetée lors de la première discussion de la Commission sur

¹⁸⁶ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 22.

¹⁸⁷ *Ibid.* à la p. 18.

¹⁸⁸ *Ibid.* à la p. 22.

¹⁸⁹ *Ibid.* à la p. 14.

¹⁹⁰ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 9.

¹⁹¹ *Ibid.* Notez que la Convention n^o 60 (*non indus.*) fixait également un âge minimum de 15 ans (voir la section 1.1, ci-dessus, à la p. 18).

¹⁹² *Ibid.*

l'âge minimum en 1972¹⁹³. Les membres employeurs et certains membres gouvernementaux estimaient que l'âge de 14 ans « serait plus adapté » aux pays en développement et que cela « permettrait à la convention d'être beaucoup plus largement appliquée. »¹⁹⁴ En réponse à cette observation, les membres travailleurs et quelques membres gouvernementaux ont soutenu que la nouvelle convention « devrait constituer un progrès » par rapport aux normes antérieures et « contribuer à l'amélioration de la protection légale et des possibilités d'éducation offertes aux enfants dans tous les pays. »¹⁹⁵

Des amendements ont encore une fois été soumis lors de la deuxième discussion en 1973 afin que la norme de base soit fixée à 15 ans¹⁹⁶. On a alors fait remarquer que les problèmes auxquels devaient faire face les pays en développement seraient reconnus de toute façon puisque l'article 5 de la convention projetée offrirait la possibilité de limiter son champ d'application¹⁹⁷. Mais pour les membres employeurs et autres membres gouvernementaux, l'âge de 15 ans ne tenait pas compte de la réalité des pays en développement¹⁹⁸. Ils soutenaient que les problèmes sociaux seraient aggravés par un écart plus grand entre l'âge minimum d'admission à l'emploi et l'âge de fin de scolarité¹⁹⁹. Un membre gouvernemental a fait observer que l'objectif visé par l'adoption de la convention n'était pas nécessairement d'élever les normes mais de les réunir en un texte unique²⁰⁰. Un autre membre gouvernemental a répondu, de concert avec les membres travailleurs, que le but visé était d'abolir le travail des enfants et d'élever l'âge minimum en vue d'assurer aux jeunes gens le plus complet développement physique et mental²⁰¹.

¹⁹³ BIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum*, Compte-rendu des travaux, 57^e sess., CR n° 25, Genève, BIT (1972) à la p. 584, au para. 25 [*Rapport de la Commission de l'âge minimum 1972*]. Le membre gouvernemental de Cuba avait également proposé un amendement en ce sens (*ibid.*).

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*, *supra* note 75 à la p. 526, au para. 19. Amendements présentés par le membre gouvernemental de l'Espagne, les membres gouvernementaux de Cuba, Hongrie, Tchécoslovaquie et URSS ainsi que par les membres travailleurs.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ *Ibid.* au para. 20.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ *Ibid.*

L'amendement visant à remplacer l'âge de 14 ans par celui de 15 ans a finalement été adopté en commission²⁰². Mais les membres employeurs sont revenus à la charge en présentant un amendement en séance plénière de la CIT afin que l'âge minimum soit fixé à 14 ans²⁰³. Compte tenu de cette opposition, un amendement a été présenté par sept délégués gouvernementaux afin qu'un Membre « dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées » puisse spécifier, « en une première étape », un âge minimum de 14 ans²⁰⁴. L'article 2(4) de la Convention n° 138 résulte de cette dernière proposition²⁰⁵. Il s'agit clairement d'une mesure transitoire²⁰⁶, comme l'indiquent les mots « en une première étape ». En outre, la Recommandation n° 146 prévoit que lorsque l'âge minimum général est encore inférieur à 15 ans « des mesures devraient être prises d'urgence pour le porter à ce niveau. »²⁰⁷

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà mentionné, les États parties à la Convention n° 138 se sont engagés à poursuivre une politique nationale visant notamment « à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental. »²⁰⁸ À cet égard, la Recommandation n° 146 indique que l'objectif à atteindre est un âge minimum de 16 ans²⁰⁹. Mais là encore, il n'y avait pas de consensus parmi les Membres. À la question de savoir si la nouvelle recommandation devrait inclure un tel objectif, le gouvernement brésilien a répondu que ce dernier est utopique et « impraticable en raison de l'impossibilité matérielle qu'il y a à surmonter les obstacles dus au degré de développement, dont seul le temps pourra triompher »²¹⁰. Par contre, des États comme le Mali et le Mexique étaient d'accord avec cet objectif²¹¹.

²⁰² *Ibid.* à la p. 527, au para. 23.

²⁰³ CIT, Compte rendu des travaux, 58^e sess., 29^e séance, CR n° 33, Genève, BIT (1973) à la p. 740.

²⁰⁴ *Ibid.* à la p. 742. Délégués gouvernementaux de la République fédérale d'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Cameroun, du Dahomey, de l'Irlande et des Pays-Bas.

²⁰⁵ Le paragraphe 5 de l'article 2 prévoit que tout Membre qui aura spécifié un âge minimum de 14 ans en vertu du paragraphe 4 devra, dans les rapports qu'il doit présenter à l'OIT, déclarer que les motifs de sa décision persiste ou qu'il renonce à se prévaloir du paragraphe 4 à compter d'une date déterminée.

²⁰⁶ Geraldine Van Bueren, *The International Law on the Rights of the Child*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1995 à la p. 265.

²⁰⁷ *Recommandation n° 146*, *supra* note 183, par. 7(2).

²⁰⁸ *Convention n° 138*, *supra* note 68, article 1.

²⁰⁹ *Recommandation n° 146*, *supra* note 183, par. 7(1).

²¹⁰ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 67.

²¹¹ *Ibid.* à la p. 68.

Les désaccords marqués de certains pays industrialisés sont plus surprenants. Au moment où la norme de base envisagée était encore fixée à 14 ans, certains États estimaient qu'un objectif de 16 ans à être fixé par la recommandation « serait trop arbitraire »²¹², qu'il manquait de réalisme²¹³ et que l'âge de 15 ans serait préférable²¹⁴. On a souligné « [qu']il y aura toujours des enfants pour qui une scolarité plus poussée restera sans profits, et auxquels on devrait permettre de s'employer lucrativement et productivement dans le système économique. »²¹⁵. De plus, on estimait que ce serait « mettre la charrue devant les bœufs » que d'élever l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail « à un niveau supérieur à l'âge fixé par la plupart des pays pour la fin de l'obligation scolaire »²¹⁶ et on a souligné qu'une « certaine période d'enseignement général » n'était pas encore obligatoire dans un grand nombre de pays en développement²¹⁷. Néanmoins, comme le soulignait le BIT, le but était de recommander un objectif qui, pour la plupart des États membres, « sera nécessairement un objectif à long terme »²¹⁸.

Rappelons que l'objectif d'un âge minimum de 16 ans pour l'admission au travail en général avait été fixé par la résolution adoptée par la CIT en 1945. Par ailleurs, même si la Convention n° 138 prévoit que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail fixé par la législation nationale ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire ni à l'âge de 15 ans, elle prévoit également différentes possibilités de dérogation à cette norme de base.

²¹² *Ibid.* (observation de la Nouvelle-Zélande).

²¹³ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 29 (observation de l'Australie) et à la p. 30 (observation de l'Autriche).

²¹⁴ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 68 (observation de la Nouvelle-Zélande); BIT, rapport IV(2) 1973, *ibid.* à la p. 30 (observation de l'Autriche).

²¹⁵ BIT, rapport IV(2) 1972, *ibid.* à la p. 68 (observation de la Nouvelle-Zélande).

²¹⁶ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 29 (observation de l'Australie). Lors de la deuxième discussion, le membre gouvernemental du Japon a proposé de supprimer le sous-paragraphe 1 du paragraphe 7 du projet de recommandation puisque l'âge minimum ne pouvait être le même pour tous les pays s'il devait être adapté à la durée de la scolarité obligatoire, cette dernière étant différente d'un pays à l'autre (BIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*, *supra* note 75 à la p. 530, au para. 59).

²¹⁷ BIT, rapport IV(2) 1973, *ibid.* à la p. 30 (observation de l'Autriche).

²¹⁸ *Ibid.*

2.2 Les clauses de flexibilité

La Convention n° 138 comporte diverses dispositions d'exception à l'application de l'âge minimum de base fixé à 15 ans. Cox nomme ces dispositions d'exception les « *flexibility clauses* »²¹⁹. Par exemple, nous avons déjà vu que les pays en développement (plus précisément « tout Membre dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées ») peuvent prévoir un âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail de 14 ans²²⁰. Aussi, lorsque l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire est supérieur à 15 ans, et que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail est donc supérieur à 15 ans, la législation nationale peut autoriser l'emploi ou le travail des « personnes » de 15 ans et plus qui n'ont pas terminé leur scolarité obligatoire dans la mesure où, entre autres, cela ne nuit pas « à leur assiduité scolaire » ou « à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue »²²¹. À cet égard, les pays en développement peuvent substituer l'âge de 14 ans à l'âge de 15 ans s'ils ont fixé l'âge minimum général de base à 14 ans en vertu de l'article 2(4)²²².

Parmi les autres exceptions, nous allons examiner les possibilités d'exclusion de catégories limitées d'emploi et de limitation du champ d'application de la convention, ainsi que les normes applicables à l'égard des travaux légers²²³.

2.2.1 L'exclusion de catégories limitées d'emploi ou de travail

La Convention n° 138 prévoit à l'article 4(1) que l'autorité compétente peut ne pas appliquer la convention à des catégories limitées d'emploi ou de travail lorsque son application à ces catégories d'emploi ou de travail soulèverait des « difficultés d'exécution spéciales et importantes ». Cette disposition prévoit un critère de nécessité²²⁴. De plus, elle ne permet pas d'exclure des catégories d'emploi ou de travail dangereux de l'application de la convention²²⁵.

²¹⁹ Cox, *supra* note 85 à la p. 123.

²²⁰ Convention n° 138, *supra* note 68, art. 2(4).

²²¹ *Ibid.*, art. 7(2). Ce dernier renvoi à l'article 7(1) pour les conditions.

²²² *Ibid.*, art. 7(4).

²²³ D'autres exceptions sont prévues, notamment, en ce qui concerne le travail effectué dans des établissements d'enseignement général (*ibid.*, art. 6) et la participation à des spectacles artistiques (*ibid.*, art. 8).

²²⁴ L'article 4(1) commence par les mots « [p]our autant que cela soit nécessaire ».

²²⁵ Convention n° 138, *supra* note 68, art. 4(3).

Lors des travaux préparatoires, il y a eu des oppositions à l'adoption d'une telle possibilité de dérogation à l'égard de catégories d'emploi ou de travail non dangereux. On a souligné, par exemple, que cela serait contraire à l'esprit de la convention, qu'une certaine rigueur était préférable à une souplesse « qui pourrait, avec le temps, servir d'échappatoire »²²⁶ et que l'âge minimum devrait être le même pour toutes les catégories d'emploi ou de travail²²⁷. On a aussi exprimé l'opinion selon laquelle la possibilité d'exclusion ne devrait viser que des « cas spéciaux dans lesquels l'adolescent serait obligé de travailler, par exemple, pour assurer son propre entretien »²²⁸. De leur côté, les membres travailleurs étaient d'avis « que de trop nombreuses exceptions affaibliraient gravement la convention »²²⁹. Et afin d'éviter qu'un État Membre puisse « arbitrairement » restreindre la portée de la convention, on a suggéré que le texte indique les types d'emploi ou de travaux pouvant faire l'objet d'une dérogation²³⁰. Eu égard aux inquiétudes exprimées, le BIT a souligné que l'article 4 prévoit des garanties visant à éviter les possibilités d'interprétation trop large²³¹. Ces garanties sont les suivantes : 1) les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées devront être consultées; 2) les catégories exclues doivent être limitées; 3) l'exclusion doit être justifiée par des difficultés d'exécution spéciales et importantes et 4) les rapports sur l'application de la convention doivent indiquer les motifs des exclusions²³².

En fin de compte, la Convention n° 138 ne précise pas les types d'emploi ou de travaux qui peuvent être exclus de son application en vertu de l'article 4 mais, lors des travaux préparatoires, on a évoqué les entreprises familiales, le travail domestique chez des particuliers et le travail exécuté en dehors du contrôle de l'employeur comme le travail à domicile²³³. Cela ne signifie pas qu'il y a absence de risques pour les enfants dans ces cas²³⁴. Par exemple, le travail domestique expose l'enfant à des risques très importants, comme nous le verrons, alors qu'il constitue une catégorie d'emploi ou de travail souvent

²²⁶ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 32 (observation de la Colombie).

²²⁷ *Ibid.* à la p. 34 (observation de l'URSS). Cette observation ne visait pas les catégories d'emploi ou de travail dangereux.

²²⁸ *Ibid.* à la p. 33 (observation du Pérou).

²²⁹ BIT, rapport IV(1) 1973, *supra* note 167 à la p. 12, au para. 32.

²³⁰ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 18 (observation de la Suède).

²³¹ *Ibid.* à la p. 19.

²³² *Ibid.*

²³³ BIT, *Le travail des enfants : l'intolérable en point de mire*, rapport VI(I), 86^e sess., Genève, BIT (1998) à la p. 28 [BIT, *L'intolérable en point de mire*].

²³⁴ *Ibid.*

exclue de l'application de la législation nationale sur l'âge minimum²³⁵. Dans le Programme d'action pour l'élimination de la main-d'œuvre enfantine qu'elle a adopté en 1993, la Commission des droits de l'homme invitait d'ailleurs les États à « interdire catégoriquement », entre autres, l'emploi des enfants à des travaux domestiques avant « l'âge légal »²³⁶. Aussi, en raison des risques particuliers qui sont liés au travail domestique, tant pour les enfants que pour les adultes, la question d'un travail décent pour les travailleurs domestiques en général a été mise à l'ordre du jour de la 99^e session de la CIT en 2010 en vue de l'élaboration de normes²³⁷.

2.2.2 La limitation du champ d'application

L'article 5(1) de la Convention n° 138 prévoit que les pays « dont l'économie et les services administratifs n'ont pas atteint un développement suffisant » peuvent limiter, « en une première étape », le champ d'application de la convention. L'État qui veut se prévaloir de cette exception doit spécifier, dans une déclaration annexée à la ratification, les branches d'activité économique ou les types d'entreprises auxquelles s'appliquera la convention²³⁸. Patel qualifie l'article 5(1) par l'expression « *escape provision* », estimant qu'elle peut inciter des pays à tenter d'éviter de prendre les engagements requis par la convention²³⁹. Selon Van Bueren, cette exclusion s'explique par le fait que la Convention n° 138 devait remplacer les conventions antérieures qui s'appliquaient à des secteurs

²³⁵ *Ibid.* à la p. 39. En 1996, 43 pays excluaient le travail domestique de l'application de la législation nationale sur l'âge minimum. Voir également BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 33, au para. 94.

²³⁶ Commission des droits de l'homme, *Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine*, Rés. 1993/79, Doc. off. CES NU, 49^e sess., supp. n° 3, Doc. NU E/CN.4/1993/122 (1993) 227 à la p. 233, au para. 20 [Commission des droits de l'homme, *Programme d'action*].

²³⁷ BIT, *Guide de la Conférence, 99^e session de la Conférence internationale du travail, Genève, 2-18 juin 2010*, Genève, BIT, 2010 à la p. 6 (quatrième question à l'ordre du jour). Voir également CIT, *Travail décent pour les travailleurs domestiques*, rapport IV(1), 99^e sess., Genève, BIT (2010). Concernant le travail domestique des enfants en particulier voir la p. 21, aux para. 69-70; pp. 25-26, aux para. 78-80. Après le premier dépôt du présent mémoire (mai 2010), la CIT a adopté une convention et une recommandation applicables aux travailleurs domestiques (*Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011* (n° 189), 16 juin 2011, CIT, 100^e sess., CRP 15A, Genève, BIT, 2011; *Recommandation sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011* (n° 201), 16 juin 2011, CIT, 100^e sess., CRP 15B, Genève, BIT, 2011). L'article 4(1) de la convention indique que tout membre doit fixer un âge minimum pour les travailleurs domestiques qui est compatible avec les dispositions des Conventions n° 138 et 182.

²³⁸ *Convention n° 138*, *supra* note 68, art. 5(2).

²³⁹ Bhavin Patel, « The Effects of Child Labor on the Family in Asian Countries » (1999-2000) 7 *Tulsa J. Comp. & Int'l L.* 481 à la p. 497.

particuliers²⁴⁰. L'article 5(1) devait donc favoriser la ratification de la convention par un plus grand nombre d'États²⁴¹. Pour sa part, Smolin croit que cette exclusion visait à remplacer la « tendance » à prévoir des normes inférieures pour certains pays dans les conventions préexistantes²⁴².

La limitation du champ d'application de la convention à certaines branches d'activité ou types d'entreprises peut faire en sorte que la législation nationale sur l'âge minimum ne s'applique pas à l'égard de certains travaux dangereux. En effet, contrairement à l'article 4 qui n'autorise pas l'exclusion de tels travaux, l'article 5(3) prévoit seulement que le champ d'application de la convention doit au moins comprendre les industries extractives et manufacturières; le bâtiment et les travaux publics; l'électricité, le gaz et l'eau; les services sanitaires; les transports, entrepôts et communications; ainsi que « les plantations et autres entreprises agricoles exploitées principalement à des fins commerciales, à l'exclusion des entreprises familiales ou de petites dimensions produisant pour le marché local et n'employant pas régulièrement des travailleurs salariés ». Le recours à l'article 5 peut donc faire en sorte que les enfants soient laissés sans aucune protection à l'égard de tous les autres travaux dangereux.

Par ailleurs, l'inclusion des plantations et autres entreprises agricoles exploitées principalement à des fins commerciales dans le champ d'application minimum de la Convention n° 138 signifie que le travail agricole est considéré comme un travail particulièrement dangereux. Smolin souligne qu'il s'agit d'un élargissement important des normes par rapport à la Convention n° 10 qui ne visait qu'à prohiber le travail agricole pendant les heures de classe. Néanmoins, le travail agricole est souvent exclu de l'application de la législation nationale sur l'âge minimum²⁴³.

En ce qui a trait aux observations exprimées au cours des travaux préparatoires par rapport à la dérogation permise par l'article 5, il y a lieu de noter celle du gouvernement péruvien qui estimait que la possibilité de limiter le champ d'application de la convention devrait se limiter aux cas où l'adolescent est obligé de travailler pour assurer son propre

²⁴⁰ Van Bueren, *supra* note 206 aux pp. 266-267.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² Smolin, «Conflict and Ideology», *supra* note 173 à la p. 417.

²⁴³ Valentina Forastieri, *Children at Work: Health and Safety Risks*, 2^e éd., ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT 2002 à la p. 3.

entretien²⁴⁴. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement suédois était d'avis que le degré insuffisant de développement économique d'un pays ne peut justifier une limitation du champ d'application de la convention que lorsqu'il « oblige les adolescents à prendre un emploi pour assurer leur propre entretien ou, peut-être, celui de leur famille » et qu'en aucun cas, il ne devrait servir de prétexte à l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché fournie par les enfants²⁴⁵. Ces observations sont particulièrement intéressantes eu égard à l'approche anti-abolitionniste dont il sera question dans la deuxième partie.

2.2.3 La dérogation visant les travaux légers

Nous avons vu que l'âge minimum de base ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire ni à l'âge de 15 ans. Néanmoins, l'article 7 de la Convention n° 138 prévoit que la législation nationale peut autoriser l'emploi des « personnes » de 13 à 15 ans à des travaux légers « ou l'exécution » de tels travaux par ces personnes²⁴⁶. Ces travaux ne doivent pas être susceptibles de porter préjudice à la santé ou au développement de ces personnes ni nuire à l'assiduité scolaire de ces dernières, « à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelle approuvés par l'autorité compétente ou à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue. »²⁴⁷.

La proposition initiale du BIT dans le questionnaire soumis aux gouvernements était de fixer l'âge minimum d'admission aux travaux légers à 12 ans²⁴⁸. Il y a eu des divergences de vue importantes parmi les membres à ce sujet, comme pour la fixation de l'âge minimum de base. On a dit de la disposition proposée qu'elle était « trop restrictive » en ce qu'elle empêcherait les jeunes enfants d'exercer de petits emplois tels que vendeur ou livreur de journaux²⁴⁹. Si un âge minimum devait être fixé, il devrait être de dix ans selon la proposition du gouvernement de la Nouvelle-Zélande²⁵⁰. Lors de la

²⁴⁴ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 38 (observation du Pérou qui fait référence à son observation relative à l'article 4 à la p. 33).

²⁴⁵ *Ibid.* (observation de la Suède).

²⁴⁶ Convention n° 138, *supra* note 68, art. 7(1).

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ BIT, rapport IV(1) 1972, *supra* note 160 à la p. 41, au par. 2 (question 10).

²⁴⁹ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 45 (observation de la Nouvelle-Zélande). Le gouvernement du Canada estimait aussi que si le mot « emploi » interdisait « l'exercice de n'importe quelle activité lucrative » aux enfants âgés de moins de 12 ans c'était « aller trop loin » (*ibid.* à la p. 44).

²⁵⁰ *Ibid.*

deuxième discussion en commission, les membres employeurs ont proposé de supprimer la limite d'âge de 12 ans et d'ajouter une disposition chargeant l'autorité compétente de déterminer elle-même l'âge minimum d'emploi aux travaux légers²⁵¹.

D'autres membres estimaient au contraire que l'âge minimum de 12 ans était « indûment bas »²⁵². Si certains proposèrent de fixer cet âge à 13 ans²⁵³, d'autres réclamèrent carrément la suppression de l'article 7 ou la limitation de son application. Par exemple, le gouvernement français estimait qu'il n'était pas opportun d'admettre la possibilité d'autoriser le travail de personnes qui n'ont pas atteint l'âge minimum de base, même pour des travaux légers et à certaines conditions, « en raison des abus auxquels cette situation pourrait conduire »²⁵⁴. De plus, ce même gouvernement souligna les difficultés à définir « avec précision » ce qui constitue un travail léger étant donné « [qu']un travail théoriquement léger peut devenir pénible s'il est effectué dans certaines conditions ou selon un certain rythme. »²⁵⁵ Lors de la première discussion, le membre gouvernemental de la France a toutefois suggéré de limiter l'application de l'article 7 aux travaux légers de l'agriculture²⁵⁶. D'autres proposèrent de limiter ce type de travaux à des travaux « occasionnels »²⁵⁷. On a aussi suggéré que la dérogation relative aux travaux légers ne soit permise que « lorsque des raisons valables d'ordre économique et social l'exigent »²⁵⁸. De leur côté, les membres travailleurs ont exprimé leur souhait de voir supprimer le point relatif aux travaux légers parce que cette exception à l'interdiction du travail des enfants, « viderait la convention de sa signification » compte tenu des

²⁵¹ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973, supra* note 75 à la p. 528, au para. 42. Voir également BIT, rapport IV(1) 1973, *supra* note 167 à la p. 13, au para. 36 (proposition des membres employeurs du Ghana, du Mali et de la Tunisie pour la suppression de l'âge de 12 ans) et BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 aux pp. 44-45 (observations des États-Unis et de l'Ouganda selon lesquelles le soin de déterminer cette norme devrait être laissé à chaque État Membre).

²⁵² BIT, rapport IV(2) 1972, *ibid.* à la p. 44 (observation de l'Italie).

²⁵³ *Ibid.* Voir également BIT, rapport IV(1) 1973, *supra* note 167 à la p. 13, au para. 36 (proposition du membre gouvernemental de Cuba).

²⁵⁴ BIT, rapport IV(2) 1972, *ibid.* Au moment où la France a fait cette observation, l'âge minimum de base envisagé était de 14 ans. Voir également BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 21 (observation de la République centrafricaine selon laquelle la dérogation pour travaux légers pourrait donner lieu à des abus en l'absence de définition « même approximative » des termes « travaux légers »).

²⁵⁵ BIT, rapport IV(2) 1972, *ibid.* à la p. 44. Voir également BIT, rapport IV(2) 1973, *ibid.* à la p. 21 (observation de Chypre selon laquelle il est difficile en pratique de déterminer quel type de travail n'est pas susceptible de porter préjudice aux enfants).

²⁵⁶ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1972, supra* note 193 à la p. 586, au para. 36.

²⁵⁷ *Ibid.* (amendements présentés par les membres gouvernementaux de la République fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas).

²⁵⁸ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 22 (observation de la Yougoslavie).

déroations qui seraient possibles en vertu des articles 4 et 5²⁵⁹. Les membres travailleurs ont réitéré leur proposition lors de la deuxième discussion avec l'appui des membres gouvernementaux de Cuba, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'URSS parce que l'article 7 laissait une trop grande marge d'appréciation aux autorités nationales²⁶⁰.

Puisque la Commission de l'âge minimum avait adopté un âge minimum de base de 15 ans en deuxième discussion²⁶¹, un amendement a été présenté par le membre gouvernemental de la Norvège afin de fixer à 13 ans l'âge minimum d'admission aux travaux légers tandis que les membres travailleurs ont plutôt proposé un âge minimum de 14 ans²⁶². Et bien que ce soit un âge minimum de 13 ans qui a finalement été adopté relativement aux travaux légers, un pays en développement peut fixer cet âge à 12 ans s'il a fixé l'âge minimum de base à 14 ans en vertu de l'article 2(4) de la Convention n° 138²⁶³.

Cependant, la Convention n° 138 ne définit pas ce qui constitue des travaux légers. Elle laisse à l'autorité compétente de chaque État le soin de déterminer les activités pour lesquelles l'emploi ou le travail pourra être autorisé à ce titre et d'en prescrire la durée, en heures, ainsi que les conditions d'emploi ou de travail²⁶⁴. À cet égard, la Recommandation n° 146 demande qu'une attention particulière soit accordée, entre autres, à l'attribution d'une rémunération équitable ainsi qu'à une limitation stricte de la durée quotidienne et hebdomadaire du travail « afin de réserver un temps suffisant à l'éducation et à la formation [...], au repos pendant la journée et aux activités de loisirs »²⁶⁵. Cette recommandation n'offre guère d'indication significative pour guider les États dans la détermination de ce qui constitue un travail léger. Comme le note Van Bueren, une définition à ce sujet diminuerait les possibilités d'abus, notamment en ce qui a trait au travail dans l'agriculture, et renforcerait la convention²⁶⁶.

²⁵⁹ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1972, supra note 193 aux pp. 585-586, au para. 35.*

²⁶⁰ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973, supra note 75 à la p. 528, au para. 41.*

²⁶¹ *Ibid.* à la p. 527, au para. 23.

²⁶² *Ibid.* aux pp. 528-529, au para. 43.

²⁶³ *Convention n° 138, supra note 68, art. 7(4).*

²⁶⁴ *Ibid.*, art. 7(3).

²⁶⁵ *Recommandation n° 146, supra note 183, par. 13.*

²⁶⁶ Van Bueren, *supra note 206* à la p. 267.

2.3 L'âge minimum supérieur concernant le travail dangereux

La Convention n° 138 prévoit un âge minimum supérieur à la norme générale de base de 15 ans en ce qui concerne les travaux dangereux. En effet, l'article 3(1) prévoit que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des « adolescents », en raison de sa nature ou des conditions dans lesquelles il s'exerce, ne peut être inférieur à 18 ans. Au cours des travaux préparatoires, aucun membre ne s'est opposé à l'adoption d'une norme supérieure à la norme de base pour les travaux dangereux. Les divergences à ce sujet concernaient plutôt la question de savoir quelle serait la limite d'âge.

Rappelons que l'objectif fixé par la résolution adoptée par la CIT en 1945 était de 18 ans pour les travaux dangereux. Pourtant, dans le questionnaire soumis aux gouvernements en vue de la première discussion, le BIT a proposé un âge minimum de 16 ans²⁶⁷. Pour certains, cela semblait une limite appropriée²⁶⁸. D'autres souhaitaient voir la norme élevée à 18 ans²⁶⁹ ou, au contraire, abaissée à 14 ans²⁷⁰ ou même à 12 ans²⁷¹. Mais dès la première discussion en 1972, c'est l'âge minimum de 18 ans qui a été retenu²⁷². Certains membres ont tout de même continué de réclamer une norme inférieure, estimant que la fixation d'un âge minimum aussi élevée que 18 ans « empêcherait inévitablement la ratification [...] par les pays où de nombreux enfants travaillent »²⁷³ et soulignant que « l'accent devrait être mis sur les mesures de sécurité plutôt que sur un âge minimum utopique »²⁷⁴. À l'égard de cette dernière observation, les membres travailleurs ont répondu que « si des mesures de sécurité sont essentielles pour tous les

²⁶⁷ BIT, rapport IV(1) 1972, *supra* note 160 à la p. 40, au para. 3 (question 6).

²⁶⁸ Voir par exemple BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 27 (observation du Mexique).

²⁶⁹ Voir par exemple *ibid.* aux pp. 28-29 (observations du Pérou et de l'URSS).

²⁷⁰ *Ibid.* à la p. 28 (observation du Panama).

²⁷¹ *Ibid.* (observation du Pakistan).

²⁷² *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1972*, *supra* note 193 aux pp. 584-585, aux para. 28-31.

²⁷³ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 13 (observation de l'Autriche).

²⁷⁴ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*, *supra* note 75 à la p. 527, au para. 24 (observation du membre gouvernemental de l'Autriche et des membres employeurs lorsqu'ils ont présenté des amendements lors de la deuxième discussion afin que l'âge minimum d'admission à des travaux dangereux soit fixé à 16 ans. Le membre gouvernemental des États-Unis a également proposé que la norme soit fixée à 16 ans mais en demandant qu'elle soit élevée progressivement en ce qui concerne les types particuliers d'emploi ou de travail qui présentent des risques plus grands (*ibid.* au par. 25).

travailleurs, les jeunes gens n'en réclament pas moins une protection particulière. »²⁷⁵ Pour sa part, le gouvernement du Canada a proposé que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail dangereux soit déterminé par la législation nationale ou l'autorité compétente en fonction du degré de danger, sans être inférieur à 16 ans²⁷⁶. Quant à l'Inde, elle proposa un amendement visant à laisser à l'autorité compétente le soin de fixer l'âge minimum pour de tels travaux à un niveau plus élevé que l'âge minimum de base²⁷⁷. Le texte de compromis qui fut finalement adopté prévoit que la législation nationale pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, « autoriser l'emploi ou le travail des adolescents dès l'âge de seize ans à condition que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement garanties et qu'ils aient reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou formation professionnelle. »²⁷⁸

Par ailleurs, selon le gouvernement suédois il ne convenait pas de laisser entièrement à la législation nationale la responsabilité de définir les types de travaux auxquels la disposition s'appliquerait²⁷⁹. La convention devait spécifier, « au moins dans une certaine mesure », ces types d'emploi ou de travail²⁸⁰. Pour sa part, le gouvernement finlandais proposait d'inclure dans une définition les types de travaux suivants : « a) les travaux présentant un risque spécial d'accident ou de maladie professionnelle; b) les travaux physiquement pénibles; c) les travaux au cours desquels les travailleurs sont exposés à des substances chimiques dangereuses, à des radiations ionisantes, à des bruits ou à des vibrations gênants. »²⁸¹ En fin de compte, la Convention n° 138 ne définit pas ce qui constitue un « travail dangereux ». C'est uniquement dans la Recommandation n° 146 que nous retrouvons quelques indications sur ce qui doit être considéré comme un travail dangereux. Cette recommandation prévoit notamment la prise en compte des normes internationales du travail pertinentes qui concernent, par

²⁷⁵ *Ibid.* au para. 24.

²⁷⁶ BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 14.

²⁷⁷ *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*, *supra* note 75 à la p. 527, au para. 24 (amendement proposé par le membre gouvernemental de l'Inde); BIT, rapport IV(2) 1973, *ibid.* à la p. 15 (observation de l'Inde).

²⁷⁸ *Convention n° 138*, *supra* note 68, art. 3(3); CIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum 1973*, *ibid.* à la p. 527, au para. 27.

²⁷⁹ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 29; BIT, rapport IV(2) 1973, *supra* note 73 à la p. 16.

²⁸⁰ BIT, rapport IV(2) 1973, *ibid.*

²⁸¹ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 26.

exemple, l'exposition à des substances et agents toxiques ainsi que les radiations ionisantes, le transport de lourdes charges et les travaux souterrains²⁸².

Rappelons que l'article 4, qui permet l'exclusion de catégories limitées d'emploi ou de travail du champ d'application de la convention, n'autorise pas l'exclusion d'emploi ou de travail dangereux²⁸³. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, certains travaux dangereux peuvent être exclus du champ d'application de la Convention n° 138 lorsqu'un pays se prévaut de l'article 5 qui permet de limiter le champ d'application à certaines branches d'activités ou types d'entreprises mentionnés à l'article 5(3)²⁸⁴. Ce serait possible, par exemple, dans le cas de travaux dangereux effectués dans les entreprises agricoles familiales ou de petite dimension produisant pour le marché local et n'employant pas régulièrement des travailleurs salariés²⁸⁵. Car ce n'est que dans la Recommandation n° 146 qu'il est prévu qu'en cas d'application de l'article 5 « des dispositions appropriées concernant l'âge minimum devraient néanmoins être rendues applicables aux types d'emploi ou de travail qui comportent des risques pour les adolescents »²⁸⁶. Ainsi, l'adoption de la Convention n° 182 constituera une amélioration par rapport à la Convention n° 138 puisque, comme nous le verrons, la Convention n° 182 ne permet aucune possibilité de dérogation à l'égard des pires formes de travail des enfants, incluant les travaux dangereux.

La Convention n° 138 a été ratifiée par 157 États²⁸⁷. Toutefois, il aura fallu de nombreuses années avant que ce nombre de ratifications soit atteint. En effet, malgré la grande flexibilité de cette convention, seulement 40 États l'avait ratifiée au 31 décembre 1991, soit tout juste après l'adoption de la CDE²⁸⁸. Et neuf ans après l'adoption de cette dernière, la Convention n° 138 n'avait été ratifiée que par 69 États²⁸⁹. Pour Lansky, cela démontre la difficulté de passer d'un consensus fondé sur des principes moraux ou

²⁸² *Recommandation n° 146*, *supra* note 183, par. 10(1).

²⁸³ *Convention n° 138*, *supra* note 68, art. 4(4).

²⁸⁴ Voir BIT, rapport IV(2A), *supra* note 82 à la p. 69 (commentaire du BIT relatif à l'alinéa d) de l'article 3 de la *Convention n° 182*.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Recommandation n° 146*, *supra* note 183, par. 11. Voir *ibid.*

²⁸⁷ En date du 27 janvier 2011, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>>.

²⁸⁸ BIT, Listes des ratifications par convention et par pays (au 31 décembre 1991), rapport II (partie 5), 79^e sess., Genève, BIT (1992) aux pp. 176-177.

²⁸⁹ BIT, Listes des ratifications par convention et par pays (au 31 décembre 1998), rapport III (partie 2), 87^e sess., Genève, BIT (1999) aux pp. 168-169.

éthiques à l'action concrète quand des enjeux économiques et socioculturels sont en cause²⁹⁰. Quoiqu'il en soit, l'importance des normes de la Convention n° 138 est renforcée par le renvoi à celles-ci par l'article 32 de la CDE qui sera l'objet de la prochaine section visant les normes internationales relatives au travail des enfants adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies.

3. Les normes de l'ONU relatives au travail des enfants

L'Assemblée générale des Nations Unies a elle aussi adopté des normes visant précisément le travail des enfants. Ces normes se trouvent au PIDESC, ratifié par 160 États²⁹¹, et dans la CDE, adoptée à l'unanimité et ratifiée par tous les États membres à l'exception des États-Unis et de la Somalie. Considérant l'importance de la CDE en ce qui concerne la reconnaissance des droits de l'enfant, nous allons d'abord examiner le contenu normatif de l'article 32, bien que le PIDESC ait été adopté antérieurement.

3.1 La Convention relative aux droits de l'enfant

Avant l'adoption et l'entrée en vigueur de la CDE, ce sont les instruments généraux relatifs aux droits humains qui protégeaient les enfants au même titre que les adultes. Il y a bien eu des déclarations de droits visant spécifiquement les enfants, mais elles ne liaient pas les États²⁹². La CDE, adoptée en 1989, reprend les droits fondamentaux déjà énoncés dans les principaux instruments relatifs aux droits humains telle que la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*²⁹³ (DUDH), le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*²⁹⁴ (PIDCP) et le PIDESC²⁹⁵. Selon le Comité des droits de l'enfant, le message principal de la CDE est que « les enfants sont, comme les adultes,

²⁹⁰ Mark Lansky, « *Le travail des enfants : un défi à relever* » (1997) 136 *Revue internationale du travail* 253 à la p. 260.

²⁹¹ En date du 27 janvier 2011, en ligne : Collection des traités des Nations Unies <http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-3&chapter=4&lang=fr>.

²⁹² *Déclaration des droits de l'enfant*, Société des Nations, L.N.O.J., supp. spéc. n° 23 (1924) 177 [*Déclaration des droits de l'enfant 1924*]; *Déclaration des droits de l'enfant*, Rés. AG 1386 (XIV), Doc. off. NU, 14^e sess., supp. n° 16, Doc. NU A/4354 (1959) [*Déclaration des droits de l'enfant 1959*].

²⁹³ *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, Rés. AG 217(III), Doc. off. NU, 3^e sess., supp. n° 13, Doc. NU A/810 (1948) [*DUDH*].

²⁹⁴ *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966, 999 R.T.N.U. 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976) [*PIDCP*].

²⁹⁵ *Supra* note 71.

détenteurs de droits fondamentaux. »²⁹⁶ Lücker-Babel souligne que l'adoption de la CDE peut aussi être vue comme « une œuvre d'actualisation » tenant compte du développement important des droits humains après l'adoption des premiers instruments principaux²⁹⁷. L'adoption de la CDE permettait aussi de rassembler en un seul instrument des droits spécifiques fondés sur les besoins spécifiques des enfants en termes d'assistance et de protection, alors qu'auparavant les références aux enfants et à leurs droits étaient disséminées dans pas moins de 80 instruments internationaux²⁹⁸.

C'est à l'article 32 que la CDE énonce des droits de l'enfant par rapport au travail ainsi que les obligations corrélatives des États pour en assurer l'application. Cette disposition ne prévoit pas une prohibition du travail des enfants²⁹⁹. Elle vise plutôt à protéger l'enfant contre les abus auxquels il peut être exposé en raison du travail³⁰⁰. Selon Van Bueren, cette approche souligne la différence fondamentale qui existe entre le droit de travailler et le fait d'être obligé de travailler³⁰¹. Mais avant d'examiner le contenu normatif de l'article 32 de la CDE, il convient d'examiner comment cette convention définit le mot « enfant ».

3.1.1 La définition du mot « enfant »

L'article premier de la CDE indique qu'au sens de la convention un enfant est « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. »³⁰² Au cours des travaux préparatoires, certains délégués ont suggéré un âge limite de 15 ans, car ils considéraient que l'âge limite de

²⁹⁶ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n°5, Mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 4, 42 et 44, par. 6)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 385 à la p. 391, au para. 21 [Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 5*].

²⁹⁷ Marie-Françoise Lücker-Babel, « Les réserves à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et la sauvegarde de l'objet et du but du traité international » (1997) 8 E.J.I.L. 664 à la p. 664.

²⁹⁸ Molly Hazel Sutter, « *Mixed-Status Families and Broken Homes: The Clash between the U.S. Hardship Standard in Cancellation of Removal Proceedings and International Law* » (2005-2006) 15 *Transnat'l L. & Contemp. Probs.* 783 à la p. 789.

²⁹⁹ Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 264.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² Selon Van Bueren, « [b]y linking the international definition of childhood to the national law on majority, the Convention attempts to accommodate the existing cultural and religious diversities reflected in national age limits. » (*ibid.* à la p. 37).

18 ans était élevé par rapport à certaines législations nationales³⁰³. D'autres ont suggéré que cet âge limite soit fixé à 14 ans parce qu'il correspondait à l'âge auquel cesse l'éducation obligatoire et à l'âge légal de mariage des filles dans plusieurs pays³⁰⁴. Les opposants à une baisse de l'âge limite de 18 ans soutenaient pour leur part que la convention envisagée devait s'appliquer au groupe le plus large possible³⁰⁵. Une modification n'était de toute façon pas nécessaire pour répondre aux préoccupations exprimées par certains délégués compte tenu de la limitation de la définition par la référence à la législation nationale³⁰⁶. La prise en compte du niveau économique des États a également été invoquée. En effet, le représentant du Népal a proposé que l'âge limite soit fixé à 16 ans pour tenir compte du fait que les pays les plus pauvres ne pourraient peut-être pas supporter les obligations qui seraient imposées par la convention pour tous les enfants jusqu'à 18 ans³⁰⁷.

Par ailleurs, il faut noter que la définition du mot « enfant » n'exclut pas les personnes ayant atteint l'âge de la majorité mais plutôt les personnes devenues majeures avant 18 ans. Au cours des travaux préparatoires, on a demandé la suppression des mots « *the age of* », dans la version anglaise, afin de tenir compte du fait que la majorité peut être atteinte en satisfaisant d'autres critères que l'âge³⁰⁸.

3.1.2 La protection contre l'exploitation économique

Le premier paragraphe de l'article 32 énonce le droit de l'enfant « d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. » [notre soulignement]. Il y a

³⁰³ Commission des droits de l'Homme, « Question d'une Convention relative aux droits de l'enfant », *Rapport sur la trente-sixième session*, Doc. off. CES NU, 1980, supp. n° 3, Chap. XI, Doc. NU E/1980/13, 99 à la p. 103, au para. 32 [Commission des droits de l'Homme, *Rapport sur la 36^e session*]. Pour une compilation des rapports relatifs au développement de la CDE par article, voir Sharon Detrick, *The United Nations Convention on the Rights of the Child: A Guide to the « travaux préparatoires »*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1992.

³⁰⁴ Commission des droits de l'Homme, *Rapport sur la 36^e session*, *ibid.* aux pp. 103-104, au para. 32.

³⁰⁵ *Ibid.* à la p. 104, au para. 33.

³⁰⁶ *Ibid.* au para. 32.

³⁰⁷ Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail sur un projet de Convention relative aux droits de l'enfant*, Doc. off. CES, 45^e sess., Doc. NU E/CN.4/1989/48 (1989) à la p. 14, au para. 82 [Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail 1989*].

³⁰⁸ *Ibid.*, au para. 80.

d'abord lieu de souligner l'utilisation du verbe « astreindre » qui signifie « [s]oumettre [quelqu'un] à un devoir strict, à une tâche pénible, ardue. »³⁰⁹ Interprété littéralement, cela voudrait dire que cette disposition ne viserait pas la protection de l'enfant qui se soumet volontairement à un travail préjudiciable. Or, la version anglaise énonce plutôt le droit de l'enfant « *to be protected [...] from performing any work that is likely to be hazardous* ». [notre soulignement] Il est clair que le libellé de la version anglaise est plus approprié à l'objectif de protection de l'enfant visé par l'article 32.

Par ailleurs, on pourrait être porté à croire, *a priori*, que le concept d'exploitation économique vise des situations différentes de celles qui sont visées par le deuxième segment de cette phrase. Toutefois, malgré la présence de la conjonction « et », Humbert estime qu'on peut considérer le deuxième segment de phrase comme une définition de l'expression « exploitation économique »³¹⁰. Cette conclusion est fondée sur la définition du mot « exploitation » donnée par madame Santos Pais, membre du Comité des droits de l'enfant, ainsi que sur celle qu'en donne Van Bueren.

Madame Santos Pais a soulevé la question de savoir ce qu'il faut entendre par « exploitation économique » à l'occasion d'une journée de débat général sur l'exploitation économique des enfants en octobre 1993. Suggérant une approche conceptuelle, elle a défini les deux éléments distincts de cette expression comme suit :

Le terme « économique » implique l'idée d'un gain ou d'un profit obtenu grâce à la production, la distribution et la consommation de biens et de services. Cet intérêt matériel a une incidence sur l'économie d'une certaine entité - qu'il s'agisse de l'État, de la communauté ou de la famille.

Le terme « exploitation », quant à lui, désigne le fait de se servir d'autrui dans son propre intérêt ou à son propre profit. Il s'applique à des situations dans lesquelles une personne est manipulée, utilisée abusivement, lésée, opprimée ou maltraitée.³¹¹

Madame Pais ajoutait que « [c]'est essentiellement lorsque la dignité de l'enfant ou le développement harmonieux de sa personnalité ne sont pas respectés - par exemple,

³⁰⁹ *Le Petit Larousse 2010*, *supra* note 6, s.v. « astreindre ».

³¹⁰ Humbert, *supra* note 64 à la 69.

³¹¹ Comité des droits de l'enfant, « Déclarations liminaires faites le jour du débat général sur l'exploitation économique des enfants », *Rapport sur la quatrième session*, 4^e sess., Annexe V, Doc. NU CRC/C/20 (1993) 51 à la p. 52.

dans le cas de vente, de servitude ou de prostitution d'enfants - qu'on se trouve en présence d'une situation d'exploitation. »³¹² Bien qu'elle semble restreindre la portée de sa définition de l'exploitation en limitant ses exemples à des situations extrêmes d'exploitation, cette définition a certainement une portée plus large. D'ailleurs, elle précise que compte tenu des instruments internationaux, notamment de la Convention n° 138, le travail des enfants « peut être considéré comme licite »³¹³. En utilisant le mot « peut » elle souligne que le respect des normes relatives à l'âge minimum n'exclut pas automatiquement la possibilité d'exploitation économique. D'autres considérations entrent en ligne de compte pour déterminer si un enfant se trouve dans une situation d'exploitation économique. On peut aussi déduire de sa déclaration qu'*a contrario* le travail d'un enfant qui ne respecte pas les normes relatives à l'âge minimum est synonyme d'exploitation économique. L'importance du respect de ces normes fut encore soulignée par le Comité au terme du débat général, puisqu'il recommanda que les gouvernements ratifient les normes de l'OIT relatives à l'âge minimum, que ces normes soient incorporées à la législation nationale et qu'elles soient appliquées³¹⁴.

La portée très large de l'expression « exploitation économique » est confirmée par les recommandations adoptées par le Comité des droits de l'enfant à l'occasion du suivi du débat général d'octobre 1993. En effet, à l'égard de la protection de l'enfant contre l'exploitation économique, le Comité estime que les activités suivantes doivent, « en tout état de cause », être « absolument interdites »³¹⁵ :

- les activités qui portent atteinte au développement de l'enfant ou qui sont contraires à la dignité et aux valeurs humaines;
- les activités qui impliquent des traitements cruels, inhumains ou dégradants, la vente et la servitude d'enfants;
- les activités dangereuses ou qui nuisent au développement physique, mental et spirituel « harmonieux » de l'enfant ou qui sont susceptibles

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid.* à la p. 59.

³¹⁵ Comité des droits de l'enfant, « Suivi du débat général sur le thème "Protection des enfants contre l'exploitation économique" », *Rapport sur la cinquième session*, 5^e sess., Chap. IV, Doc. NU CRC/C/24 (1994) 37 à la p. 42, au para. 5c)ii) [Comité des droits de l'enfant, « Suivi du débat »].

de compromettre son éducation et sa formation future;

- les activités qui impliquent de la discrimination;
- les activités effectuées à un âge inférieur à l'âge minimum;
- les activités liées à la commission d'actes criminels.

Il y a également lieu de souligner que le Comité invite les États à prendre en considération « toutes les formes d'emploi, y compris au sein de la famille, dans le secteur agricole et non structuré », lorsqu'ils prennent les mesures nécessaires pour assurer la protection de l'enfant contre l'exploitation économique conformément à l'article 32 de la CDE³¹⁶.

Pour sa part, Van Bueren indique que la CDE incorpore une prohibition générale contre toutes formes d'exploitation tout en mettant l'accent sur des formes spécifiques d'exploitation dont l'exploitation économique³¹⁷. Elle définit cette dernière comme du travail qui s'effectue au détriment du développement de l'enfant³¹⁸. Elle estime qu'il y a également exploitation lorsque la rémunération que reçoit l'enfant est inférieure à celle qui serait payée à un adulte et quand le travail effectué est interdit par les normes internationales³¹⁹.

La définition de l'UNICEF rejoint celles dont il a été fait mention puisque cette organisation considère qu'il y a exploitation lorsque le travail implique des atteintes à la dignité de l'enfant, qu'il est effectué à temps plein à un âge précoce, que trop d'heures y sont consacrées, qu'il est effectué dans la rue, dans des conditions peu salubres et dangereuses, qu'il exige des contraintes physiques, sociales et psychologiques excessives, que la rémunération est insuffisante, qui impose à l'enfant des responsabilités excessives, qui entrave l'accès à l'éducation et qui ne favorise pas l'épanouissement social et psychologique complet³²⁰.

³¹⁶ *Ibid.* aux pp. 42-43, au para. 5c)iii).

³¹⁷ Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 262.

³¹⁸ *Ibid.* à la p. 264.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1997*, New York, UNICEF, 1997 à la p. 25 [UNICEF, *La situation des enfants 1997*].

3.1.3 Le sens du mot du « travail »

L'utilisation du mot « travail » à l'article 32(1) de la CDE tend à démontrer qu'on vise tout travail, qu'il soit effectué dans le cadre d'une relation d'emploi ou non³²¹. Il n'y a pas lieu de restreindre la portée du mot « travail » même si le paragraphe suivant ne fait mention que du mot « emploi ». En effet, le paragraphe 2 prévoit l'obligation des États de prendre des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives pour assurer l'application de l'article 32. À cet égard, il est expressément prévu que les États doivent fixer un âge minimum ou des âges minimums d'admission « à l'emploi », prévoir une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions « d'emploi » ainsi que des peines et sanctions appropriées.

Au cours des travaux préparatoires, le représentant de la Finlande a fait une proposition intégrant une proposition du Canada quant à l'obligation des États de spécifier « un âge minimum ou des âges minimums d'admission à l'emploi » à laquelle il a ajouté les mots « ou au travail »³²². En réponse à cette proposition, on a souligné que la fixation d'un âge minimum ne devrait pas empêcher les enfants de participer, sous la « direction » de leur parents, « aux activités familiales de chasse, de pêche ou d'agriculture, qui constituent un mode de vie et ne font pas régulièrement appel à des travailleurs étrangers à la famille », si ces activités ne nuisent pas à leur éducation³²³. Plusieurs délégués ont appuyé la proposition de la représentante des États-Unis qui visait à supprimer les mots « ou au travail » de la proposition finlandaise³²⁴. Il a été jugé plus approprié « d'exclure la notion de travail à la maison ou pour la famille »³²⁵.

Pourtant, le travail effectué en dehors du cadre de l'emploi ne se limite pas au travail effectué pour la famille. De nombreux enfants travaillent pour leur propre compte comme le révèlent les estimés présentés dans le dernier rapport global du Directeur général de l'OIT. En effet, selon ce rapport, 5 % des 215 millions d'enfants « astreints » au travail

³²¹ Humbert, *supra* note 64 à la 69. Van Bueren souligne également que le mot « travail » (*work*) a un sens plus large que le mot « emploi » (*employment*), le second impliquant « *some form of contractual or formal status* » (Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 264).

³²² Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail sur la question d'une Convention relative aux droits de l'enfant*, Doc. off. CES, 42^e sess., Doc. NU E/CN.4/1986/39 (1986) aux pp. 15-16, aux para. 68, 70 [Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail 1986*].

³²³ *Ibid.* à la p. 16, au para. 72.

³²⁴ *Ibid.* au para. 73.

³²⁵ *Ibid.*

dans le monde en 2008 occupaient un « emploi indépendant »³²⁶. Il est à noter que malgré l'utilisation du mot « emploi », on vise des situations dans lesquelles l'enfant n'a aucun employeur³²⁷. L'expression « travail indépendant » serait donc plus appropriée. Par ailleurs, si l'on devait limiter l'application de l'article 32(1) au travail effectué dans le cadre d'un emploi, cela signifierait que la CDE ne protégerait pas la majeure partie des 215 millions d'enfants « astreints » au travail puisque 67,5 % d'entre eux sont des « travailleurs familiaux non rémunérés »³²⁸.

Le fait que l'article 32 ne dresse pas une liste exhaustive des mesures qui doivent être prises par les États pour assurer son application milite également contre une interprétation restrictive du mot « travail » pour les fins du paragraphe 1. En effet, le paragraphe 2 précise seulement que les États doivent prendre « en particulier » les trois mesures énoncées, dont la fixation d'un âge ou des âges minimums d'admission à l'emploi et la réglementation des horaires de travail et des conditions d'emploi. La mention expresse de ces obligations ne signifie pas que les États n'ont pas l'obligation de prendre des mesures visant la protection des enfants qui travaillent en dehors du cadre strict de l'emploi. Au surplus, le paragraphe 2 souligne que les États parties doivent tenir compte « des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux ». Ceci renvoi nécessairement à la Convention 138 qui, comme nous l'avons vu, vise l'emploi et le travail. Humbert en conclut que l'article 32(1) « *enshrines a general recognition of the right of the child to be protected [...] from performing any work that is likely to be hazardous or to interfere with the child's development, wherever it occurs* »³²⁹ [notre soulignement]. Le sens ordinaire du mot « travail » en son contexte et compte tenu de l'objet et du but de la disposition dans laquelle il s'insère, soit la

³²⁶ BIT, *Intensifier la lutte*, *supra* note 97 à la p. 5, au para. 19; à la p. 11, au para. 37. Notez que le mot « astreints » est celui qui est utilisé dans le rapport. La définition des mots « enfants astreints au travail » « regroupe les enfants astreints au travail sous ses pires formes et ceux qui accomplissent un travail sans avoir atteint l'âge minimum spécifié pour ce travail » (*ibid.*, à la p. 6). Dans la version anglaise l'expression correspondante est « *Children in child labour* » (*ibid.*).

³²⁷ *Ibid.* à la p. 11, n. 1 : « [l']emploi non salarié [ou emploi indépendant] recouvre les employeurs, les personnes travaillant pour leur propre compte et les membres de coopératives de producteurs ».

³²⁸ *Ibid.* à la p. 11, au para. 37 et figure 1.6. à la p. 13. À la note 1 de la page 11 on indique que les travailleurs familiaux non rémunérés « comprennent tous les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale ».

³²⁹ Humbert, *supra* note 64 à la p. 70.

protection de l'enfant contre l'exploitation économique, commande une interprétation large³³⁰.

3.1.4 L'obligation de fixer un âge minimum ou des âges minimums

L'article 32 de la CDE n'élève pas l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail par rapport aux normes existantes. Dans la version initiale du projet de convention un âge minimum de 15 ans était prévu³³¹. Cette norme unique, ne tenant pas compte de la nature du travail et des conditions dans lesquelles il est effectué, contrastait avec la flexibilité des normes prévues par la Convention n° 138 qui n'avait pas, malgré cela, connu le succès espéré au niveau des ratifications. Cette flexibilité de la Convention n° 138 a été intégrée à la CDE par l'ajout d'un renvoi aux « dispositions pertinentes des autres instruments internationaux » dont les États doivent tenir compte lorsqu'ils prennent les mesures visant à assurer l'application de l'article 32, notamment lorsqu'ils fixent un âge ou des âges minimums d'admission à l'emploi³³². En fait, l'OIT avait souligné, au cours des travaux préparatoires, « la nécessité de sauvegarder » et de tenir compte des « autres normes internationales applicables », incluant les conventions internationales du travail³³³. Cela ne signifie pas que les États parties à la CDE sont dans l'obligation de fixer les normes nationales relatives à l'âge minimum en conformité avec les normes de la Convention n° 138 puisqu'ils doivent seulement tenir compte des dispositions de cette dernière. Néanmoins, en raison du renvoi implicite à la Convention n° 138, Cox estime que si un État partie à la CDE fixe un âge minimum inférieur aux normes de la Convention n° 138, même s'il n'a pas ratifiée cette dernière, il serait possible de soutenir qu'il a violation de l'obligation des États d'interpréter une convention de bonne foi³³⁴.

³³⁰ Concernant l'interprétation des traités « suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but », voir la *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331 (entrée en vigueur : 27 janvier 1980), art. 31(1).

³³¹ Commission des droits de l'Homme, *Question d'une Convention relative aux droits de l'enfant*, Note verbale datée du 5 octobre 1979, adressée à la Division des droits de l'homme par la Mission permanente de la République populaire de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Doc. off. CES NU, 36^e sess., Doc. NU E/CN.4/1349 (1979) à la p. 6, art. 19(3) [Commission des droits de l'Homme, Note verbale].

³³² CDE, *supra* note 65, art. 32(2)a).

³³³ Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail 1986*, *supra* note 326 à la p. 17, au para. 75.

³³⁴ *Convention de Vienne sur le droit des traités*, *supra* note 330, art. 31; Cox, *supra* note 85 à la p. 124. Cox fait aussi mention d'une violation de l'article 10(3) du PIDESC (*supra* note 71) dans ces

Par ailleurs, il faut noter que les travaux dangereux au sens de l'article 32 de la CDE ne devraient pas correspondre exactement aux travaux dangereux au sens des Conventions n^{os} 138 et 182. En effet, l'article 32 de la CDE prévoit le droit de l'enfant d'être protégé contre le travail « susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ». L'article 32 vise donc la protection du développement de l'enfant dans toutes ses dimensions. En comparaison, les travaux dangereux au sens des Conventions n^{os} 138 et 182 sont ceux qui sont susceptibles de compromettre (Convention n^o 138), ou de nuire (Convention n^o 182) à sa santé, sa sécurité et sa moralité. La liste des travaux susceptibles de causer un préjudice à l'enfant devrait donc être différente selon les critères propres à chacune de ces conventions.

Voyons maintenant le contenu normatif de l'article 10(3) du PIDESC qui est, en quelque sorte, le précurseur de l'article 32 de la CDE.

3.2 Les premières normes internationales contraignantes

Les premiers instruments internationaux à traiter de droits de l'enfant étaient non contraignants. En 1924, la Société des Nations a adopté la première *Déclaration des droits de l'enfant*³³⁵. Cette déclaration, plutôt sommaire, prévoyait que l'enfant « doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement » et qu'il « doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation. »³³⁶ En 1959, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait elle aussi une *Déclaration des droits de l'enfant*³³⁷. Certains États auraient souhaité l'adoption d'une convention contraignante mais la majorité s'y est opposée³³⁸. À l'instar de la déclaration de 1924, la déclaration de 1959 prévoit que l'enfant doit être protégé contre toute forme d'exploitation³³⁹. Elle indique également que l'enfant « ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé

circonstances. On peut se demander pourquoi, puisque le PIDESC ne fixe aucune norme d'âge minimum comme nous le verrons à la prochaine sous-section.

³³⁵ *Déclaration des droits de l'enfant 1924, supra* note 292.

³³⁶ *Ibid.*, para. I et IV.

³³⁷ *Déclaration des droits de l'enfant 1959, supra* note 292.

³³⁸ Van Bueren, *supra* note 206 aux pp. 11-12.

³³⁹ *Déclaration des droits de l'enfant 1959, supra* note 292, principe 9, premier alinéa.

ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral. »³⁴⁰

Le droit de l'enfant d'être « mis en mesure de gagner sa vie » prévu dans la déclaration de 1924 est disparu et ne paraîtra plus dans les instruments subséquents.

Le PIDESC, entré en vigueur le 3 janvier 1976, reprend en partie les principes de la déclaration de 1959. En partie seulement, puisque son article 10(3) ne vise pas le travail qui peut nuire à l'éducation de l'enfant. L'article 10(3) contient les premières normes internationales contraignantes adoptées par les Nations Unies concernant spécifiquement le travail des enfants. Cette disposition n'est pas rédigée en termes de droits mais plutôt en termes d'obligations pour les États à l'égard des enfants et adolescents. Ces obligations sont les suivantes :

- des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur des enfants et adolescents sans discrimination;
- ils doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale;
- le fait de les « employer » à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi;
- les États doivent fixer des limites d'âge au-dessous desquelles « l'emploi salarié » de la main-d'œuvre « enfantine » sera interdit et sanctionné par la loi.

Bien qu'il ne soit fait aucune référence expresse à des « droits » pour les enfants et adolescents, Craven estime qu'il n'y a pas lieu de considérer l'article 10(3) différemment des autres dispositions du PIDESC³⁴¹. Il souligne que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC), dans les directives qu'il avait adoptées en 1990 concernant la préparation des rapports que les États doivent soumettre en vertu du

³⁴⁰ *Ibid.*, deuxième alinéa.

³⁴¹ Matthew C.R. Craven, *The International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights, A Perspective on its Development*, Oxford, Clarendon Press, 1995, aux pp. 134-136. À titre d'exemple de dispositions dans lesquelles il est expressément question de « droit », on peut citer l'article 6 qui énonce le droit au travail, l'article 7 qui énonce le droit de toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables et l'article 9 qui énonce le droit à la sécurité sociale.

PIDESC, faisait d'ailleurs mention des « droits » prévus à l'article 10³⁴². En effet, selon ces directives, les États parties devaient indiquer s'il y avait des groupes d'enfants et de jeunes qui ne bénéficiaient d'aucune mesure de protection et d'assistance ou qui étaient nettement désavantagés par rapport à la majorité des enfants et des jeunes à cet égard et comment ces personnes étaient informées « de leurs droits »³⁴³. Des directives révisées ont été adoptées depuis et il n'y a plus de référence aux « droits » prévus à l'article 10(3) du PIDESC³⁴⁴.

Pour les fins de l'article 10(3) du PIDESC, l'exploitation économique est définie, selon Humbert, à la troisième phrase³⁴⁵. Elle ne fait aucun commentaire quant à l'utilisation du mot « employer »³⁴⁶ qui évoque, *a priori*, l'existence d'une relation employeur/employé. Pour sa part, Cox estime que l'article 10(3) ne vise pas les enfants qui travaillent dans un autre contexte que l'emploi³⁴⁷. Cette interprétation limiterait considérablement la portée de la protection prévue par le PIDESC. Mais comme pour l'article 32 de la CDE, il est possible de soutenir que les obligations prévues aux troisième et quatrième phrases de l'article 10(3) constituent des mesures de protection particulières qui n'excluent pas la nécessité de prendre des mesures de protection contre l'exploitation économique en dehors du cadre de l'emploi. Par contre, comme le PIDCP fait indéniablement partie du contexte dans lequel il faut interpréter le PIDESC, il pourrait y avoir une certaine justification à opter pour une définition plus limitée de l'exploitation économique au sens de l'article 10(3) du PIDESC. En effet, le PIDCP vise également la protection contre

³⁴² Ibid. à la p. 135. Voir CDESC, *Directives révisées concernant la forme et le contenu des rapports que les États parties doivent présenter conformément aux articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, Doc. off. CES NU, 1991, Annexe, Doc. NU E/C.12/1991/1, 2 à la p. 11, au para. 6 [CDESC, *Directives 1991*]. Cette version révisée est inchangée en ce qui concerne l'article 10 par rapport à la version précédente à laquelle Craven fait référence (CDESC, « Revised guidelines regarding the form and contents of reports to be submitted by States parties Under articles 16 and 17 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights », *Report on the Fifth Session*, Doc. off. CES NU, 1991, supp. n° 3, Annexe IV, Doc. NU E/1991/23 (1991) 88 à la p. 98 – en anglais seulement).

³⁴³ CDESC, *Directives 1991*, *ibid.*, alinéas d) et e). Les paragraphes 7 et 8 faisaient mention « du droit » énoncé à l'article 10.

³⁴⁴ CDESC, *Directives concernant les rapports spécifiques que les États parties doivent soumettre conformément aux articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, Doc. off. CES NU, 2009, Annexe, Doc. NU E/C.12/2008/2, 3 à la p. 9, au para. 37.

³⁴⁵ Humbert, *supra* note 64 à la 63. La troisième phrase de l'article 10(3) du PIDESC se lit comme suit : « Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi. »

³⁴⁶ PIDESC, *supra* note 71. Dans la version anglaise la 3^e phrase de l'article 10(3) débute comme suit : « *Their employment in work harmful [...].* »

³⁴⁷ Cox, *supra* note 85 à la p. 132.

l'exploitation économique des enfants dans la mesure où ces derniers se trouvent dans une situation qui correspond à de l'esclavage, de la servitude, du travail forcé ou obligatoire³⁴⁸ ou lorsqu'ils sont soumis à de la torture, à des peines ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants³⁴⁹. Néanmoins, on pourrait aussi argumenter que le PIDESC ne doit pas être interprété limitativement du seul fait que certains droits sont énoncés dans le PIDCP et qu'il peut y avoir certains chevauchements entre les droits énoncés dans les deux Pactes. Une interprétation large des termes de l'article 10(3) est nécessaire pour que l'objectif de protection des enfants et adolescents contre l'exploitation économique soit atteint³⁵⁰.

Par ailleurs, l'article 10(3) du PIDESC a une portée plus limitée que l'article 32 de la CDE, non seulement parce que le premier ne vise pas le travail susceptible de compromettre l'éducation de l'enfant, contrairement au second, mais aussi parce que l'article 10(3) vise la protection du développement « normal » de l'enfant alors que l'article 32(1) de la CDE vise le développement individuel global (physique, mental, spirituel, moral et social) de l'enfant³⁵¹.

Finalement, en ce qui a trait à l'obligation des États de fixer des âges minimums, l'utilisation des mots « emploi salarié »³⁵² à la quatrième phrase indique clairement que ce qui est visé c'est le travail rémunéré et exécuté dans le cadre d'une relation employeur/employé. Les États sont libres de fixer les limites d'âge de leur choix. Puisque le PIDESC fait une distinction entre enfants et adolescents et que les limites d'âges que les États doivent fixer visent à interdire l'emploi salarié de la main-d'œuvre « enfantine »,

³⁴⁸ PIDCP, *supra* note 294, art. 8. Voir également l'article 24(1) du PIDCP. Le Comité des droits de l'Homme indique que cette disposition exige des États qu'ils prennent de mesures de protection à l'égard des mineurs notamment afin d'éviter « qu'on ne les exploite en les obligeant à exécuter un travail forcé ou à se livrer à la prostitution, ou en les utilisant pour le trafic illicite de stupéfiants, ou de toute autre façon. » (Comité des droits de l'Homme, *Observation générale n° 17 : Article 24 (Droits de l'enfant)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 162 à la p. 162, au para. 3). Concernant les mesures de protections prises, le Comité demande aux États de préciser dans leurs rapports l'âge à partir duquel la loi autorise les enfants à travailler et l'âge à partir duquel ils sont assimilés aux adultes en matière de droit du travail. (*ibid.* à la p. 163, au para. 4).

³⁴⁹ PIDCP, *ibid.*, art. 7.

³⁵⁰ *Convention de Vienne sur le droit des traités*, *supra* note 330, art. 31 qui prévoit : « Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. »

³⁵¹ Humbert, *supra* note 64 à la p. 70.

³⁵² Dans la version anglaise : « paid employment ».

on pourrait soutenir que le travail des adolescents n'est pas interdit sauf en cas de travail dangereux. La question serait de savoir où se situe la limite entre l'enfance et l'adolescence. Néanmoins, il semble que ce ne soit pas l'interprétation retenue par le CDESC. En effet, dans son observation générale relative au droit au travail, le Comité écrit qu'en ce qui concerne les obligations imposées par l'article 10 « les États parties doivent prendre des mesures concrètes, en particulier législatives, pour interdire le travail des enfants âgés de moins de 16 ans. »³⁵³ Le Comité a donc adopté une position beaucoup plus exigeante que les normes de l'OIT et il va au-delà des exigences qui se dégagent de l'article 10(3) du PIDESC.

Depuis l'adoption de l'article 32 de la CDE, l'article 10(3) du PIDESC a relativement peu d'intérêt en tant que norme visant la protection des enfants contre l'exploitation économique et les risques du travail, d'autant plus que l'article 10(3) du PIDESC a une portée plus limitée. Toutefois, la prise en compte de l'article 10(3) est essentielle pour interpréter l'article 6 du PIDESC relatif au droit au travail dont il sera question dans la deuxième partie dans le contexte de la revendication des organisations d'enfants et jeunes travailleurs de se voir reconnaître un tel droit. Cette revendication, il faut le souligner, ne vise pas les pires formes de travail des enfants dont il sera question dans la prochaine section.

4. La priorité à l'élimination des pires formes de travail

Quelques années après l'adoption de la CDE, soit en 1993, la Commission des droits de l'Homme adoptait le Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine³⁵⁴. À cette occasion, elle priait instamment diverses organisations, dont l'OIT, de tenir compte de ce programme d'action dans l'élaboration de leurs politiques et la mise au point de programmes concernant les enfants et la famille³⁵⁵. Ce programme d'action prévoyait, entre autres, qu'une « priorité élevée » devrait être accordée à l'élimination « des formes les plus odieuses ou les plus avilissantes » d'exploitation des enfants, incluant la prostitution et la pornographie enfantine, la

³⁵³ CDESC, *Le Droit au travail, Observation générale n° 18*, Doc. off. CES NU, 35^e sess., Doc. NU E/C.12/GC/18 (2006) à la p. 7, au para. 24 [CDESC, *Observation générale n° 18*].

³⁵⁴ Commission des droits de l'Homme, *Programme d'action*, *supra* note 236 à la p. 227.

³⁵⁵ *Ibid.* à la p. 228, au para. 3.

servitude pour dettes, leur utilisation dans le trafic de drogue ou dans les conflits armés, le travail dangereux ainsi que le travail des enfants âgés de moins de dix ans³⁵⁶.

Il n'est donc pas étonnant que dans une résolution adoptée en 1996 la CIT ait souligné la nécessité d'œuvrer immédiatement à l'abolition des formes de travail des enfants « les plus intolérables » et invité les gouvernements ainsi que, le cas échéant, les organisations d'employeurs et de travailleurs à ce qui suit :

[...] élaborer des politiques formelles et fixer des priorités afin d'œuvrer immédiatement à l'abolition des formes les plus intolérables du travail des enfants, à savoir leur emploi dans des conditions d'esclavage ou de travail forcé, et à des travaux dangereux et risqués, l'exploitation des enfants les plus jeunes, et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales;

[...] travailler avec les organisations internationales compétentes et trouver avec elles les moyens d'éliminer immédiatement les formes les plus intolérables de travail des enfants;³⁵⁷

Par la suite, l'OIT rappella l'importance de l'objectif de l'abolition effective du travail des enfants en le faisant figurer parmi les quatre principes fondamentaux énoncés dans la *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*³⁵⁸ adoptée en 1998. Cette déclaration prévoit que tous les Membres de l'OIT, « du seul fait de leur appartenance à l'Organisation », ont l'obligation de « respecter, promouvoir et réaliser, de bonne foi » les principes qu'elle énonce, qu'ils aient ou non ratifié les conventions concernées³⁵⁹. D'ailleurs, le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) a été créé en 1992 afin d'appuyer les pays dans la poursuite de l'objectif de l'abolition effective du travail des enfants³⁶⁰, en accordant la priorité aux enfants « courant les plus grands risques »³⁶¹.

³⁵⁶ *Ibid.* aux pp. 229-230, aux para. 3-5.

³⁵⁷ CIT, *Résolution concernant l'élimination du travail des enfants*, Compte rendu des travaux, 83^e sess., section Résolutions, Genève, BIT (1996) 2 aux pp. 3-4, par. 1, alinéas c) et n).

³⁵⁸ *Déclaration de l'OIT*, *supra* note 67. L'alinéa c) de l'article 2 se lit comme suit : « La Conférence internationale du travail [...] 2. Déclare que l'ensemble des Membres, même lorsqu'ils n'ont pas ratifié les conventions en question, ont l'obligation, du seul fait de leur appartenance à l'Organisation, de respecter, promouvoir et réaliser, de bonne foi et conformément à la Constitution, les principes concernant les droits fondamentaux qui sont l'objet desdites conventions, à savoir : [...] c) l'abolition effective du travail des enfants; [...] ».

³⁵⁹ *Ibid.*, art. 2.

³⁶⁰ BIT, *Intensifier la lutte*, *supra* note 97 à la p. 19, au para. 58. L'IPEC est chargé d'aider les pays à atteindre l'objectif de l'élimination des pires formes de travail des enfants au plus tard en 2016 (*ibid.*).

³⁶¹ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 106.

L'année suivante, soit en 1999, la Convention n° 182 fut adoptée³⁶². Rappelons que cette convention vise toutes les personnes de moins de 18 ans³⁶³. Pendant les travaux préparatoires, on a souligné que la portée restreinte de la convention envisagée pouvait être considérée comme un point faible dans la mesure où cela risquait de « donner l'idée que les autres formes de travail des enfants non mentionnées pourraient, d'une certaine façon, être acceptables »³⁶⁴. À ce sujet, Fyfe souligne que la Convention n° 182 « ne doit pas constituer un prétexte pour abandonner l'objectif ultime lié à l'éradication de toutes les formes de travail des enfants. »³⁶⁵ Selon lui, puisque les pires formes de travail des enfants constituaient près de la moitié du travail des enfants à éliminer, il s'agissait tout simplement d'un « choix stratégique » logique³⁶⁶. D'ailleurs, le préambule de la Convention n° 182 précise que la Convention n° 138 et la Recommandation n° 146 « demeurent des instruments fondamentaux en ce qui concerne le travail des enfants »³⁶⁷.

Conformément à l'article 1, les États parties à la Convention n° 182 doivent prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants de toute urgence³⁶⁸. L'article 3 donne une liste non exhaustive de ce qui constituent « les pires formes de travail des enfants ». Le BIT divise celles-ci en deux catégories : les formes de travail « intrinsèquement condamnables » et les travaux dangereux³⁶⁹.

4.1 Les formes de travail intrinsèquement condamnables

Les pires formes de travail des enfants que le BIT qualifie de formes de travail « intrinsèquement condamnables », parce qu'elles « bafouent les droits les plus

³⁶² La Convention n° 182 (*supra* note 69) a été ratifiée par 173 États, en date du 27 janvier 2011, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>>.

³⁶³ *Convention n° 182, ibid.*, art. 2.

³⁶⁴ CIT, rapport IV(2A) 1999, *supra* note 82 à la p. 16 (observation de Confédération générale des travailleurs portugais - Intersyndicale nationale).

³⁶⁵ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 88.

³⁶⁶ *Ibid.* à la p. 89.

³⁶⁷ *Convention n° 182, supra* note 69, préambule, premier considérant.

³⁶⁸ Le plan d'action mondial de 2006 de l'OIT fixe comme objectif l'élimination des pires formes de travail des enfants pour 2016 (BIT, *Intensifier la lutte, supra* note 97 à la p. 20, au para. 61).

³⁶⁹ CIT, *Un avenir sans travail des enfants, supra* note 61 à la p. 11, au para. 31.

élémentaires de l'enfant », sont énumérées aux alinéas a), b) et c) de l'article 3 de la Convention n° 182³⁷⁰. Il s'agit des formes de travail suivantes :

- a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés;
- b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographiques ou de spectacles pornographiques;
- c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales.

Précisons tout de suite qu'au cours des travaux préparatoires plusieurs membres ont souligné que certaines activités mentionnées ne constituent pas du « travail » dans le sens ordinaire que ce mot revêt dans les instruments de l'OIT³⁷¹ et qu'il s'agit d'activités clandestines « qui dépassent le domaine du travail »³⁷². Le Ministère du travail de la Colombie était d'avis que la convention « devrait disposer explicitement que ces activités ne constituent pas un travail, mais des formes d'exploitation, d'abus et de mauvais traitement. »³⁷³ Pour leur part, les États-Unis ont évoqué la possibilité que l'OIT affaiblisse le caractère criminel de l'exploitation sexuelle des enfants et du trafic de drogues en incluant ces activités dans une convention relative au travail³⁷⁴. En réponse à ces préoccupations, le BIT a souligné que si l'utilisation des enfants pour fins de prostitution et de pornographie, ou le fait de les vendre ou d'en faire la traite, constituent

³⁷⁰ *Ibid.*

³⁷¹ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 4 (observation de la Belgique). Voir également BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants*, Compte rendu des travaux, 87^e sess., vol. I, CRP n° 19, Genève, BIT (1999) à la p. 19/39, au para. 145 (intervention du membre gouvernemental de Cuba) [CIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants 1999*].

³⁷² BIT, rapport VI(2) 1998, *ibid.* à la p. 52 (observation du Mexique). Cette observation faisait référence aux activités qui sont maintenant mentionnées aux alinéas a) à c) de l'article 3, sauf le recrutement forcé ou obligatoire des enfants dans les forces armées qui n'était pas expressément mentionné à l'époque.

³⁷³ *Ibid.* à la p. 48. Voir également l'observation de l'Institut national de l'enfant mineur - INAM (Venezuela) à la p. 55.

³⁷⁴ *Ibid.* à la p. 49.

des crimes n'ayant « rien à voir avec la notion classique du travail », il s'agit également d'exploitation économique³⁷⁵.

L'esclavage, les pratiques analogues à l'esclavage et le travail forcé ou obligatoire faisaient déjà l'objet de conventions internationales³⁷⁶. La traite et la vente des enfants font également l'objet d'instruments internationaux qui ont été adoptés après la Convention n° 182³⁷⁷. Comme cette dernière ne prévoit aucune définition des pratiques en question, il faut se référer à d'autres instruments internationaux. Ainsi, l'esclavage a été défini comme « l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux »³⁷⁸. La servitude pour dettes est définie comme « l'état ou condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini »³⁷⁹. Par

³⁷⁵ *Ibid.* à la p. 56. Le BIT fait référence à un rapport précédent (BIT, *L'intolérable en point de mire*, supra note 233 à la p. 71). Pour une critique de ce choix stratégique de l'OIT, voir Smolin, «Strategic Choices», supra note 172.

³⁷⁶ *Convention relative à l'esclavage*, 25 septembre 1926, 60 R.T.S.N. 253 (entrée en vigueur : 9 mars 1927) modifiée par le *Protocole amendant la Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926*, 7 décembre 1953, 182 R.T.N.U. 51 (entrée en vigueur : 7 décembre 1953) [*Protocole de 1953*]; *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*, 21 mars 1950, 96 R.T.N.U. 271 (entrée en vigueur : 25 juillet 1951) [*Convention pour la répression de la traite*]; *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage*, 7 septembre 1956, 266 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 30 avril 1957) [*Convention suppl. esclavage*]; DUDH, supra note 293, art. 4; PIDCP, supra note 294, art. 8; CDE, supra note 65, art. 35; *Convention sur le travail forcé*, 1930 (n° 29), 28 juin 1930, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, à la p. 31 (entrée en vigueur : 1^{er} mai 1932) [*Convention n° 29 (travail forcé)*]; *Convention sur l'abolition du travail forcé*, 1957 (n° 105), 25 juin 1957, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, à la p. 42 (entrée en vigueur : 17 janvier 1959) [*Convention n° 105 (travail forcé)*].

³⁷⁷ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, 25 mai 2000, 2171 R.T.N.U. 227 (entrée en vigueur : 18 janvier 2002) [*Protocole à la CDE (vente, prostitution, pornographie)*]; *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*, 15 novembre 2000, 2225 R.T.N.U. 209 (entrée en vigueur : 29 septembre 2003); *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*, 15 novembre 2000, 2237 R.T.N.U. 319 (entrée en vigueur : 25 décembre 2003). Le protocole donne une définition de l'expression « traite des personnes » qui comprend la traite aux fins d'exploitation du travail (art. 3a).

³⁷⁸ *Convention relative à l'esclavage*, supra note 376 modifiée par le *Protocole de 1953*, supra note 376, art. 1(1). Les modifications figurant à l'annexe sont entrées en vigueur le 7 juillet 1955. Ces modifications visaient à faire en sorte que les devoirs et fonctions confiés à la Société des Nations soient assumés par l'ONU.

³⁷⁹ *Convention suppl. esclavage*, supra note 376, art. 1a).

ailleurs, le servage est « la condition de quiconque est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette autre personne, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition. »³⁸⁰ Constitue également une pratique analogue à l'esclavage « [t]oute institution ou pratique en vertu de laquelle un enfant ou un adolescent de moins de dix-huit ans est remis, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploitation de la personne, ou du travail dudit enfant ou adolescent. »³⁸¹ Bien que cette définition visait la pratique des « pseudo-adoptions », elle s'applique « à tout un ensemble de pratiques qui reposent sur l'exploitation des enfants. »³⁸² Quant au travail forcé ou obligatoire, il a été défini comme « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. »³⁸³

En ce qui concerne l'utilisation des enfants dans les conflits armés, il est à noter que la protection offerte par l'alinéa a) de la Convention n° 182 vise seulement le recrutement forcé ou obligatoire. Cela ne signifie pas que l'enrôlement volontaire ne constituerait pas une des pires formes de travail des enfants puisqu'une telle activité pourrait être considérée comme un travail dangereux au sens de l'alinéa d) que nous examinerons à la sous-section suivante³⁸⁴. Par ailleurs, l'enrôlement des enfants de moins de 15 ans dans les forces armées est prohibé par la CDE³⁸⁵. Cette dernière prévoit également

³⁸⁰ *Ibid.*, art. 1b).

³⁸¹ *Ibid.*, art. 1d).

³⁸² David Weissbrodt et Société anti-esclavagiste internationale, *Abolir l'esclavage et ses formes contemporaines*, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, HR/PUB/02/4, New York, Nations Unies, 2002, à la p. 43, au para. 129.

³⁸³ *Convention n° 29 (travail forcé)*, *supra* note 376, art. 2(1).

³⁸⁴ Initialement, le recrutement forcé ou obligatoire des enfants dans les forces armées n'était pas mentionné expressément à l'article 3. Le BIT avait souligné que la participation des enfants à des services militaires, des forces armées ou à des conflits armés serait contraire à la convention dans la mesure où il serait établi que le travail ou l'activité exercé serait susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant (BIT, *Le travail des enfants*, rapport IV(1), 87^e sess., Genève, BIT (1999) à la p. 4 - commentaire du BIT). Voir également *Rapport de la Commission du travail des enfants 1999*, *supra* note 371 aux pp. 19/11-12, au para. 39 (observation du membre gouvernemental d'Afrique du sud selon laquelle la participation des enfants aux conflits armés « est très nettement assimilable » aux travaux susceptibles de compromettre la santé, la sécurité et la moralité de l'enfant). Le membre gouvernemental de l'Éthiopie a déclaré que la proposition (visant seulement le recrutement forcé ou obligatoire) « ne reflétait pas les vues du groupe africain, selon lequel l'utilisation des enfants dans les conflits armés était la forme la plus dangereuse et la plus pernicieuse de travail des enfants » (*Rapport de la Commission du travail des enfants 1999*, *ibid.* à la p. 19/35, au para. 132).

³⁸⁵ CDE, *supra* note 65, art. 38(3). Voir également le *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)*,

qu'en ce qui a trait aux personnes de 15 à 18 ans, les États doivent s'efforcer « d'enrôler en priorité les plus âgés »³⁸⁶. En outre, au moment où la CIT élaborait la Convention n° 182, les Nations Unies travaillaient de leur côté à l'élaboration d'un protocole facultatif à la CDE concernant l'implication des enfants à des conflits armés, lequel a été adopté en mai 2000³⁸⁷.

Quant à l'exploitation des enfants à des fins de prostitution, pour la production de matériel pornographique et les spectacles pornographiques, leur utilisation pour la production et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, elle était également prohibée par différents instruments internationaux avant l'adoption de la Convention n° 182³⁸⁸. Et après l'adoption de cette dernière, soit en mai 2000, un autre protocole facultatif à la CDE a été adopté afin de protéger les enfants contre leur utilisation à des fins de prostitution et de pornographie³⁸⁹.

Il existe donc une multiplicité de normes internationales qui concernent les formes de travail « intrinsèquement condamnables ». Comme la plupart de ces normes existaient déjà lorsque la Convention n° 182 a été adoptée, la question s'est posée de savoir en quoi il était pertinent d'adopter une nouvelle convention. À cet égard, le BIT a souligné que la CDE et les instruments de l'OIT, notamment la Convention n° 138 et la *Convention sur le travail forcé, 1930* (no 29), ne définissent pas de priorités claires pour une action nationale et internationale relativement au travail dangereux et autres

8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 7 décembre 1978), art. 77(2) qui prévoit que « [l]es Parties au conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées. Lorsqu'elles incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les Parties au conflit s'efforceront de donner la priorité aux plus âgées ». Voir également le *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)*, 8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 609 (entrée en vigueur : 7 décembre 1978), art. 4(3c) qui prévoit que « les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités ».

³⁸⁶ CDE, *ibid.*

³⁸⁷ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U. 222 (entrée en vigueur : 12 février 2002). En vertu de ce protocole, les États doivent prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui ont moins de 18 ans « ne participent pas directement aux hostilités » (article premier) et ils doivent veiller à ce que les personnes de moins de 18 ans « ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire » (art. 2). Les États doivent également élever l'âge minimum d'enrôlement volontaire fixé par l'article 38(3) de la CDE (art. 3(1)).

³⁸⁸ *Convention pour la répression de la traite*, *supra* note 376; CDE, *supra* note 65, art. 33, 34.

³⁸⁹ *Protocole à la CDE (vente, prostitution, pornographie)*, *supra* note 377.

situations intolérables³⁹⁰. Aussi, « l'originalité » de la convention et de la recommandation proposées se trouverait dans l'objectif visé : « mettre immédiatement un terme aux formes extrêmes de travail des enfants, c'est-à-dire à celles qui ne sauraient être tolérées dans aucun pays, quel que soit son niveau de développement. »³⁹¹ La convention envisagée imposerait donc aux États l'obligation de prendre « des mesures prioritaires sous la forme d'une élimination immédiate »³⁹². C'est ainsi que l'article 1 du premier projet de convention prévoyait que les États Membres devaient prendre des mesures pour assurer « l'interdiction et l'élimination immédiate des pires formes de travail des enfants »³⁹³. Cette formulation a été modifiée suite à l'opposition de l'Inde à l'utilisation de l'adjectif « immédiate » pour qualifier le mot « élimination » sous prétexte que si les pays en développement pouvaient interdire immédiatement le travail des enfants, ils n'étaient pas en mesure de l'éliminer, même dans ses pires formes, « du jour au lendemain »³⁹⁴. Le représentant indien a donc proposé, avec l'appui d'autres membres gouvernementaux, que le mot « immédiate » qualifie l'interdiction et que l'adjectif « progressive » qualifie le mot « élimination »³⁹⁵. Les membres employeurs et travailleurs se sont opposés à cette proposition³⁹⁶. De l'avis des membres travailleurs, le mot « immédiate » ne sous-entendait pas une élimination des pires formes de travail des enfants du « jour au lendemain », mais plutôt leur élimination « dès que possible », alors que l'utilisation du mot « progressive » risquait « de se traduire par l'absence de toute initiative »³⁹⁷.

La proposition de l'Inde ne pouvait être retenue puisqu'une élimination progressive irait à l'encontre de l'objectif même pour lequel une nouvelle convention était envisagée³⁹⁸. Le libellé de l'article 1 a tout de même été modifié, mais en précisant bien que les États doivent prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et

³⁹⁰ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 10.

³⁹¹ *Ibid.* à la p. 11.

³⁹² BIT, rapport IV(2A) 1999, *supra* note 82 à la p. 21.

³⁹³ BIT, rapport IV(1) 1999, *supra* note 384 à la p. 10.

³⁹⁴ BIT, *Rapport de la commission du travail des enfants 1998*, *supra* note 77 à la p. 19/24, au para. 82.

³⁹⁵ *Ibid.*

³⁹⁶ *Ibid.* au para. 83.

³⁹⁷ *Ibid.*

³⁹⁸ L'Inde n'a pas ratifiée la Convention n° 182, ni la Convention n° 138 (en date du 3 février 2011, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>>.

l'élimination des pires formes de travail des enfants « de toute urgence ». Les États doivent donc prendre des mesures en ce sens « sans délai »³⁹⁹.

4.2 Les travaux dangereux

Les pires formes de travail des enfants à l'égard desquelles les États doivent prendre des mesures immédiates et efficaces pour en assurer l'interdiction et l'élimination de toute urgence comprennent également la catégorie des travaux dangereux. Ces travaux sont définis laconiquement à l'alinéa d) de l'article 3 de la Convention n° 182. Il s'agit des travaux qui, par leur nature ou en raison des conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont « susceptibles de nuire » à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant. Le libellé de cet alinéa est presque identique à celui de l'article 3(1) de la Convention n° 138. Les membres de l'OIT ont donc favorisé la concordance avec cette dernière plutôt qu'avec l'article 32 de la CDE⁴⁰⁰. Toutefois, à l'article 3(1) de la Convention n° 138 on trouve les mots « susceptibles de compromettre » plutôt que « susceptibles de nuire ». Cette distinction fait en sorte, selon le BIT, que la Convention n° 138 « couvre un plus grand nombre de situations » que la Convention n° 182⁴⁰¹.

À l'égard des travaux dangereux, la Convention n° 182 offre deux avantages par rapport à la Convention n° 138. Le premier est, comme nous l'avons vu, que la Convention n° 182 exige des États la prise de mesures immédiates et efficaces pour d'assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail « de toute urgence »⁴⁰². Le second est qu'elle ne donne pas aux pays en développement la possibilité d'exclure certaines branches d'activité économique ou types d'entreprise de son champ d'application contrairement à la Convention n° 138⁴⁰³. La Convention n° 182 n'offre

³⁹⁹ T. Caron, « Protection des enfants et des adolescents » dans M. Humblet *et al.*, *Les normes internationales du travail, une approche globale*, chap. 5, Genève, BIT, 2002, 171, en ligne : OIT <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@normes/documents/publication/wcms_087693.pdf>, à la p. 193.

⁴⁰⁰ Lors des travaux préparatoires concernant la Convention n° 182, il avait été proposé de reprendre le libellé de l'article 32 de la CDE. Voir BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 54 (observation de la Suède); CIT, *Rapport de la commission du travail des enfants 1998*, *supra* note 77 à la p. 19/41, au para. 151 (proposition de la France et de la Suisse); BIT, rapport IV(2A) 1999, *supra* note 82 à la p. 48 (observation du Chili), et aux pp. 63-64 (observation du Comité des droits de l'enfant).

⁴⁰¹ T. Caron, *supra* note 399 aux pp. 197-198.

⁴⁰² Convention n° 182, *supra* note 69, art. 1.

⁴⁰³ Convention n° 138, *supra* note 68, art. 5.

aucun autre avantage puisqu'elle n'élargit pas la portée de l'interdiction des travaux dangereux.

Pourtant, plusieurs membres de l'OIT, ainsi que le Comité des droits de l'enfant, souhaitent que les travaux dangereux pour les fins de la nouvelle convention comprennent ceux qui sont susceptible de compromettre l'éducation⁴⁰⁴. Parmi les motifs d'opposition à cette proposition on a souligné, entre autres, que le fait qu'un enfant ne puisse pas accéder à l'éducation « ne peut être comparé aux cas les plus sordides d'exploitation des enfants »⁴⁰⁵ et qu'il y a, somme toute, une différence entre voir dans l'éducation un moyen de prévenir et de combattre le travail des enfants d'une part, et considérer qu'il est particulièrement dangereux de priver un enfant d'éducation d'autre part⁴⁰⁶. Le BIT a également rappelé que beaucoup de pays ont du mal à assurer une éducation de base obligatoire jusqu'à 15 ans et qu'ils ne pourraient pas ratifier la nouvelle convention si on devait en étendre la portée en ajoutant le travail susceptible de compromettre l'éducation à la liste des pires formes de travail des enfants⁴⁰⁷.

Par ailleurs, à l'instar de la Convention n° 138, la Convention n° 182 laisse aux membres le soin de déterminer les types de travail qui peuvent être ainsi qualifiés. Au cours des travaux préparatoires, le BIT a déclaré qu'il serait difficile d'établir une liste des travaux dangereux qui serait valable pour tous les États Membres, compte tenu de « la diversité des niveaux de développement de la technologie, de la sécurité et d'autres critères »⁴⁰⁸. On a également souligné la difficulté de déterminer les types de travaux susceptibles de nuire à la moralité de l'enfant du fait que ce critère ne pouvait donner

⁴⁰⁴ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 9. Voir aussi, entre autres, *ibid.* aux pp. 49, 52 (observations du Danemark et de la Norvège); CIT, Rapport de la Commission du travail des enfants 1998, *supra* note 77 aux pp. 19/20-21, aux para. 68-69, 71 (observations des représentants d'ONG d'Europe, des Amériques et d'Asie) et à la p. 19/43, au para. 159 (proposition des membres travailleurs); BIT, Rapport IV(2A) 1999, *supra* note 82 à la p. 63 (observation du Comité des droits de l'enfant); BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants 1999*, *supra* note 371 à la p. 19/44, au para. 170 (amendement proposé par les membres travailleurs) et à la p. 19/46, au para. 178 (amendement proposé par vingt membres gouvernementaux incluant l'Allemagne, le Canada, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et la Turquie - cet amendement a été retiré).

⁴⁰⁵ BIT, rapport IV(2A) 1999, *ibid.* à la p. 50 (observation de la Confédération danoise des employeurs). Voir également les observations des États-Unis qui ont exprimé l'idée que tout type de travail qui serait interdit devrait être de la même gravité que ceux qui sont mentionnés aux alinéas a) à c) de l'article 3 (*ibid.* aux pp. 8, 52).

⁴⁰⁶ BIT, *Rapport de la commission du travail des enfants 1998*, *supra* note 77 à la p.19/44, au para. 162 (observation de la Suède).

⁴⁰⁷ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 58.

⁴⁰⁸ *Ibid.* à la p. 57.

lieu qu'à des interprétations très variables d'un pays à l'autre en raison des « différentes valeurs culturelles, religieuses et sociales. »⁴⁰⁹ En outre, toute liste « risquerait d'être limitative et rapidement dépassée »⁴¹⁰.

Mais bien que l'article 4(1) de la Convention n° 182 laisse la détermination des types de travail visés par l'alinéa d) de l'article 3 à la discrétion des États Membres, il pose deux obligations à ces derniers : consulter les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées⁴¹¹ et tenir compte des normes internationales pertinentes, particulièrement des paragraphes 3 et 4 de la Recommandation n° 190⁴¹². Le BIT a précisé que la référence aux normes internationales pertinentes ne créait pas d'obligation de les respecter pour les États n'ayant pas ratifié les instruments en cause⁴¹³. Ces derniers doivent seulement en tenir compte pour les aider à déterminer les types de travaux à prohiber⁴¹⁴. Au titre des normes internationales pertinentes on peut penser aux conventions et recommandations sur la sécurité et la santé au travail qui comprennent des normes visant les enfants, par exemple la convention et la recommandation relatives au poids maximum⁴¹⁵, mais aussi à celles qui ne s'appliquent pas spécifiquement aux

⁴⁰⁹ *Ibid.* à la p. 52 (observation de la Nouvelle-Zélande).

⁴¹⁰ *Ibid.* à la p. 57.

⁴¹¹ L'Australie était d'avis que les enfants devaient également être consultés, particulièrement les enfants qui travaillent (*ibid.* à la p. 60). La représentante des ONG établies en Europe « a demandé que l'on tienne compte de l'opinion des enfants, des familles directement affectées par les pires formes de travail des enfants ainsi que des organisations de la société civile » notamment lors de la détermination des types de travaux dangereux (BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants 1999, supra* note 371 à la p. 19/20, au para. 59).

⁴¹² *Recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999* (n° 190), 17 juin 1999, BIT, *Compte rendu des travaux, 87^e sess., vol. II, Genève, BIT (1999)* à la p. 10 [*Recommandation n° 190*]. La référence aux dispositions de la recommandation n'a été ajoutée au texte de la convention qu'au moment de la 2^e discussion (voir *Rapport de la commission du travail des enfants 1999, ibid.* aux pp. 19/33-34, au par. 130, alinéa d), et le projet de convention adopté par la commission à la p. 19/89, art. 4(1)).

⁴¹³ BIT, *Rapport VI(2) 1998, supra* note 78 à la p. 66.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ *Convention sur le poids maximum, 1967* (n° 127), 28 juin 1967, *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. I, Genève, BIT, 1985 à la 466 (entrée en vigueur : 10 mars 1970); *Recommandation sur le poids maximum, 1967* (n° 128), 28 juin 1967, *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. I, Genève, BIT, 1985, à la p. 468. Il est notamment prévue que lorsque les travailleurs de moins de 18 ans sont affectés au transport manuel de charges, « le poids maximum de ces charges devra être nettement inférieur à celui qui est admis pour les hommes » (art. 7(2) de la Convention) et « devrait être nettement inférieur à celui qui est admis pour les travailleurs adultes du même sexe » (par. 19 de la Recommandation) et que les travailleurs de moins de 18 ans, « dans toute la mesure possible [...] ne devraient pas être affectés au transport manuel régulier de charges (par. 20 de la Recommandation).

enfants comme la *Convention sur l'amiante, 1986*⁴¹⁶ et qui suppose que le travail des enfants dans un environnement où ils seraient en contact avec de l'amiante est susceptible de nuire à leur santé.

En ce qui concerne le paragraphe 3 de la Recommandation n° 190, il donne une liste non exhaustive des travaux qu'il « faudrait » prendre en considération pour déterminer les types de travaux dangereux aux sens de l'article 3d) de la Convention n° 182. Ces travaux sont les suivants :

- a) ceux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels;
- b) ceux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés;
- c) ceux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui nécessitent la manipulation ou le port de lourdes charges;
- d) ceux qui s'effectuent dans un milieu malsain où, par exemple, les enfants sont exposés à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé;
- e) ceux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, impliquant par exemple de longues heures de travail, ou du travail la nuit, ou lorsque l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur.

Il aurait été nettement préférable d'ajouter cette liste dans la convention, comme l'ont souligné divers délégués à la CIT, afin que les États soient contraints de considérer ces travaux comme des travaux dangereux⁴¹⁷. Mais la plupart des membres préféraient que

⁴¹⁶ *Convention sur l'amiante, 1986* (n° 162), 24 juin 1986, BIT, Compte rendu des travaux, 72^e sess., Genève, BIT (1986) à la p. XVIII (entrée en vigueur : 16 juin 1989). Pour une liste des conventions et recommandations en matière de sécurité et santé au travail voir BIT, *Activités normatives de l'OIT dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail : Etude approfondie en vue de l'élaboration d'un plan d'action*, rapport VI, 91^e sess., Genève, BIT (2003), Annexe I, aux pp. 84-85.

⁴¹⁷ BIT, *Rapport de la commission du travail des enfants 1998*, supra note 77 aux pp. 19/49-50, aux para. 185, 188-189. Les membres travailleurs ont proposé d'insérer cette liste dans la convention. Certains membres gouvernementaux étaient aussi d'avis que la prise en compte de ces travaux devait

les détails se trouvent dans la recommandation⁴¹⁸. Selon le BIT, compte tenu de l'utilisation des mots « prendre en considération » au paragraphe 3 de la Recommandation n° 190, les États ne sont pas tenus de suivre cette liste, mais ils doivent tout de même en tenir compte lorsqu'ils déterminent les types de travaux qui seront prohibés par la législation nationale⁴¹⁹. De plus, selon le BIT, il est implicite que les types de travail visés seront déterminés « en fonction des conditions prévalant dans les pays »⁴²⁰.

Pour ce qui est du paragraphe 4 de la Recommandation n° 190, il prévoit que la législation nationale ou l'autorité compétente peut autoriser l'emploi ou le travail à partir de l'âge de 16 ans, si la santé, la sécurité et la moralité des enfants sont « totalement protégées » et que ces derniers ont reçu « un enseignement particulier ou une formation professionnelle adaptés à la branche d'activité dans laquelle ils seront occupés ». Cette disposition correspond à l'article 3(3) de la Convention n° 138. Il est pour le moins surprenant qu'une possibilité d'exception soit prévue dans la recommandation plutôt que dans la convention.

La liste des travaux dangereux établie en vertu de l'article 4 de la Convention n° 182 doit être examinée périodiquement et, au besoin, révisée « en consultation avec » les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées⁴²¹. Selon le Conseiller juridique adjoint de la CIT, les expressions « après consultation » et « en consultation avec » font référence à un processus de prise de décision dans le cadre duquel les gouvernements sont tenus de consulter les partenaires sociaux avant de prendre une décision⁴²². La différence entre les deux expressions est que la première s'applique davantage à un processus discontinu alors que la seconde est plus appropriée lorsque le processus de

constituer une obligation contraignante (intervention de la Norvège, au nom du Danemark, de la Finlande et de la Suède).

⁴¹⁸ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 66 (commentaire du BIT).

⁴¹⁹ BIT, rapport IV(2A) 1999, *supra* note 82 à la p. 122.

⁴²⁰ *Ibid.* à la p. 122.

⁴²¹ Convention n° 182, *supra* note 69, art. 4(3). Dans les versions précédentes du projet de convention, c'est l'expression « après consultation » qui était utilisée (BIT, rapport IV(1) 1999, *supra* note 384 à la p. 11; BIT, *le travail des enfants*, rapport IV(2B), 87^e sess., Genève, BIT (1999) aux pp. 7-10 - versions anglaise et française).

⁴²² BIT, *Rapport de la commission du travail des enfants 1999*, *supra* note 371 à la p. 19/36, au para. 135.

consultation est continu⁴²³. Dans les deux cas, bien que les gouvernements ne soient pas liés par le résultat de la consultation, ils doivent en tenir compte en toute bonne foi⁴²⁴. À défaut, « ils manquent à l'esprit de l'obligation »⁴²⁵.

5. Conclusion

Les premières normes sur l'âge minimum adoptées par l'OIT variaient selon le secteur d'activité. L'âge minimum général fut d'abord fixé à 14 ans puis à 15 ans. Pour un nombre limité d'emploi ou de travaux dangereux, l'âge minimum était supérieur. Dans le secteur de l'agriculture, aucun âge minimum n'était fixé. Les normes de l'OIT exigeaient simplement que le travail agricole soit effectué en dehors des heures de classe. Le nombre de ratifications variait considérablement d'une convention à l'autre selon le secteur visé.

La Convention n° 138, adoptée en 1973, devait remplacer graduellement les conventions sur l'âge minimum préexistantes. Elle s'applique donc à tous les secteurs d'activités. Elle prévoit différents âges minimums variant entre 12 et 18 ans selon la nature du travail, les conditions dans lesquelles le travail est effectué et le niveau de développement économique de l'État où il est effectué. La Convention n° 138 prévoit aussi des possibilités de dérogation qui font en sorte que certaines branches d'activité ou types d'entreprise ou de catégories limitées d'emploi ou de travail peuvent ne pas être réglementés par la législation nationale. Ceci favorise la concentration du travail des enfants dans certains secteurs économiques et dans l'économie informelle. Par ailleurs, compte tenu de la relative complexité des normes de la Convention n° 138 et de l'obligation des États d'élever progressivement l'âge minimum, l'objectif de l'abolition « totale » du travail des enfants de l'OIT ne peut être défini de manière précise.

La portée de la protection offerte par l'article 32 de la CDE est plus étendue que celle qu'offre la Convention n° 138. En effet, les travaux préjudiciables à l'enfant au sens de l'article 32 de la CDE sont les travaux comportant des risques ou susceptibles de compromettre l'éducation de l'enfant ou de nuire à sa santé ou à son développement

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ *Ibid.*

⁴²⁵ *Ibid.*

physique, mental, spirituel, moral ou social. En comparaison, les travaux dangereux visés par la convention n° 138 sont ceux qui sont susceptibles de compromettre la santé, la sécurité et la moralité des « adolescents ». Le Comité des droits de l'enfant a par ailleurs donné une définition très large de ce qui constitue de l'exploitation économique de sorte que l'article 32 offre une protection complète aux enfants contre toute atteinte à leur dignité et à leur développement « harmonieux ». Cette définition englobe les activités effectuées à un âge inférieur à l'âge minimum fixé pour un travail donné mais elle va bien au-delà de cela. L'objet de l'article 32 de la CDE n'est pas de prohiber le travail des enfants mais de protéger ceux-ci contre tout abus dont ils pourraient être victime en raison de leur travail. Néanmoins, il fait un renvoi implicite aux normes de la Convention n° 138 en demandant aux États parties de tenir compte des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux entre autres lorsqu'ils fixent un âge ou des âges minimums d'admission à l'emploi. L'article 32 prévoit donc des limites au travail des enfants même s'il ne fixe pas lui-même ces limites, à l'instar de son prédécesseur, l'article 10(3) du PIDESC.

Finalement, l'OIT a changé de stratégie dans les années 90 en adoptant la Convention n° 182 afin que l'action nationale et internationale vise en priorité l'élimination des pires formes de travail des enfants. La plupart des situations visées par cette convention ne constituent pas du travail au sens classique. C'est le cas notamment de l'esclavage, des pratiques analogues à l'esclavage et de l'utilisation des enfants à des fins de prostitution ou de pornographie. En ce qui concerne les travaux dangereux, la Convention n° 182 a l'avantage de ne permettre aucune dérogation contrairement à la Convention n° 138. Néanmoins, les États ont toujours une large marge d'appréciation dans la détermination des types de travail qui entrent dans cette catégorie.

Dans la prochaine partie nous examinerons les motifs humanitaires et économiques qui sont invoqués pour justifier les limites au travail des enfants et l'objectif de l'abolition du travail des enfants poursuivi par l'OIT. Nous présenterons également un point de vue opposé fondé sur la conception de l'enfance libérationniste qui met l'emphasis sur le statut de l'enfant en tant qu'acteur social à part entière, capable de prendre des décisions. Dans ce contexte il sera question du droit au travail réclamé par les organisations d'enfants et adolescents travailleurs.

CHAPITRE II

LE CONFLIT ENTRE L'OBJECTIF DE L'ABOLITION DU TRAVAIL DES ENFANTS ET L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE CERTAINS ENFANTS

Les enfants qui travaillent se trouvent dans des situations très diverses. Ils peuvent travailler comme salariés ou comme travailleurs autonomes⁴²⁶. Ils peuvent être des travailleurs à domicile ou des migrants saisonniers⁴²⁷. Plusieurs se trouvent à l'extrémité d'une longue chaîne de sous-traitants⁴²⁸. Ils peuvent être payés en argent ou en nature ou par une combinaison de ces deux modes de rémunération⁴²⁹. Certains sont rémunérés à la pièce⁴³⁰. Plusieurs ne reçoivent aucune rémunération et travaillent pour leurs parents⁴³¹. Il existe une importante hétérogénéité dans la nature du travail des enfants et de ses impacts sur la santé⁴³². Le statut de l'enfant dans la société en raison de son travail est également très variable. Par exemple, le travail dans le monde du spectacle et du cinéma lui offre un statut élevé alors que d'autres travaux placent les enfants au plus bas niveau de la société⁴³³. Face à cette réalité, il y a divergence de vue entre ceux qui souhaitent l'abolition du travail des enfants et ceux qui mettent l'emphasis sur la capacité des enfants à faire le choix de travailler ou non. Cette différence de point

⁴²⁶ Assefa Bequele et Jo Boyden, « Child Labour: Problems, Policies and Programmes » dans Assefa Bequele et Jo Boyden, dir., *Combating Child Labour*, Genève, BIT, 1995, 1 à la p. 1.

⁴²⁷ *Ibid.*

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ *Ibid.* aux pp. 1, 5.

⁴³⁰ *Ibid.* à la p. 1.

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² L. Guarcello, S. Lyon et F. Rosati, *Impact of Working Time on Children's Health*, Genève, IPEC:UCW, 2004 à la p. 13, au para. 37.

⁴³³ Hobbs, McKechnie et Lavalette, *supra* note 52 aux pp. xv-xvi.

de vue découle de conceptions de l'enfance opposées soit la conception protectionniste et la conception libérationniste.

Précisons d'abord que la qualification de l'approche de l'OIT comme une approche abolitionniste peut paraître inappropriée, puisque ce n'est pas tout travail de toutes personnes de moins de 15 ans qu'on cherche à éliminer, comme nous l'avons vu en première partie. Il serait peut-être plus juste de parler d'approche protectionniste. Mais comme l'objectif de l'OIT est exprimé en termes d'abolition du travail des enfants, nous conserverons le mot « abolitionniste » pour qualifier cette approche. Dans la première section de la présente partie, nous verrons quels sont les motifs qui sous-tendent le discours abolitionniste. Ces motifs sont essentiellement d'ordre humanitaire. Ceux-ci sont liés à la vulnérabilité physique et psychologique des enfants, à l'absence de liberté de choix quant à leur entrée sur le marché du travail et à l'activité qu'ils effectuent ainsi qu'aux bénéfices de l'éducation et des loisirs sur leur développement. Des motifs d'ordre économique justifient également les restrictions au travail des enfants. Ainsi, il sera question des impacts négatifs à court et à long termes du travail des enfants tant au niveau individuel et familial qu'au niveau social mais aussi de ses répercussions sur les pays qui respectent les normes relatives au travail des enfants.

À l'opposé, la conception libérationniste de l'enfance met l'emphasis sur le statut de l'enfant en tant qu'acteur social. Il s'agit de mettre l'enfant dans une position de pouvoir en ce qui concerne sa destinée, d'où l'approche du travail des enfants fondée sur l'*empowerment* dont il sera question dans la seconde section de la présente partie. Il sera question des droits de participation de l'enfant énoncés dans la CDE sur lesquels cette approche s'appuie et plus particulièrement du droit de l'enfant d'exprimer son opinion et des conditions essentielles à l'exercice de celui-ci. Il sera ensuite question de l'apport des organisations d'enfants et jeunes travailleurs à cet égard et de leurs revendications quant à la reconnaissance de leur droit au travail. Dans ce contexte, nous examinerons le contenu normatif du droit au travail dans le cadre du PIDESC et nous considérons le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, un des piliers de la CDE, en rapport avec divers droits fondamentaux qui ne peuvent être réalisés à défaut des ressources financières que procure le travail.

Cette analyse nous mènera à conclure qu'en dépit des motifs de protection de l'enfant qui le justifient, l'objectif de l'abolition du travail des enfants est contraire à l'intérêt supérieur de nombreux enfants puisque la réalisation de leurs droits fondamentaux est compromise en raison de la négation de leur droit de gagner leur vie.

1. Les fondements du discours abolitionniste

Fyfe affirme que le mouvement mondial contre le travail des enfants est basé sur deux discours. L'un d'eux invoque des arguments fondés sur les droits humains, l'autre avance des arguments « plus utilitaristes » en lien avec les marchés du travail, le capital humain, le bien-être, le commerce international et le développement économique⁴³⁴. Le discours fondé sur les droits humains n'exclut pas les considérations économiques mais ces dernières constituent seulement un argument de plus pour éliminer le travail des enfants et non la raison d'être de cet objectif⁴³⁵.

Nous examinerons en premier lieu les considérations d'ordre humanitaire qui justifient une approche abolitionniste du travail des enfants. Elles ont trait de façon générale à la protection de la santé physique et mentale de l'enfant et de son développement. L'éducation et les loisirs occupent donc une place importante dans une approche fondée sur une conception de l'enfance protectionniste. Il sera également question de l'absence de consentement libre au travail de la part de l'enfant. Ensuite, nous présenterons les considérations économiques qui sont avancées comme argument en faveur de l'abolition du travail des enfants. Il sera question de la pauvreté à laquelle l'enfant est condamné en raison de son déficit éducationnel mais aussi des effets négatifs du travail des enfants sur les marchés du travail et sur le développement économique. Nous aborderons finalement les arguments relatifs à la concurrence déloyale et à l'efficacité du commerce international.

1.1 Les considérations d'ordre humanitaire

Nous avons vu que les normes du droit international visent principalement la protection de la santé de l'enfant ainsi que son développement de manière plus ou moins large

⁴³⁴ Fyfe, *supra* note 3 aux pp. 84-85.

⁴³⁵ *Ibid.* à la p. 85.

selon l'instrument en cause. Il y a donc lieu de définir brièvement les différentes dimensions du développement de l'enfant.

Le développement physique de l'enfant concerne évidemment son état de santé général mais aussi des aspects plus particuliers comme sa coordination, sa force, sa vision et son ouïe⁴³⁶. Son développement cognitif a trait à l'apprentissage de la lecture, à l'acquisition de connaissances en écriture et en calcul et autres connaissances nécessaires pour vivre « *a reasonably successful life* »⁴³⁷. Le développement psychologique de l'enfant regroupe les questions de la confiance en soi, de l'attachement familial, des sentiments d'amour et d'acceptation⁴³⁸. Quant au développement social et moral, il comprend le sens d'identité de groupe, la capacité de coopérer avec les autres et de faire la distinction entre le bien et du mal, le respect des lois, le respect des autres et du bien d'autrui ainsi que les autres capacités nécessaires pour vivre en société⁴³⁹.

Comme nous le verrons dans la présente sous-section, le travail peut nuire au développement de l'enfant à tous ces niveaux⁴⁴⁰. Néanmoins, c'est d'abord en raison des effets du travail sur la santé des enfants et des risques d'accidents que se justifie l'objectif de l'abolition du travail des enfants.

1.1.1 Les effets du travail sur la santé physique de l'enfant

D'entrée de jeu, il faut souligner le manque d'information sur l'impact du travail sur la santé et le développement de l'enfant⁴⁴¹. Les hypothèses négatives sur les effets du travail sur la santé des enfants sont nombreuses mais elles sont peu vérifiées⁴⁴². Selon Forastieri, la plupart des études relatives à la santé des enfants travailleurs se limitent à des déclarations générales simplement fondées sur le sens commun de professionnels

⁴³⁶ Assefa Bequele et William E. Myers, *First Things First in Child Labour: Eliminating Work Detrimental to Children*, ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT, 1995 à la p. 6.

⁴³⁷ *Ibid.* à la p. 6.

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ *Ibid.* à la p. 7.

⁴⁴⁰ *Ibid.* aux pp. 6-7.

⁴⁴¹ David L. Parker, « Child Labor: The Impact of Economic Exploitation on Health and Welfare of Children », (1999-2000) 21 Whittier Law Review 177 à la p. 178; Forastieri, *supra* note 243 à la p. 10; BIT, *Investir dans chaque enfant*, *supra* note 182 à la p. 82; Guarcello, Lyon et Rosati, *supra* note 432 à la p. 6, au para. 18; UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* 101 à la p. 69, au para. 153.

⁴⁴² Guarcello, Lyon et Rosati, *ibid.* à la p. 5, au para. 18.

de la santé suivant lequel ce qui est dangereux pour les adultes est d'autant plus dangereux pour les enfants⁴⁴³. Les données épidémiologiques sur les conséquences du travail sur la santé sont insuffisantes tant pour les enfants que pour les adultes⁴⁴⁴. Il existe des données sur les accidents industriels dans les pays développés, mais il y en a très peu en ce qui concerne les pays en développement⁴⁴⁵. En ce qui a trait aux données concernant les maladies industrielles, elles sont insuffisantes même dans les pays développés⁴⁴⁶. En somme, plus d'informations sur les types de blessures et la cause des accidents subis par les enfants sont nécessaires⁴⁴⁷.

En ce qui concerne les études comparant l'état de santé d'enfants travailleurs à celui d'enfants non travailleurs, elles ont peu d'intérêt en raison de la difficulté à isoler les effets du travail. Le moins bon état de santé des enfants qui travaillent peut aussi s'expliquer par la pauvreté qui fait en sorte qu'ils ne peuvent pas, entre autres, se nourrir adéquatement. Comme le souligne Forastieri, les conditions dans lesquelles vivent les populations pauvres ont un impact sur l'état de santé des enfants qu'ils travaillent ou non⁴⁴⁸. Il est donc difficile d'étudier les effets négatifs spécifiques du travail sur la croissance et le développement de l'enfant⁴⁴⁹. Ainsi, de nombreuses inconnues subsistent quant aux effets de différents types de travaux sur les enfants, à court et à long terme, en fonction de différents âges et d'un état de santé plus ou moins bon⁴⁵⁰. Il s'agit pourtant d'informations essentielles pour déterminer les types de travaux qui ne devraient pas être effectués par les enfants.

Le fait que des enfants puissent effectuer du travail qui est dangereux soulève une préoccupation morale que Bol exprime comme suit : « *human beings under a certain age should not have to jeopardize their future development by working in a dangerous environment.* »⁴⁵¹ De fait, les risques que courent les enfants en effectuant un travail donné sont plus grands que ceux auxquels font face les adultes dans les mêmes

⁴⁴³ Forastieri, *supra* note 243 à la p. 94.

⁴⁴⁴ BIT, *Investir dans chaque enfant*, *supra* note 182 à la p. 82.

⁴⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁴⁷ Hobbs, McKechnie et Lavalette, *supra* note 52 à la p. 2.

⁴⁴⁸ Forastieri, *supra* note 243 à la p. 15.

⁴⁴⁹ *Ibid.*

⁴⁵⁰ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 12, au para. 37.

⁴⁵¹ Bol, *supra* note 91 à la p. 1143.

circonstances. Les enfants sont non seulement plus vulnérables que les adultes aux risques associés au travail (*occupational hazards*) mais les effets de ceux-ci sur la santé des enfants peuvent être plus sévères que pour les adultes⁴⁵². C'est que le processus de croissance et de développement propre à l'enfant le distingue de l'adulte tant au niveau anatomique et physiologique qu'au niveau psychologique⁴⁵³. C'est aussi pourquoi des conditions de travail qui ne semblent pas impliquer des risques pour un adulte peuvent malgré tout constituer un grand danger pour un enfant⁴⁵⁴.

La vulnérabilité de l'enfant dépend également de son âge car, comme le souligne Mendelievich, plus l'enfant est jeune, plus faibles sont « [l]a force, la résistance et les défenses » de son organisme⁴⁵⁵. L'état de santé général de l'enfant constitue un autre facteur à prendre en compte puisque des tâches qui peuvent être effectuées sans danger par des enfants bien nourris et en bonne santé « peuvent avoir des effets préjudiciables sur les enfants qui souffrent de malnutrition. »⁴⁵⁶

Les risques auxquels peuvent être exposés les enfants peuvent être spécifiques, c'est-à-dire qu'ils sont inhérents à un travail particulier, ou généraux, auquel cas ils sont plutôt la conséquence d'une négligence de l'employeur⁴⁵⁷. Les enfants peuvent être exposés à des agents chimiques, physiques ou biologiques nocifs qui peuvent être à l'origine de diverses maladies professionnelles⁴⁵⁸. Parmi ces agents nocifs on peut penser aux pesticides, au benzène, au plomb, aux solvants, à la poussière de silice, à la chaleur intense, au bruit, au bacille du tétanos, au virus de l'hépatite A et B⁴⁵⁹. Les risques associés à l'exposition à ces agents sont d'autant plus grands que la plupart des enfants bénéficient de peu ou d'aucun équipement de protection⁴⁶⁰. Et même lorsque de tels équipements sont disponibles, ils sont conçus pour les adultes et sont sans grande utilité

⁴⁵² Forastieri, *supra* note 243 à la p. 22; Stevenson, *supra* note 86 à la p. 135.

⁴⁵³ Forastieri, *ibid.* à la p. 22.

⁴⁵⁴ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 25; Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 6; Forastieri, *ibid.* à la p. 109.

⁴⁵⁵ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 40.

⁴⁵⁶ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 12, au para. 35.

⁴⁵⁷ Bequele et Myers, *supra* note 438, aux pp. 7, 9; Forastieri, *supra* note 243 à la p. 109.

⁴⁵⁸ Forastieri, *ibid.* aux pp. 22, 57.

⁴⁵⁹ Au sujet des nombreux agents chimiques, physiques et biologiques auxquels les enfants peuvent être exposés dans leur milieu de travail, voir Forastieri, *ibid.* aux pp. 21-74.

⁴⁶⁰ Parker, *supra* note 441 à la p. 184; Forastieri, *ibid.* à la p. 23.

pour protéger les enfants⁴⁶¹. Dans ces circonstances, les enfants utilisent parfois des moyens protection alternatifs inadéquats, par exemple, un mouchoir pour couvrir leur bouche et leur nez⁴⁶².

En plus, les conséquences d'une exposition à certaines substances peuvent parfois être constatées seulement après plusieurs années. C'est le cas, par exemple, lorsqu'il y a exposition à l'amiante⁴⁶³. Ainsi, des maladies comme la pneumoconiose et le cancer du poumon peuvent apparaître seulement au début de l'âge adulte ou plus tard⁴⁶⁴. C'est également le cas de la poussière siliceuse qui est à l'origine de lésions qui apparaissent généralement après 10 à 15 ans d'exposition⁴⁶⁵. En outre, l'enfant qui commence à travailler à un très jeune âge, a plus d'années devant lui qu'un adulte pour développer une maladie pour une durée d'exposition équivalente⁴⁶⁶. Les enfants ne connaissent pas nécessairement les risques qu'ils courent et lorsqu'ils les connaissent, ils n'ont pas nécessairement d'alternative⁴⁶⁷.

Par ailleurs, même un milieu qui respecterait les normes de santé et sécurité relatives aux expositions à divers agents ne serait pas sécuritaire pour un enfant puisque ces normes sont définies par rapport aux travailleurs adultes⁴⁶⁸. Ainsi, les normes d'exposition au bruit applicables aux adultes ne peuvent pas protéger adéquatement les jeunes travailleurs puisque ceux-ci sont plus susceptibles que leurs aînés de perdre l'ouïe⁴⁶⁹. Les radiations ionisantes sont également susceptibles d'affecter les enfants différemment parce qu'elles ont un effet préjudiciable bien connu sur les tissus en croissance et que les risques qui y sont associées sont cumulatifs⁴⁷⁰.

Le travail peut aussi affecter gravement la croissance et le développement du squelette de l'enfant en raison des risques ergonomiques. C'est le cas en particulier lorsque l'enfant doit soulever et transporter de trop lourdes charges ou lorsqu'il doit travailler

⁴⁶¹ Parker, *ibid.* Voir également Forastieri, *ibid.* à la p. 58.

⁴⁶² Forastieri, *ibid.* à la p. 58.

⁴⁶³ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 3.

⁴⁶⁴ *Ibid.* aux pp. 3-4.

⁴⁶⁵ Forastieri, *supra* note 243 à la p. 42.

⁴⁶⁶ Parker, *supra* note 441 à la p. 185.

⁴⁶⁷ Bequele et Boyden, *supra* note 426 à la p. 3.

⁴⁶⁸ Forastieri, *supra* note 243 à la p. 23.

⁴⁶⁹ *Ibid.* à la p. 74.

⁴⁷⁰ *Ibid.*

pendant des heures dans certaines positions, par exemple, avec le dos courbé, en position accroupie ou couché⁴⁷¹. Ces risques peuvent avoir pour effet d'handicaper l'enfant pour la vie⁴⁷² en causant, entre autres, des déformations permanentes de la colonne vertébrale, du thorax ou du bassin⁴⁷³. Des efforts physiques répétitifs peuvent aussi causer du rachitisme⁴⁷⁴.

Néanmoins, il est difficile d'identifier une cause isolée d'un risque professionnel donné puisque les enfants peuvent être exposés à plusieurs types de risques à la fois et que les effets négatifs de ces expositions ne font pas que s'additionner, ils « s'amplifient mutuellement »⁴⁷⁵. Le secteur de l'agriculture, dans lequel les enfants travaillent majoritairement⁴⁷⁶, offre un bon exemple de milieu de travail qui présente une multiplicité de risques en raison des conditions dans lesquelles il est effectué (« chaleur, soleil, vent, poussière »), des efforts que le travail agricole exige et des moyens utilisés (machines et équipement dangereux, produits chimiques)⁴⁷⁷. Le fait que les enfants aient à soulever et à porter de lourdes charges et qu'ils aient à rester le dos voûté et les jambes pliées pendant de longues périodes affecte également leur développement musculo-squelettique⁴⁷⁸. En dépit de ces risques, la législation nationale relative au travail des enfants dans un grand nombre de pays exclut l'agriculture de son champ d'application⁴⁷⁹. Pourtant, nous avons vu que pour déterminer les types de travaux dangereux pour les fins d'application de la Convention n° 182, les États doivent prendre en considération, entre autres, les travaux mentionnés au paragraphe 3 de la Recommandation n° 190 qui incluent les travaux effectués avec des machines ou des

⁴⁷¹ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 40; Forastieri, *ibid.* à la p. 58; Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 6.

⁴⁷² UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 26.

⁴⁷³ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 40; BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 12, au para. 35.

⁴⁷⁴ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *ibid.*

⁴⁷⁵ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 9.

⁴⁷⁶ Ce secteur occupe 60 % des enfants de 5 à 17 ans qui travaillent (BIT, *Intensifier la lutte*, *supra* note 97 à la p. 11).

⁴⁷⁷ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 37. Voir également Forastieri, *supra* note 243 aux pp. 31-34.

⁴⁷⁸ Forastieri, *ibid.* à la p. 32; Human Rights Watch, *Fingers to the Bone: United States Failure to Protect Child Farmworkers*, New York, Human Rights Watch, 2000 à la p. 30.

⁴⁷⁹ Forastieri, *ibid.* à la p. 3. Notez que la Commission des droits de l'Homme a indiqué que l'agriculture, le secteur urbain non structuré et le service domestique sont des secteurs favorisant l'exploitation du travail des enfants (Commission des droits de l'Homme, *Programme d'action*, *supra* note 236 à la p. 230, au para. 10). Concernant la dureté du travail agricole voir également UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 aux pp. 40-43.

outils dangereux, ceux qui nécessitent la manipulation ou le transport de lourdes charges, ceux qui s'effectuent dans un milieu malsain ou, par exemple, les enfants sont exposés à des substances ou à des agents dangereux, ceux qui s'effectuent à des conditions de température préjudiciables à la santé de l'enfant, ainsi que ceux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles impliquant, par exemple, de longues heures de travail. Au vu de cette énumération, l'exclusion du travail agricole des normes nationales relatives au travail des enfants semble difficile à justifier puisqu'il devrait être considéré parmi les pires formes de travail des enfants ou, du moins, certaines activités agricoles devraient l'être.

Outre le secteur de l'agriculture, les secteurs de travail les plus dangereux sont les mines, la construction et la fabrication⁴⁸⁰. Cependant, pour déterminer quels sont les travaux dangereux pour les enfants, il ne suffit guère d'identifier les secteurs dans lesquels ils travaillent, il faut examiner les tâches précises que ces derniers effectuent⁴⁸¹. Mais en raison des différences importantes qui existent d'un pays à l'autre en termes de structure économique et de législation, on ne peut établir de « liste maîtresse » qui permette de déterminer avec certitude quelles sont les activités dangereuses et quelles sont celles qui ne le sont pas⁴⁸².

À tous les risques déjà mentionnés, s'ajoutent les risques importants d'accidents de toute sorte. Parmi les blessures les plus courantes que peuvent subir les enfants figurent les coupures, les contusions, les écorchures, les brûlures, les dislocations, les fractures, les entorses et la perte d'une partie du corps⁴⁸³. Certaines blessures sévères peuvent provoquer des handicaps ou mener à la mort⁴⁸⁴. Il semble également que les accidents de travail impliquant les enfants sont généralement plus graves que ceux qui impliquent les adultes⁴⁸⁵. Les jeunes travailleurs sont plus à risque de se blesser que les adultes en raison de leur vulnérabilité physiologique⁴⁸⁶. Le manque de maturité et d'expérience peut aussi mener les enfants à prendre ou accepter des risques que les travailleurs plus âgés

⁴⁸⁰ Forastieri, *ibid.* à la p. 110.

⁴⁸¹ *Ibid.*

⁴⁸² Frank Hagemann *et al.*, *Global Child Labour Trends 2000 to 2004*, Genève, BIT, 2006, à la p. 42.

⁴⁸³ Forastieri, *supra* note 243 aux pp. 24, 55.

⁴⁸⁴ *Ibid.* à la p. 56.

⁴⁸⁵ *Ibid.* à la p. 55; BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 12.

⁴⁸⁶ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 45.

refuseraient de prendre⁴⁸⁷. Les enfants ne sont d'ailleurs pas toujours conscients du danger⁴⁸⁸. Ils ignorent les précautions à prendre pour éviter les accidents⁴⁸⁹ et ils ne reçoivent pas nécessairement un entraînement approprié⁴⁹⁰. Les risques d'accidents sont également liés au fait que l'environnement de travail n'est pas conçu pour les enfants⁴⁹¹. Ces derniers peuvent avoir à manipuler des outils et des machines qui n'ont pas été conçus en fonction de leurs capacités physiques et mentales⁴⁹². De plus, les enfants n'ont pas la capacité de se concentrer aussi longtemps que les adultes⁴⁹³. Ils se fatiguent également plus vite que leurs aînés parce que le travail nécessite une dépense d'énergie excessive de leur organisme déjà affaibli, la plupart du temps, par la malnutrition⁴⁹⁴. Cette fatigue résultant d'un travail trop dur ou accumulée au terme de longues heures de travail contribue évidemment aux risques d'accidents⁴⁹⁵.

La santé et le développement physique des enfants peuvent donc être grandement compromis en raison de leur travail. Mais les connaissances à cet égard demeurent insuffisantes. Il semble néanmoins qu'une limitation des heures de travail réduit les risques comme nous allons le voir maintenant.

1.1.2 L'impact de la durée hebdomadaire du travail

Pour établir ses estimations relatives au travail des enfants, le BIT considère que toute personne de moins de 18 ans qui travaille 43 heures ou plus par semaine effectue un travail dangereux⁴⁹⁶. Ce nombre d'heures est généralement plus long qu'une semaine de travail normal pour un adulte⁴⁹⁷. Par ailleurs, nous avons vu dans la première partie que la législation nationale peut autoriser les enfants de 13 et 14 ans, ou de 12 et 13 ans dans les pays en développement qui ont choisi d'invoquer l'article 2(4) de la Convention n° 138, à effectuer un travail léger et qu'un tel travail doit être limité hebdomadairement

⁴⁸⁷ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 12, au para. 36.

⁴⁸⁸ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 12; Forastieri, *supra* note 243 à la p. 56.

⁴⁸⁹ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *ibid.*

⁴⁹⁰ Forastieri, *supra* note 243 aux pp. 56-57.

⁴⁹¹ *Ibid.* à la p. 58; Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 37; Bequale et Myers, *supra* note 438 à la p. 9.

⁴⁹² Mendelievich, *ibid.*; BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 12, au para. 36..

⁴⁹³ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 12.

⁴⁹⁴ *Ibid.*; Forastieri, *supra* note 243 à la p. 58.

⁴⁹⁵ Forastieri, *ibid.* à la p. 57.

⁴⁹⁶ Hagermann *et al.*, *supra* note 482 aux pp. 23-24.

⁴⁹⁷ *Ibid.* à la p. 24 (voir n. 19 : les normes nationales varient entre 35 et 44 heures de travail par semaine mais la plupart varient entre 40 et 44 heures).

en terme d'heures⁴⁹⁸. La Convention n° 138 et la Recommandation n° 146 ne fixent pas ce nombre d'heures de travail. Néanmoins, le BIT estime que le nombre d'heures approprié ne doit pas excéder 14 heures par semaine⁴⁹⁹.

C'est qu'un travail qui n'est pas nécessairement dangereux en lui-même peut comporter des risques s'il est effectué pendant de trop longues heures. Encore une fois, il existe peu d'information concernant l'effet des heures de travail sur la santé des enfants⁵⁰⁰. Cependant, il y a lieu de croire que la santé des enfants est affectée de la même manière que l'est la santé des adultes en cas d'heures de travail excessives, mais avec un nombre d'heures de travail moindre que pour les adultes⁵⁰¹. De plus, un enfant fatigué peut courir des risques plus grands de contracter des maladies et il est moins en mesure de les combattre⁵⁰².

Des études menées dans le cadre du projet inter-agence *Comprendre le travail des enfants* (UCW)⁵⁰³ au Bangladesh, au Brésil et au Cambodge ont révélé que la moyenne du nombre d'heures travaillées par les enfants est différente d'un secteur d'activités à l'autre. Par exemple, dans le domaine de l'agriculture au Brésil, la plus grande partie des enfants travaillent entre 11 et 20 heures par semaine alors que dans les secteurs manufacturier, du commerce et des services la plus grande partie des enfants travaillent 40 heures et plus par semaine⁵⁰⁴. Le nombre d'heures de travail par semaine est inférieur lorsque l'enfant travaille pour la famille⁵⁰⁵. Ainsi, les statistiques obtenues pour le Brésil indiquent que 37,9 % des enfants qui ne travaillent pas pour leur famille travaillent 40 heures et plus par semaine comparativement à 6,4 % des enfants qui

⁴⁹⁸ *Convention n° 138, supra* note 68, art. 7.

⁴⁹⁹ Hagermann *et al.*, *supra* note 482 à la p. 22. Il y a lieu de noter que ce nombre d'heures limite correspond à ce qui était prévu par la *Convention n° 33 (non indus.)*, *supra* note 126. En effet, l'article 3(1)c) prévoyait un maximum de deux heures de travail par jour, qu'il s'agisse d'un jour de classe ou de vacances.

⁵⁰⁰ Guarcello, Lyon et Rosati, *supra* note 432 à la p. 1, au para. 2-3.

⁵⁰¹ *Ibid.* à la p. 1, au para. 3.

⁵⁰² *Ibid.* à la p. 5, au para. 17.

⁵⁰³ *Understanding Children's Work*. À ce sujet voir *supra* note 101.

⁵⁰⁴ Guarcello, Lyon et Rosati, *supra* note 432 à la p. 24, au para. 56. Voir également le tableau 2 (Table 2) qui indique, pour le Brésil, 38,8 % des enfants dans l'agriculture travaillent entre 11 et 20 heures par semaine alors que 11,6 % travaillent 40 heures et plus. Comparativement, dans le secteur manufacturier, 34,9 % des enfants travaillent 40 heures et plus par semaine et 18,7 % travaillent entre 11 et 20 heures. Au Bangladesh, dans le secteur manufacturier, 43,7 % des enfants travaillent 40 heures et plus par semaine.

⁵⁰⁵ *Ibid.* à la p. 25, au para. 56.

travaillent dans un contexte familial⁵⁰⁶. Près de 42 % des enfants qui travaillent pour leur famille travaillent entre 11 et 20 heures par semaine⁵⁰⁷.

Ces études démontrent un lien de causalité entre le nombre d'heures de travail et la santé et sécurité des enfants, mais le secteur d'activités a également un impact important⁵⁰⁸. Ainsi, une norme unique d'heures de travail maximales par semaine offrirait un niveau de protection très différent pour les enfants selon le secteur d'activités dans lequel ils travaillent⁵⁰⁹. Une approche multi-normes serait toutefois difficile à mettre en oeuvre⁵¹⁰. En conséquence, le rapport d'UCW adopte une norme unique d'un maximum de 14 heures de travail par semaine, concluant que cette norme paraît proche de la limite qui ferait en sorte que les enfants ne soient pas exposés à des risques « excessifs » dans les secteurs dans lesquels ils sont le plus susceptibles de subir des accidents⁵¹¹.

En terminant, il y a lieu de noter que ces études indiquent qu'au Brésil et au Cambodge, le travail jusqu'à 30 heures par semaine a relativement peu d'impact sur l'assiduité scolaire⁵¹². Au-delà de 30 heures de travail par semaine, il y a une baisse considérable de l'assiduité scolaire des enfants de 7 à 14 ans⁵¹³. Au Bangladesh, pour le même groupe d'âge, l'assiduité scolaire baisse de façon très importante lorsque les enfants travaillent plus de 21 heures par semaine⁵¹⁴. Il y a également des écarts non négligeables d'assiduité scolaire entre les filles et les garçons dans le cas du

⁵⁰⁶ *Ibid.* tableau 2 (Table 2).

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ *Ibid.* à la p. 59, aux para. 109-110.

⁵⁰⁹ *Ibid.* au para. 111.

⁵¹⁰ *Ibid.* à la p. 60, au para. 112.

⁵¹¹ *Ibid.* au para. 113.

⁵¹² *Ibid.* à la p. 37, au para. 66. Voir également la Figure 14 à la p. 38. Au Brésil, le pourcentage d'assiduité scolaire est de 97,1 % pour 1 à 10 heures de travail par semaine, 96,3 % pour 11 à 20 heures de travail par semaine et 92,1 % pour 21 à 30 heures de travail par semaine. Au Cambodge, le pourcentage d'assiduité scolaire est de 86,6 % pour 1 à 10 heures de travail par semaine, 88,3 % pour 11 à 20 heures de travail par semaine et 83,3 % pour 21 à 30 heures de travail par semaine. Ces études ne donnent toutefois aucune indication quant à l'impact des heures de travail hebdomadaires sur la réussite scolaire.

⁵¹³ *Ibid.* Voir également la figure 14 à la p. 38. En ce qui concerne le Brésil, le pourcentage d'assiduité scolaire est de 77 % pour 30 à 40 heures de travail par semaine et de 63,7 % pour 40 heures de travail et plus par semaine. Dans le cas du Cambodge, le pourcentage d'assiduité scolaire est de 74,3 % pour 31 à 40 heures de travail par semaine et de 54,1 % pour 40 heures de travail et plus par semaine.

⁵¹⁴ *Ibid.* Voir également la Figure 14 à la p. 38. Les pourcentages d'assiduité scolaire sont de 36,7 % pour 1 à 10 heures de travail par semaine, de 68,2 % pour 11 à 20 heures de travail par semaine, de 27,3 % pour 21 à 30 heures de travail par semaine, de 6,6 % pour 31 à 40 heures de travail par semaine et de 9,4 % pour 40 heures de travail et plus par semaine.

Bangladesh. Par exemple, pour le groupe d'âge de 5 à 17 ans, pour 11 à 20 heures de travail par semaine, le pourcentage d'assiduité scolaire des garçons est de 72,7 % alors qu'il n'est que de 42,9 % pour les filles⁵¹⁵. Il y a également une différence d'assiduité scolaire importante entre le groupe d'âge de 7 à 14 ans et le groupe des 15 à 17 ans⁵¹⁶.

Un nombre d'heures de travail excessif a donc un impact non seulement sur la santé de l'enfant et les risques qu'il court, mais aussi sur son développement intellectuel puisque cela peut nuire à son assiduité scolaire. Nous avons jusqu'ici discuté de l'impact du travail sur la santé et le développement physique de l'enfant. Mais le travail peut aussi avoir des impacts très importants sur la santé mentale des enfants en raison de leur plus grande vulnérabilité psychologique.

1.1.3 La vulnérabilité psychologique des enfants

Nous avons déjà mentionné que les enfants sont plus vulnérables que les adultes physiquement et psychologiquement. Ils sont donc plus vulnérables que les adultes aux abus psychologiques⁵¹⁷. Lorsqu'ils sont dénigrés et opprimés dans leur milieu de travail, les enfants souffrent de dommages psychologiques plus dévastateurs⁵¹⁸. Comme les enfants peuvent être plus facilement dominés, les risques d'exploitation sont très élevés. Ils sont plus faciles à manipuler par la peur et la discipline⁵¹⁹ et ils sont moins susceptibles de s'organiser contre l'oppression⁵²⁰. Ils sont donc aussi plus susceptibles de subir de la maltraitance physique⁵²¹. Cette vulnérabilité peut être aggravée par la barrière de la langue et l'isolation géographique⁵²². De plus, en l'absence de

⁵¹⁵ *Ibid.* à la p. 38, tableau 4 (Table 4).

⁵¹⁶ *Ibid.* Pour 11 à 20 heures de travail par semaine, le pourcentage d'assiduité scolaire est de 77,3 % pour les garçons de 7 à 14 ans, de 51,3 % pour les filles de 7 à 14 ans, de 33,3 % pour les garçons de 15 à 17 ans et de 6,5 % pour les filles de 15 à 17 ans.

⁵¹⁷ Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 6.

⁵¹⁸ *Ibid.*; BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 10.

⁵¹⁹ Madeleine Grey Bullard, « Child Labour Prohibitions are Universal, Binding, and Obligatory Law: The Evolving State of Customary International Law Concerning the Unempowered Child Laborer » (2001-2002) 24 Hous. J. Int'l L. 139 à la p. 150. Voir également UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 aux pp. 28 et 29; Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 43.

⁵²⁰ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *ibid.* aux pp. 28-29.

⁵²¹ Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 6.

⁵²² Human Rights Watch souligne cette vulnérabilité dans le contexte du travail des enfants dans le domaine de l'agriculture aux États-Unis (Human Rights Watch, *supra* note 478 à la p. 14).

représentation adéquate et de l'illégalité de leur travail, les enfants ne peuvent pas présenter leurs doléances aux autorités⁵²³.

Selon Glut, la persistance du travail des enfants s'explique entre autres par le fait que les employeurs peuvent plus facilement profiter d'eux en les payant une fraction de ce qu'ils devraient payer à des adultes et ainsi se procurer un plus grand bénéfice⁵²⁴. L'UNICEF estime également que les employeurs embauchent des enfants notamment parce qu'ils peuvent les payer moins que les adultes⁵²⁵. En effet, les enfants seraient parmi les travailleurs les moins payés même s'ils travaillent plus d'heures et même s'ils exécutent les mêmes tâches que les adultes⁵²⁶. Le fait que les possibilités d'emploi des enfants soient limitées donne encore plus de pouvoir aux employeurs sur ces derniers⁵²⁷. Mais selon le BIT, il y a lieu de penser que la raison la plus importante pour expliquer le travail des enfants est que ces derniers sont moins conscients de leurs droits⁵²⁸. Ils sont donc moins susceptibles de causer des problèmes. Dans le même ordre d'idées, Fyfe déclare que « [l]a méconnaissance des droits individuels et le manque de compétences fondamentales, qui peuvent être transmis par l'école, font le lit de la vulnérabilité face aux pires formes de travail des enfants. »⁵²⁹

Les jeunes travailleurs les plus vulnérables sont souvent issus des minorités ethniques, de groupes d'immigrants, de familles défavorisées ou castes jugées inférieures. Par exemple, les enfants des rues sont souvent issus de « groupes mis au ban de la société », essentiellement en raison de leur appartenance ethnique⁵³⁰. En Inde, nombreux sont ceux qui considèrent qu'il est dans l'ordre des choses que les enfants des castes inférieures effectuent un travail dangereux⁵³¹. Pour certains, les enfants appartenant à une certaine caste ou classe sociale n'ont tout simplement pas de

⁵²³ Bequele et Boyden, *supra* note 426 à la p. 7.

⁵²⁴ Timothy A. Glut, « Note, Changing the Approach to Ending Child Labor: An International Solution to an International Problem », (1995) 28 Vand. J. Transnat'l L. 1203 à la p. 1209.

⁵²⁵ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 aux pp. 28-29.

⁵²⁶ Bequele et Boyden, *supra* note 426 à la p. 5. Grootaert et Kanbur soulignent tout de même qu'il y a peu d'information concernant la rémunération des enfants, sur la différence entre la rémunération des adultes et celle des enfants ou sur la discrimination envers les enfants à ce sujet (Grootaert et Kanbur, *supra* note 95 à la p. 195).

⁵²⁷ Bequele et Boyden, *ibid.* à la p. 7.

⁵²⁸ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 21.

⁵²⁹ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 90.

⁵³⁰ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 30, au para. 85.

⁵³¹ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 31.

droits⁵³². Aussi, les enfants indigènes sont surreprésentés dans certaines des pires formes de travail des enfants⁵³³. Le travail des enfants perpétue donc les inégalités et les exclusions sociales⁵³⁴.

Les enfants sans famille ou qui ne vivent pas avec celle-ci sont également très vulnérables⁵³⁵. Dans le cadre des travaux préparatoires visant l'adoption de la Convention n° 138, à la question de savoir s'il y aurait lieu de tenir particulièrement compte des besoins de ces enfants et adolescents, certains gouvernements répondant par l'affirmative ont souligné le fait qu'il existe un « très réel risque d'exploitation de cette catégorie d'enfants, surtout dans les agglomérations urbaines »⁵³⁶, que la perte ou l'absence des parents entraîne « des difficultés particulières »⁵³⁷ et que ces enfants « constitue[nt] une grande proportion de la jeunesse exploitée [...] exposée à des abus plus graves. »⁵³⁸ Toutefois, ce n'est pas dans la Convention n° 138 mais plutôt dans la Recommandation n° 146 qu'il est souligné que les besoins de ces enfants et adolescents, devraient, « autant que nécessaire, faire l'objet d'une attention particulière. »⁵³⁹

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas étonnant que l'UNICEF indique que, de l'ensemble des jeunes travailleurs, ce sont les enfants en servitude domestique qui sont les plus exploités et les plus difficiles à protéger⁵⁴⁰. Ils sont souvent très mal payés ou même non rémunérés⁵⁴¹ alors qu'ils travaillent de longues heures⁵⁴². Souvent, ils sont séparés de leur famille, sont mal nourris et ne vont pas à l'école⁵⁴³. Certains ont quitté

⁵³² *Ibid.* aux pp. 18, 37. Peter Bille Larsen, *Indigenous and Tribal Children: Assessing Child Labour and Education Challenges*, Genève, IPEC:COOP INDISCO:BIT, 2003, à la p. 23.

⁵³³ Larsen, *ibid.* à la p. 5..

⁵³⁴ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 1, au para. 2.

⁵³⁵ UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* note 101 à la p. 83.

⁵³⁶ BIT, rapport IV(2) 1972, *supra* note 167 à la p. 59 (observation du Burundi).

⁵³⁷ *Ibid.* (observation du Nigeria).

⁵³⁸ *Ibid.* (observation du Venezuela).

⁵³⁹ *Recommandation n° 146*, *supra* note 183, par. 3. Cette disposition vise également les enfants et adolescents migrants vivant et voyageant avec leur famille.

⁵⁴⁰ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 34.

⁵⁴¹ *Ibid.*

⁵⁴² BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 33, au para. 95; BIT, *Coup de main ou vie brisée? Comprendre le travail domestique des enfants pour mieux intervenir*, Genève, BIT, 2004, à la p. 57 [BIT, *Coup de main ou vie brisée*].

⁵⁴³ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *ibid.*

l'école pour travailler alors que d'autres ne sont carrément jamais allés à l'école⁵⁴⁴. En plus, il leur est rarement permis d'être avec des enfants du même âge et de jouer⁵⁴⁵. La plupart des enfants domestiques ont entre 12 et 14 ans, mais il y a aussi beaucoup d'enfants domestiques « nettement plus jeunes »⁵⁴⁶. Certains commencent à travailler à 5 ou 6 ans⁵⁴⁷. La santé physique et mentale de ces enfants peut être gravement atteinte. Ils sont susceptibles de subir des violences physiques, psychologiques et sexuelles⁵⁴⁸. Les troubles psychiques peuvent non seulement résulter de la maltraitance et de l'asservissement, mais aussi de l'isolement et de la marginalisation⁵⁴⁹.

D'ailleurs, l'OIT considère que le travail domestique entre dans la catégorie des pires formes de travail des enfants lorsqu'il résulte de la traite, que l'enfant se trouve dans une situation qui s'apparente à de l'esclavage ou à une pratique analogue ou qu'il doit effectuer des tâches dangereuses⁵⁵⁰. Certains enfants ne sont jamais autorisés à sortir de la maison et peuvent même être enchaînés⁵⁵¹. D'autres doivent effectuer des tâches qui ne sont pas appropriées pour leur âge et leur force physique⁵⁵². D'ailleurs, dans un rapport datant de 1993, la Commission des droits de l'Homme mentionne le service domestique parmi les secteurs favorisant l'exploitation du travail des enfants⁵⁵³. Ceci découle notamment du fait que ce travail s'effectue derrière les portes closes des habitations privées.

Malgré la gravité des effets négatifs possibles sur la santé physique et mentale des enfants, le travail domestique est souvent exclu de l'application des lois nationales sur le

⁵⁴⁴ BIT, *Coup de main ou vie brisée*, supra note 542 à la p. 55.

⁵⁴⁵ *Ibid.* à la p. 60.

⁵⁴⁶ *Ibid.* à la p. 10.

⁵⁴⁷ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, supra note 61 à la p. 33, au para. 95.

⁵⁴⁸ *Ibid.*

⁵⁴⁹ BIT, *Coup de main ou vie brisée*, supra note 542 à la p. 61. Des psychologues qui ont examiné des enfants domestiques haïtiens ont noté chez ceux-ci des états dépressifs, des troubles de sommeil et de l'alimentation ainsi que de l'anxiété chronique (UNICEF, *La situation des enfants 1997*, supra note 320 à la p. 35). Concernant les enfants domestiques haïtiens, voir également Timothy C. Janak, « Haiti's "Restavec" Slave Children: Difficult Choices, Difficult Lives ... Yet ... Lespwè fe Viv », (2000) 8 Int'l J. Child. Rts. 321. L'auteur estime que ces enfants acceptent leur situation parce qu'ils n'ont pas d'autres choix (*ibid.* à la p. 325).

⁵⁵⁰ BIT, *Coup de main ou vie brisée*, *ibid.* à la p. 7.

⁵⁵¹ *Ibid.* aux pp. 60-61.

⁵⁵² *Ibid.* à la p. 57.

⁵⁵³ Commission des droits de l'Homme, *Programme d'action*, supra note 236 à la p. 230, au para. 10.

travail des enfants⁵⁵⁴. À ce propos, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels estime que la législation nationale devrait offrir le même niveau de protection aux travailleurs domestiques qu'aux autres travailleurs⁵⁵⁵.

La vulnérabilité psychologique de l'enfant fait donc en sorte qu'il est plus susceptible d'être victime de différentes formes d'abus dans le cadre de son travail allant de l'exploitation économique à la violence physique, sexuelle et psychologique. Cette vulnérabilité psychologique a aussi un lien avec le fait que l'enfant n'a pas nécessairement le libre choix de travailler ou non.

1.1.4 L'absence de libre choix

Quand on traite d'exploitation des enfants, il faut aborder la question de leur consentement au travail et du libre choix de leur activité. Soulignons qu'à cet égard l'UNICEF et le BIT présentent des conclusions opposées. En effet, selon l'UNICEF, la plupart des enfants qui travaillent ne le choisissent pas librement⁵⁵⁶, alors que le BIT indique que la plupart des enfants travaillent « parce qu'ils l'ont sciemment décidé. »⁵⁵⁷ De telles affirmations contradictoires démontrent bien que les informations relatives au travail des enfants, incluant les raisons pour lesquelles ils travaillent, sont insuffisantes. Pour sa part, Save the Children indique que la plupart des enfants ne choisissent pas d'aller travailler et que ce serait plutôt un adulte mâle qui leur demanderait de faire un travail particulier⁵⁵⁸. En fait, il s'agirait plus souvent d'un ordre⁵⁵⁹. Mais certains enfants auraient la volonté de travailler parce qu'ils se sentent responsable de leur survie et de celle de leur famille⁵⁶⁰. Et parfois, les enfants ne font que suivre l'exemple de leurs pairs qui travaillent⁵⁶¹.

⁵⁵⁴ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, supra note 61 à la p. 33, au para. 94; Forastieri, supra note 243 à la p. 3; BIT, *Coup de main ou vie brisée*, supra note 542 à la p. 10.

⁵⁵⁵ CDESC, *Observation générale n° 18*, supra note 353 à la p. 4, au para. 10.

⁵⁵⁶ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, supra note 320 à la p. 28.

⁵⁵⁷ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, supra note 61 à la p. 56, au para. 165.

⁵⁵⁸ Save the Children, *Children's View and Definitions of Harmful Work: Implications for Policies and Practice*, Save the Children UK, Dhaka, 2005, à la p. 4 [Save the Children, *Children's View*].

⁵⁵⁹ *Ibid.*

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ *Ibid.*

La question du consentement est soulevée par Cox lorsqu'elle affirme que même exécuté dans de bonnes conditions, le travail d'un enfant est une mauvaise pratique pour une raison indépendante de ses effets : l'enfant n'a pas la capacité de prendre librement des décisions informées concernant le travail qu'il fait⁵⁶². Pour cette raison, le travail des enfants doit être considéré, dans un certain sens, comme du travail forcé. Elle exprime ce point de vue dans les termes suivant : « *Until a child has had the opportunity to mature, acquire independent thought and gain self-awareness, any work that she does must be regarded, in some sense, as "forced" labor.* »⁵⁶³ À cet égard, l'éducation est particulièrement importante parce qu'elle constitue justement le moyen par lequel l'enfant fait l'acquisition des connaissances nécessaires pour faire des choix éclairés concernant sa propre vie⁵⁶⁴. Nous verrons qu'il s'agit d'ailleurs d'un des objectifs de l'éducation.

Mendelievich estime que l'enfant travailleur « croit agir de lui-même, alors qu'en fait sa conduite est déterminée par l'attitude de ses parents et par l'environnement social général. »⁵⁶⁵ Les enfants peuvent subir une pression ou se sentir responsables de travailler pour aider leur famille⁵⁶⁶. À cet égard, Bequele et Boyden affirment que cette responsabilité qui s'impose aux enfants qui doivent travailler pour la survie de leur famille les prive de tout choix⁵⁶⁷. Ils n'ont guère leur mot à dire en ce qui a trait au choix de leur occupation : il s'agit d'une décision prise par les adultes⁵⁶⁸. Pour sa part, Stevenson soutient qu'une personne n'est pas libre lorsqu'elle n'a d'autre choix que d'effectuer un travail dangereux et des tâches dégradantes si elle ne veut pas mourir de faim⁵⁶⁹. En ce sens, c'est à tort que Bachman considère que des enfants peuvent « choisir » de travailler lorsqu'ils quittent leur famille pour fuir les mauvais traitements⁵⁷⁰. À l'instar de Cox, Stevenson souligne aussi que même si le travail des enfants ne constitue pas nécessairement du travail forcé dans le sens traditionnel, il y a lieu de se questionner sur la nature volontaire de celui-ci compte tenu du manque de

⁵⁶² Cox, *supra* note 85 aux pp. 121-122.

⁵⁶³ *Ibid.* à la p. 121.

⁵⁶⁴ *Ibid.* à la p. 142.

⁵⁶⁵ Mendelievich, *supra* note 1 aux pp. 4-5.

⁵⁶⁶ Patel, *supra* note 239 à la p. 484.

⁵⁶⁷ Bequele et Boyden, *supra* note 426 à la p. 7.

⁵⁶⁸ *Ibid.* à la p. 8.

⁵⁶⁹ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 138.

⁵⁷⁰ Bachman, *supra* note 91 à la p. 556.

maturité de l'enfant pour prendre des décisions informées concernant son avenir⁵⁷¹. La capacité de consentir librement au travail varie évidemment selon l'âge de l'enfant.

L'approche abolitionniste se justifie donc en partie par l'absence de consentement libre de la part de l'enfant en raison des pressions familiales et sociales qui peuvent s'exercer sur lui afin qu'il travaille mais aussi en raison de son manque de maturité et d'expérience. Aussi, l'éducation joue un rôle très important dans l'acquisition des connaissances qui permettent de faire des choix éclairés dans la vie.

1.1.5 Le droit fondamental à l'éducation

Le droit à l'éducation et les bénéfices de l'éducation pour l'avenir de l'enfant et pour la société figurent parmi les raisons qui militent en faveur d'une approche abolitionniste du travail des enfants. Nous verrons que le travail peut nuire au développement cognitif de l'enfant en l'empêchant de fréquenter l'école ou en faisant en sorte qu'il ne profite pas pleinement de son éducation. Le travail peut donc constituer un obstacle à la réalisation du droit de l'enfant à l'éducation qui est énoncé dans divers instruments internationaux. En premier lieu, l'article 26(1) de la DUDH énonce le droit de toute personne à l'éducation et le fait que celle-ci doit être gratuite au moins en ce qui a trait à l'enseignement élémentaire et fondamental. De plus, l'enseignement primaire doit être obligatoire⁵⁷². Quant à l'enseignement technique et professionnel, il doit être généralisé⁵⁷³.

L'article 13 du PIDESC énonce également le droit de toute personne à l'éducation et prévoit, entre autres, que l'enseignement primaire doit être obligatoire et gratuit et que l'enseignement secondaire, incluant l'enseignement technique et professionnel, doit être généralisé et « rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité »⁵⁷⁴. Le mot « généralisé » signifie que la

⁵⁷¹ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 149; Daniel S. Ehrenberg, « The Labor Link: Applying the International Trading System to Enforce Violations of Forced and Child Labor » (1995) 20 Yale J. Int'l L. 361 à la p. 380.

⁵⁷² DUDH, *supra* note 293, art. 26(1).

⁵⁷³ *Ibid.*

⁵⁷⁴ PIDESC, *supra* note 71, art. 13(1), 13(2)a) et 13(2)b). Voir également l'article 4a) de la *Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*, 14 décembre 1960, Actes de la Conférence générale, 11^e sess., UNESCO (1960) 123 (entrée en vigueur : 22 mai 1962) qui

capacité ou l'aptitude apparentes d'une personne n'est pas une considération pour l'accès à l'enseignement à ce niveau et que cet enseignement doit être dispensé sur l'ensemble du territoire afin que tous y aient accès « de la même manière »⁵⁷⁵.

La Convention n° 138 souligne également l'importance de l'éducation en spécifiant que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail « ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire »⁵⁷⁶. En ce qui concerne la Convention n° 182, elle prévoit que les États doivent « prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour : [...] assurer l'accès à l'éducation de base gratuite et, lorsque cela est possible et approprié, à la formation professionnelle pour tous les enfants qui auront été soustraits des pires formes de travail des enfants »⁵⁷⁷.

Bien sûr, il est question d'éducation dans la CDE. D'une part, l'article 28 énonce le droit de l'enfant à l'éducation, les obligations des États parties relativement à la mise en place de systèmes d'éducation et la garantie d'accès à l'éducation⁵⁷⁸. D'autre part, l'article 29(1) souligne le droit de chaque enfant « à une qualité donnée d'éducation »⁵⁷⁹. Il prévoit que l'éducation de l'enfant doit notamment viser à favoriser l'épanouissement de sa personnalité et le développement de ses dons et aptitudes mentales et physiques « dans toute la mesure de leurs potentialités »⁵⁸⁰. L'éducation doit également inculquer à

fait également mention de l'engagement des États parties à « [r]endre obligatoire et gratuit l'enseignement primaire ».

⁵⁷⁵ CDESC, *Observation générale n° 13 : Le droit à l'éducation (art. 13 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 77 à la p. 80, au para. 13 [CDESC, *Observation générale n° 13*].

⁵⁷⁶ *Convention n° 138*, *supra* note 68, art. 2(3). Le paragraphe 4 de la *Recommandation n° 146 (supra note 183)* indique que la fréquentation d'une école ou la participation à des programmes approuvés d'orientation ou de formation professionnelles, à plein temps, devraient être obligatoires et « effectivement assurées jusqu'à un âge au moins égal » à l'âge minimum de base.

⁵⁷⁷ *Convention n° 182*, *supra* note 69, art. 7(2)c).

⁵⁷⁸ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 1 : Les buts de l'éducation (art. 29)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 341 à la p. 343, au para. 9 [Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 1*]. L'article 28 de la CDE prévoit notamment que les États parties « rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous » et qu'ils « encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel [et] les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant [...] ». (CDE, *supra* note 65, art. 28(1)a), b)).

⁵⁷⁹ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 1, ibid.*

⁵⁸⁰ CDE, *supra* note 65, art. 29(1)a). Voir également l'article 26(2) de la DUDH (*supra* note 293) qui fait mention de quatre objectifs de l'éducation dont le plein épanouissement de la personnalité humaine.

l'enfant le respect des droits humains et des libertés fondamentales et le préparer « à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre »⁵⁸¹. Selon les principes directeurs de l'UNESCO pour la politique de l'éducation, les responsabilités de la vie sociale comprennent notamment la conscience des droits et « des devoirs que les individus, les groupes sociaux et les nations ont les uns vis-à-vis les autres » ainsi que la volonté de l'individu de contribuer à résoudre les problèmes de sa communauté, de son pays et du monde⁵⁸². L'éducation doit viser à ce que l'enfant fasse l'acquisition des compétences essentielles à la vie qui vont au-delà de la capacité de lire, écrire et compter, notamment la capacité de prendre des décisions rationnelles, d'établir des liens sociaux appropriés et de faire preuve du sens des responsabilités⁵⁸³.

Par ailleurs, le CDESC souligne que le droit à l'éducation est « indispensable à la réalisation complète et effective » des droits civils et politiques⁵⁸⁴. Par exemple, on peut soutenir que l'éducation est nécessaire à la réalisation complète et effective du droit de tout citoyen de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter lors de la tenue d'élection et d'être élu et d'accéder aux fonctions publiques de son pays⁵⁸⁵. Le droit à l'éducation est un droit fondamental et une des « clefs de l'exercice des autres droits inhérents à la personne humaine »⁵⁸⁶. Il favorise l'autonomisation et permet ainsi

L'article 13(1) du PIDESC (*supra* note 71) prévoit également que l'éducation doit viser le plein épanouissement de la personnalité humaine mais aussi le sens de la dignité.

⁵⁸¹ CDE, *ibid.*, art. 29(1)b), d). Voir également l'article 26(2) de la DUDH (*ibid.*) et l'article 13(1) du PIDESC (*ibid.*) qui font mention d'objectifs de l'éducation dont le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Voir aussi les principes directeurs de la politique de l'éducation énoncés par l'UNESCO dans la *Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationale et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales*, 19 novembre 1974, Actes de la Conférence générale, 18^e sess., vol. I, UNESCO (1974) 152 [*Recommandation sur l'éducation*]. L'article 13(1) du PIDESC (*ibid.*) fait aussi mention du fait que l'éducation doit « mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre ».

⁵⁸² *Recommandation sur l'éducation*, *ibid.*, par. 4(g). L'article 24 prévoit également que la première école de l'enfant devrait être conçue et organisée de manière à ce que différentes situations, incluant les jeux, « permettent aux enfants de prendre conscience de leurs droits, de s'affirmer dans la liberté tout en acceptant leurs responsabilités ».

⁵⁸³ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 1*, *supra* note 578, à la p. 343, au para. 9. Voir aussi *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous* dans Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, *Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90*, Annexe 3, Paris, UNESCO, 1990, 163 à la p. 167, article 1(1) [*Déclaration mondiale sur l'ETP*].

⁵⁸⁴ CDESC, *Observation générale n° 11 : Plans d'action pour l'enseignement primaire* (art. 14 du Pacte), Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7, (2004) 65 à la p. 65, au para. 2.

⁵⁸⁵ PIDCP, *supra* note 294, art. 25.

⁵⁸⁶ CDESC, *Observation générale n° 13*, *supra* note 575 à la p. 77, au para. 1.

aux personnes défavorisées et marginalisées non seulement de participer pleinement à la vie communautaire mais aussi de sortir de la pauvreté⁵⁸⁷.

En effet, il y a une corrélation positive incontestable entre l'éducation et les revenus⁵⁸⁸. En moyenne, chaque année d'école supplémentaire augmente la rémunération d'un adulte de 10 % et parfois plus⁵⁸⁹. Ainsi, lorsque le travail fait en sorte que l'enfant ne peut profiter des opportunités d'éducation qui s'offre à lui, il perd la chance de développer les habiletés nécessaires pour avoir de meilleures perspectives d'avenir⁵⁹⁰. En dépit de ce que peuvent croire certains parents, les enfants sont peu susceptibles de faire l'acquisition d'habiletés et d'une expérience utiles en travaillant, puisqu'une caractéristique commune du travail des enfants est qu'il ne requiert aucune qualification et implique des routines simples⁵⁹¹. Les chances qu'une telle expérience de travail serve à trouver un travail plus rémunérateur, sécuritaire et intéressant sont minimes⁵⁹². Le manque d'éducation de l'enfant fera non seulement en sorte qu'il aura un salaire moins élevé lorsqu'il sera adulte, mais qu'il sera plus susceptible d'envoyer ses propres enfants travailler⁵⁹³. Ceci peut se répéter de génération en génération et alors les familles sont prises « *in a child labor trap* »⁵⁹⁴.

En plus des bénéfices qu'elle apporte au niveau individuel, l'éducation offre une rentabilité sociale élevée puisqu'elle a un impact positif sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté mais aussi sur la santé publique⁵⁹⁵. En effet, on estime que le faible niveau d'éducation d'une personne peut avoir un impact négatif sur sa santé de deux manières. D'abord, cette personne aura possiblement des revenus moindres tout au long de sa vie et donc des conditions de vie ayant un impact sur la santé⁵⁹⁶. Ensuite,

⁵⁸⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁸ George Psacharopoulos, *Building Human Capital for Better Lives*, Washington D.C., Banque mondiale, 1995, à la p. 7.

⁵⁸⁹ *Ibid.* à la p. 8.

⁵⁹⁰ Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 13.

⁵⁹¹ Bequele et Boyden, *supra* note 426 aux pp. 5-6.

⁵⁹² *Ibid.* à la p. 6.

⁵⁹³ Patrick M. Emerson, « The Economic View of Child labor », dans Hindman, *supra* note 86, 3 à la p. 5.

⁵⁹⁴ *Ibid.*

⁵⁹⁵ Psacharopoulos, *supra* note 588 aux pp. 1-4; UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Atteindre les marginalisés*, Paris, UNESCO, 2010, à la p. 4 [UNESCO, *Rapport de suivi sur l'EPT 2010*].

⁵⁹⁶ Guarcello, Lyon et Rosati, *supra* note 432 à la p. 8, au para. 23.

si cette personne était éduquée elle serait plus susceptible d'être bien informée des facteurs qui influent sur sa santé et d'être réceptive à cette information⁵⁹⁷.

Le travail peut constituer une entrave à l'éducation de l'enfant de différentes manières. C'est le cas si l'enfant consacre tellement de temps au travail qu'il rend sa présence en classe impossible⁵⁹⁸. L'enfant peut aussi manquer d'énergie pour aller à l'école ou pour bénéficier pleinement de l'enseignement qu'il reçoit notamment parce qu'il a des difficultés à se concentrer en classe⁵⁹⁹. Il a aussi moins d'énergie à mettre sur ses travaux scolaires⁶⁰⁰. Ainsi, le travail et l'éducation sont considérés comme étant incompatibles⁶⁰¹.

Par ailleurs, pour que les enfants puissent profiter des avantages de l'éducation, il ne suffit pas qu'ils y aient accès. L'éducation qu'ils reçoivent doit être de qualité⁶⁰². Or, dans certains pays les enseignants ont une formation déficiente, ils sont surchargés de travail, les infrastructures sont inadéquates et le programme scolaire n'est pas adapté aux besoins et aspirations locales⁶⁰³. Les manuels et les heures de classe sont insuffisants dans plusieurs pays en développement et « États fragiles »⁶⁰⁴. En outre, il y a beaucoup trop d'enfants par classe⁶⁰⁵. C'est ainsi que, selon les informations disponibles, beaucoup d'enfants d'Asie du sud et de l'ouest et de l'Afrique subsaharienne ne maîtriseraient pas les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul au terme du cycle d'enseignement primaire⁶⁰⁶. Le rendement de l'éducation pour les enfants

⁵⁹⁷ *Ibid.*

⁵⁹⁸ Bequele et Myers, *supra* note 438 à la p. 13.

⁵⁹⁹ *Ibid.* aux pp. 13-14; Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 42; UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 26.

⁶⁰⁰ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 136.

⁶⁰¹ UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* note 101 à la p. 42, au para. 87.

⁶⁰² Voir la *Déclaration mondiale sur l'EPT* (*supra* note 583) qui souligne l'importance des « apprentissages effectifs », soit « l'acquisition des connaissances, de la capacité de raisonnement, des savoir-faire et des valeurs utiles », à la p. 169, art. 4. Voir aussi Grootaert et Kanbur qui soulignent que « *the overall condition of the education system can be a powerful influence on the supply of child labour.* » (Grootaert et Kanbur, *supra* note 95 à la p. 193) et Richard Anker, « The Economics of Child Labour: A Framework for Measurement » (2000) 139 *International Labour Review* 257 à la p. 261.

⁶⁰³ Bequele et Boyden, *supra* note 426 à la p. 12. Concernant les systèmes scolaires non adaptés aux besoins des enfants indigènes, voir Larsen, *supra* note 532 aux pp. 2-3.

⁶⁰⁴ UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, L'éducation pour tous en 2015, un objectif accessible?* Paris, UNESCO, 2007, à la p. 2 [UNESCO, *Rapport de suivi sur l'EPT 2007*]. Les États « fragiles » se caractérisent par des institutions faibles, des difficultés économiques et/ou des conflits prolongés (*ibid.* à la p. 5).

⁶⁰⁵ *Ibid.* à la p. 2.

⁶⁰⁶ UNESCO, *Rapport de suivi sur l'EPT 2010*, *supra* note 595 à la p. 8.

pauvres est souvent « relativement bas » vu la mauvaise qualité de l'éducation⁶⁰⁷. Les coûts liés à l'éducation continuent aussi d'être un obstacle pour des millions d'enfants⁶⁰⁸. Il n'est pas seulement question ici des coûts directs mais également des coûts indirects qui doivent être encourus notamment pour l'achat d'uniformes et de manuels⁶⁰⁹.

Ces difficultés constituent un obstacle indéniable à l'exercice effectif du droit à l'éducation de nombreux enfants. Dans leur cas, ce n'est donc pas le travail qu'ils pourraient effectuer qui compromettrait la réalisation de leur droit à l'éducation. Malgré cette réalité, l'importance de l'éducation est fondamentale à la justification de l'objectif de l'abolition du travail des enfants car, en supposant qu'un enfant ait accès à l'éducation, le travail peut l'empêcher d'aller à l'école ou de tirer tous les bénéfices de l'enseignement offert. Or, l'éducation est essentielle au développement de l'enfant. Les loisirs le sont également comme nous le verrons maintenant.

1.1.6 L'importance des loisirs sur le développement

Les États parties à la CDE reconnaissent que l'enfant a « droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge »⁶¹⁰. L'enfant a besoin de telles activités, entre autres, « pour s'épanouir et socialiser »⁶¹¹. Le jeu est l'une des activités les plus caractéristiques de l'enfance⁶¹². Le travail « empêche les enfants de donner cours à leur goût naturel du jeu » parce qu'il fait en sorte que l'enfant soit n'a pas le temps de jouer du tout, soit n'a pas l'occasion de jouer autant qu'il le devrait⁶¹³. Pour un développement équilibré, l'enfant doit avoir l'opportunité de s'amuser⁶¹⁴. Aux niveaux psychologique et cognitif l'enfant a besoin de la stimulation que procure le jeu spontané,

⁶⁰⁷ Anker, *supra* note 602 à la p. 272.

⁶⁰⁸ UNESCO, *Rapport de suivi sur l'EPT 2007*, *supra* note 604 à la p. 1.

⁶⁰⁹ UNESCO, *Rapport de suivi sur l'EPT 2010*, *supra* note 595 à la p. 13. Au sujet du principe de la « gratuité » de l'enseignement primaire voir également CDESC, *Observation générale n° 11*, *supra* note 584 à la p. 66, au para. 7. Certains frais indirects pourraient être jugés acceptables après examen du Comité au cas par cas (*ibid.*).

⁶¹⁰ CDE, *supra* note 65, art. 31. Au cours des travaux préparatoires, la République fédérale d'Allemagne et le Japon ont mis en doute la pertinence de reconnaître un tel droit universel (Detrick, *supra* note 303 à la p. 416).

⁶¹¹ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12 (2009) : Le droit de l'enfant d'être entendu*, 51^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/12 (2009) à la p. 23, au para. 115 [Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*].

⁶¹² Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 44.

⁶¹³ *Ibid.* aux pp. 42, 44.

⁶¹⁴ *Ibid.* à la p. 44.

le contact avec d'autres enfants et les activités physiques⁶¹⁵. Le travail effectué dans des conditions favorables peut aussi constituer une source de stimulation⁶¹⁶. Cependant, le travail des enfants est, le plus souvent, répétitif et monotone et donc peu stimulant⁶¹⁷. Lorsqu'il travaille, l'enfant fait aussi moins d'exercice alors que cela est très important pour son développement⁶¹⁸.

Dans la conception protectionniste de l'enfance, le jeu, les activités physiques et autres loisirs constituent, comme l'éducation, des outils de développement privilégiés. Ils figurent donc parmi les motifs d'ordre humanitaire qui justifient une approche abolitionniste du travail des enfants. De façon générale, ces motifs concernent la protection de l'intégrité physique et psychologique de l'enfant et de son développement. Ces motifs tiennent compte aussi du fait qu'en raison de son statut au sein de la famille et de la société, de son immaturité et de son inexpérience, l'enfant ne peut pas donner un consentement libre et informé au travail. Mais le travail des enfants n'a pas que des impacts au niveau humain. Il a aussi des répercussions sur l'enfant et la société au niveau économique comme nous allons le voir maintenant.

1.2 Les implications économiques du travail des enfants

L'adoption des lois relatives au travail des enfants n'a pas seulement été motivée par des considérations humanitaires⁶¹⁹. La protection des emplois et des revenus des adultes a également été un objectif visé par ces lois⁶²⁰. L'objectif de l'abolition du travail des enfants s'explique aussi partiellement par des considérations économiques liées aux coûts de santé et de la perte de productivité qui peuvent découler du travail dangereux⁶²¹. Par ailleurs, nous avons vu que si l'éducation a un impact sur

⁶¹⁵ Bequele et Myers, *supra* note 438 aux pp. 14-15. Voir également Forastieri, *supra* note 243 à la p. 83.

⁶¹⁶ Bequele et Myers, *ibid.* à la p. 15.

⁶¹⁷ *Ibid.*

⁶¹⁸ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 42.

⁶¹⁹ Voir par exemple Victoria Rialp, *Children and Hazardous Work in the Philippines*, ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT, 1993, aux pp. 5-6. Elle souligne que les protestations du public philippin contre la prostitution et la pêche Muro-ami par les enfants découlent d'inquiétudes qui ne sont pas toujours liées à la protection des enfants *per se*. Par exemple, on souhaite protéger l'image du pays à l'étranger, préserver la moralité publique (en ce qui concerne la prostitution) et protéger les ressources naturelles (en ce qui concerne la pêche muro-ami).

⁶²⁰ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 5. Voir également Bachman, *supra* note 91 à la p. 548.

⁶²¹ Anker, *supra* note 602 aux pp. 259-260.

l'amélioration des conditions de vie individuelles, elle favorise également le développement économique. Les avantages économiques à l'abolition du travail des enfants concernent donc tant les individus que la société.

1.2.1 Les conséquences économiques familiales et individuelles

Au niveau familial, le travail des enfants peut avoir un impact positif sur le revenu et la survie⁶²². En effet, il existe clairement un lien entre le travail des enfants et la pauvreté⁶²³. Les enfants des familles pauvres et des milieux ruraux sont le plus susceptibles de devoir travailler⁶²⁴ et, dans le cas des enfants issus d'une famille à faible revenu, d'effectuer un travail dangereux⁶²⁵. D'ailleurs, l'incidence du travail des enfants diminue avec l'augmentation du produit intérieur brut par habitant⁶²⁶. Néanmoins, entre pays de pauvreté comparable, la proportion d'enfants qui travaillent peut être très différente⁶²⁷.

Selon Basu et Van la richesse familiale est déterminante. À preuve, même dans les pays très pauvres, les enfants de familles riches travaillent rarement⁶²⁸. Quant aux familles défavorisées, le travail des enfants permet de mieux gérer les risques de diminution de revenu et de minimiser les risques d'une perte potentielle d'emploi d'un membre de la famille ou de perte des récoltes⁶²⁹. Le travail des enfants constitue donc une stratégie d'auto-assurance⁶³⁰. Ainsi, plus le revenu familial varie, plus la présence en classe diminue⁶³¹. L'abolition du travail des enfants dans un tel contexte met la survie de la

⁶²² *Ibid.* à la p. 262.

⁶²³ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 53, au para. 156.

⁶²⁴ UNICEF, *Progrès pour les enfants : un monde digne des enfants, bilan statistique*, n° 6, New York, UNICEF, 2007, à la p. 43.

⁶²⁵ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 19.

⁶²⁶ BIT, *La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 95^e sess., Genève, BIT (2006) à la p. 11, au par. 36 [BIT, *La fin du travail des enfants*]. Voir également Bachman, *supra* note 91 à la p. 561.

⁶²⁷ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 aux pp. 18-19. Voir également Anker qui souligne que le besoin de la famille d'un revenu additionnel pour survivre n'explique pas pourquoi l'incidence du travail des enfants varie entre les familles pauvres d'une communauté, entre les communautés pauvres d'un pays et entre les pays pauvres (Anker, *supra* note 602 à la p. 257).

⁶²⁸ Kaushik Basu et Pham Hoang Van, « The Economics of Child Labor » (1998) 88 *The American Economic Review* 412 à la p. 415.

⁶²⁹ Grootaert et Kanbur, *supra* note 95 à la p. 194.

⁶³⁰ *Ibid.*

⁶³¹ *Ibid.*

famille en péril⁶³². Le travail des enfants sert aussi « d'assurance sociale » en cas de maladie d'un membre de la famille et de vieillesse d'un parent⁶³³.

On estime que dans les ménages pauvres, les revenus gagnés par les enfants peuvent représenter de 20 à 25 % du revenu familial⁶³⁴. Le travail de l'enfant peut donc avoir un impact positif sur les ressources disponibles pour la famille lorsqu'il s'agit d'un supplément de revenu⁶³⁵. Mais ce n'est pas le cas si son travail est un substitut au travail des parents⁶³⁶. Dans ce dernier cas, le travail de l'enfant a des conséquences négatives sur la famille puisque que généralement les enfants ne reçoivent pas un « *living wage* »⁶³⁷, c'est-à-dire une rémunération qui permet de satisfaire les besoins de base tels que la nourriture, le logement et les soins de santé⁶³⁸. En outre, comme nous le verrons plus loin, le travail des enfants a un effet négatif sur les salaires en général. En conséquence, la contribution des enfants au revenu familial n'augmenterait pas ce dernier de façon significative puisque les enfants remplacent des adultes qui auraient gagné un salaire supérieur⁶³⁹.

Par ailleurs, même lorsque le travail des enfants contribue à l'augmentation des ressources familiales, l'UNICEF estime que ce bénéfice « est obtenu aux dépens d'une perte incalculable à long terme. »⁶⁴⁰ Cette perte peut être de nature économique. Nous avons déjà vu que l'éducation a un impact positif sur le salaire des individus. L'enfant qui travaille risque de perdre ce bénéfice économique. S'il ne peut pas aller à l'école et apprendre un métier, il est condamné à la pauvreté⁶⁴¹. Ses carences au niveau de l'éducation feront non seulement en sorte que l'enfant sera plus susceptible d'avoir un travail moins rémunéré, mais aussi un travail plus précaire et dans l'économie

⁶³² *Ibid.*

⁶³³ Humbert, *supra* note 64 à la p. 26.

⁶³⁴ BIT, *L'intolérable en point de mire*, *supra* note 233 à la p. 18; BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 57, au para. 169.

⁶³⁵ Guarcello, Lyon et Rosati, *supra* note 432 aux pp. 6-7, au para. 20.

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ Bullard, *supra* note 519 à la p. 154. Elle écrit ce qui suit : « *However unreliable may be the comparison of foreign wages to U.S. dollars, that unreliability cannot undermine the evidence that virtually all child laborers are not paid a living wage* ».

⁶³⁸ Bachman, *supra* note 91 à la p. 565. Il indique que bien qu'il n'existe pas de définition standard de ce qui constitue un « *living wage* », « *a rule of thumb is that wages should cover basic life needs, such as food, shelter and health care* ».

⁶³⁹ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 145.

⁶⁴⁰ UNICEF, *La situation des enfants 1997*, *supra* note 320 à la p. 29.

⁶⁴¹ Mendelievich, *supra* note 1 à la p. 6.

informelle⁶⁴². En faisant partie de la main-d'œuvre moins qualifiée, il sera aussi plus vulnérable aux cycles économiques⁶⁴³.

Ainsi, même lorsque le travail des enfants rapporte des bénéfices à court terme pour l'enfant et sa famille, le manque à gagner découlant de l'absence d'éducation peut condamner l'enfant à une vie misérable une fois adulte. Le travail des enfants a également des effets négatifs pour la société.

1.2.2 Le marché du travail et le développement économique

Au niveau de la société, le travail des enfants a un impact négatif sur le développement et la croissance économiques, ainsi que sur le marché du travail puisqu'il a pour effets de réduire le salaire des adultes et d'augmenter le taux de chômage de ces derniers⁶⁴⁴. Ces effets touchent particulièrement les adultes les moins scolarisés et les moins qualifiés puisque ce sont eux qui sont les plus susceptibles d'être remplacés par les enfants qui offrent essentiellement une main-d'œuvre non qualifiée⁶⁴⁵. Dans ce contexte, Stevenson conclut que même si l'enfant qui travaille peut, d'une certaine manière, aider sa famille, l'effet global sur la société est négatif puisque le niveau de chômage chez les adultes augmente, les inégalités de revenus et de bien-être sont plus grandes et le salaire moyen pour les adultes diminue⁶⁴⁶. Ainsi, le travail des enfants nuit économiquement à la société⁶⁴⁷. Les normes du travail qui fixent un âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail visent donc à protéger les enfants mais aussi à « assurer le bon fonctionnement du marché du travail des adultes par souci d'efficience. »⁶⁴⁸ En plus, compte tenu de ses conséquences négatives sur le développement économique, l'exploitation du travail des enfants maintient les pays en développement dans une position économique perpétuellement désavantageuse par rapport aux pays développés⁶⁴⁹.

⁶⁴² UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* note 101 à la p. 51, au para. 107-108.

⁶⁴³ *Ibid.* à la p. 52, par. 109.

⁶⁴⁴ Anker, *supra* note 602 aux pp. 262-263. Anker croit toutefois possible que certains travaux non rémunérés effectués pour la famille pourraient ne pas avoir un grand impact négatif sur les marchés du travail.

⁶⁴⁵ *Ibid.* à la p. 263.

⁶⁴⁶ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 136.

⁶⁴⁷ *Ibid.* à la p. 145.

⁶⁴⁸ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 7, au para. 18.

⁶⁴⁹ Stevenson, *supra* note 86 à la p. 142.

Au contraire, l'élimination du travail des enfants combinée à une amélioration de la qualité de l'éducation favorisent l'augmentation des revenus et le développement économique⁶⁵⁰. Toutefois, plus d'informations sont requises quant à l'ampleur de ces effets à court et à long termes par rapport à différentes formes de travail des enfants et dans différents contextes macroéconomiques⁶⁵¹. Quand les enfants vont à l'école plutôt qu'au travail, ils font l'acquisition de l'instruction et des compétences nécessaires pour pouvoir éventuellement contribuer à la croissance économique et à la prospérité de leur pays en tant qu'adultes⁶⁵². Ainsi, selon le BIT, le nombre et le pourcentage national d'enfants qui travaillent devraient constituer des « indicateurs clés » du développement économique et social⁶⁵³.

L'IPEC a mené la première étude sur les coûts et les bénéfices économiques de l'élimination du travail des enfants dans les pays en développement et en transition. Cette étude conclut que le retrait des enfants du marché du travail et l'universalisation de l'éducation au niveau primaire et au premier cycle du secondaire « devraient dégager d'énormes bénéfices économiques »⁶⁵⁴. Selon les résultats estimatifs de l'étude, ces bénéfices excèdent les coûts qu'engendrerait l'élimination du travail des enfants dans un rapport de 6,7 pour 1⁶⁵⁵. Le principal avantage économique de l'élimination du travail des enfants serait une capacité de production accrue en raison du meilleur niveau d'instruction d'une génération de travailleurs⁶⁵⁶. Toutefois, l'avantage économique lié à une meilleure éducation dépend aussi de l'efficacité et de la stabilité des institutions, de la création de nouvelles entreprises qui mettent à profit un niveau d'éducation supérieur du capital humain et des politiques économiques visant la croissance et le développement⁶⁵⁷. Puisque ces facteurs sont difficiles à prédire, l'IPEC a plutôt tenu compte du lien entre l'éducation et le revenu des individus, soit le fait qu'en moyenne, chaque année supplémentaire d'éducation se traduit par une augmentation des revenus annuels futurs de 11 %⁶⁵⁸.

⁶⁵⁰ Anker, *supra* note 602 aux pp. 263-264.

⁶⁵¹ *Ibid.* à la p. 264.

⁶⁵² BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 1, au para. 2.

⁶⁵³ *Ibid.* à la p. 22, au para. 63.

⁶⁵⁴ BIT, *Investir dans chaque enfant*, *supra* note 182 aux pp. 5, 91.

⁶⁵⁵ *Ibid.* à la p. 5.

⁶⁵⁶ *Ibid.* à la p. 13.

⁶⁵⁷ *Ibid.*

⁶⁵⁸ *Ibid.* aux pp. 13, 77.

Un autre avantage économique important résulterait de l'élimination des pires formes de travail des enfants. En effet, bien que les bénéfices de celle-ci seraient principalement de nature humanitaire, l'IPEC estime aussi que l'amélioration de la santé qui en découlerait offrirait des gains économiques « tangibles »⁶⁵⁹. Ces gains sont tout de même difficiles à estimer en l'absence de données systématiques relatives à l'impact du travail dangeureux sur la santé des enfants⁶⁶⁰. Par ailleurs, si l'on suppose que l'élimination du travail des enfants s'accompagne d'une augmentation de l'éducation, la santé devrait s'améliorer parce que les personnes plus instruites ont un meilleur état de santé, elles « maîtrisent davantage leur situation économique, et en tant que parents ils sont plus à même de protéger la santé de leurs enfants. »⁶⁶¹

L'IPEC souligne que le degré de précision des chiffres présentés dans son rapport est fonction d'un grand nombre d'incertitudes quant à la mesure des différentes composantes du calcul des bénéfices économiques nets⁶⁶². Toutefois, l'écart entre les coûts et bénéfices est si important que le résultat fondamental ne changerait pas malgré des ajustements raisonnables de la méthodologie⁶⁶³. C'est dire que l'abolition du travail des enfants, qui est motivée principalement par des arguments humanitaires, se justifie également sur le plan économique⁶⁶⁴.

Nous avons fait mention des conséquences négatives du travail des enfants pour les économies nationales qui font appel à cette main-d'œuvre. Mais le travail des enfants peut aussi avoir des conséquences négatives pour les autres pays. On évoque en effet la question de la concurrence déloyale que procure le travail des enfants et de l'inefficacité qu'il induit dans le système de commerce international.

1.2.3 La concurrence déloyale et l'efficacité du commerce international

Le travail des enfants n'a pas seulement des effets néfastes pour les économies où son incidence est élevée, mais aussi pour les pays où le travail des enfants est prohibé. Ehrenberg soutient en effet que la violation des normes relatives au travail des enfants

⁶⁵⁹ *Ibid.* à la p. 14.

⁶⁶⁰ *Ibid.* à la p. 101.

⁶⁶¹ *Ibid.* à la p. 82.

⁶⁶² *Ibid.* à la p. 5.

⁶⁶³ *Ibid.* aux pp 5 et 28.

⁶⁶⁴ *Ibid.* à la p. 28.

doit être considérée comme du « *social dumping* » puisque l'État permet ainsi que des produits soient exportés et vendus à un prix inférieur au prix normal étant donné que leur coût est « artificiellement » réduit en raison de l'exploitation des enfants⁶⁶⁵. Ceci constitue selon lui un équivalent économique de l'octroi d'une subvention par l'État à ses producteurs de biens⁶⁶⁶. L'omission pour l'État de faire le nécessaire pour faire respecter les normes relatives au travail des enfants lui procure, ainsi qu'aux producteurs de produits exportés, un avantage compétitif injuste par rapport aux pays où ces normes sont appliquées et à ses producteurs⁶⁶⁷. Ceci pourrait également avoir un impact négatif sur les normes du travail des autres pays où les employeurs cherchent à réduire leurs coûts de production pour faire face à la compétition des pays aux plus mauvaises pratiques⁶⁶⁸.

Pour sa part, Garg estime que puisque l'Organisation mondiale du commerce définit la subvention comme une aide directe ou indirecte d'un gouvernement à une entité ou industrie⁶⁶⁹, une aide indirecte qui se traduit en une économie d'argent pour l'exportateur peut constituer une subvention⁶⁷⁰. Ainsi, en omettant de faire appliquer la législation nationale relative au travail des enfants, permettant ainsi l'emploi de main-d'œuvre infantile à bon marché, les gouvernements apportent une aide économique à leurs exportateurs et leur accorderait ainsi une subvention⁶⁷¹.

En outre, le travail des enfants serait économiquement inefficace parce qu'il crée des distorsions de marché⁶⁷². Sans une main-d'œuvre illégale à bon marché, les entreprises employant des enfants ne survivraient pas⁶⁷³. Une application effective des normes relatives au travail des enfants rendrait donc le système de commerce international plus

⁶⁶⁵ Ehrenberg, *supra* note 571 aux pp. 379, 403.

⁶⁶⁶ *Ibid.* à la p. 403.

⁶⁶⁷ *Ibid.* aux pp. 379, 403. Le fait de qualifier l'exploitation des enfants comme un avantage compétitif injuste par rapport aux pays qui ne font pas appel à la main-d'œuvre infantile paraît banaliser une pratique condamnable envers des êtres humains. À ce sujet, voir le commentaire de Stevenson, *supra* note 86 à la p. 144.

⁶⁶⁸ Ehrenberg, *ibid.* à la p. 381.

⁶⁶⁹ *Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, 15 avril 1994, LT/UR/A-1A/9, en ligne : Organisation mondiale du commerce <http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/24-scm.pdf>, art. 1.1a)1).

⁶⁷⁰ Anjli Garg, « A Child Labor Social Clause: Analysis and Proposal for Action » (1998-1999) 31 N.Y.U.J. Int'l L. & Pol. 473 à la p. 523.

⁶⁷¹ *Ibid.*

⁶⁷² *Ibid.* aux pp. 489-490; Ehrenberg, *supra* note 571 aux pp. 380-381.

⁶⁷³ Gard, *ibid.* à la p. 489.

efficace et stimulerait la croissance économique mondiale puisque les travailleurs ne seraient plus obligés de « subventionner » ces entreprises inefficaces⁶⁷⁴. La demande globale augmenterait avec l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs adultes⁶⁷⁵. Ces derniers seraient plus à même de supporter leur famille et les enfants seraient plus susceptibles d'être éduqués et de développer leur potentiel, ce qui aurait éventuellement un impact positif sur la qualité de la main-d'œuvre⁶⁷⁶.

1.3 Conclusion

L'objectif de l'abolition du travail des enfants vise en premier lieu à protéger les enfants des dangers auxquels le travail peut les exposer. On veut protéger la santé physique et mentale ainsi que le développement de l'enfant en favorisant son éducation, le jeu, l'activité physique et autres loisirs. On invoque aussi le fait que l'enfant n'a pas la capacité de prendre les décisions qui le concernent de manière autonome. Ce point de vue est fondé sur la conception protectionniste de l'enfance. À long terme, l'abolition du travail des enfants aurait aussi des effets positifs sur l'amélioration des conditions de vie et la santé de l'enfant parce qu'une fois adulte, il aura un meilleur salaire s'il est instruit. Sa productivité accrue aurait également un impact positif sur le développement économique au niveau national. L'abolition du travail des enfants mettrait également un terme à un avantage compétitif injuste dont bénéficient les pays dans lesquels l'incidence du travail des enfants est élevée par rapport aux pays qui respectent les normes relatives au travail des enfants. Cette concurrence déloyale peut inciter les employeurs des pays respectant les normes relatives au travail des enfants à réduire leur coût de production notamment en réduisant les salaires des travailleurs. En plus, le système de commerce international serait plus efficace en l'absence de main-d'œuvre enfantine.

Mais tel qu'indiqué dans l'introduction de la présente partie, une conception libérationniste de l'enfance a donné naissance à une nouvelle approche du travail des enfants fondée sur l'*empowerment* qui fait la promotion des droits de participation énoncés par la CDE, incluant le droit des enfants d'exprimer leurs opinions, notamment

⁶⁷⁴ Ehrenberg, *supra* note 571 à la p. 380.

⁶⁷⁵ *Ibid.*

⁶⁷⁶ *Ibid.* aux pp. 380-381.

en se regroupant pour faire connaître leur point de vue quant à l'objectif de l'abolition de leur travail et à ce qui est dans leur intérêt supérieur.

2. Les motifs d'opposition à l'approche dominante

Abernethie souligne la grande influence du discours sur les droits humains sur notre définition du travail des enfants et sur notre réaction à cet égard⁶⁷⁷. Selon elle, cela a donné naissance à une certaine « vérité » selon laquelle le travail des enfants constitue une violation des droits de l'enfant et représente « *a particular form of evil to be eliminated.* »⁶⁷⁸. Ceci fait en sorte que l'enfant est placé dans une situation de dépendance par rapport aux adultes. L'approche abolitionniste présume que ces derniers seront présents et capables de veiller à répondre aux divers besoins de l'enfant. Or, bon nombre d'enfants ne sont pas en mesure de se procurer ce dont ils ont besoin s'ils ne peuvent pas travailler et ne peuvent bénéficier de l'aide de la communauté, de l'État ou de la communauté internationale.

Les libérationnistes font la promotion de l'autodétermination des enfants et ils militent en faveur de la reconnaissance de leur capacité de prendre des décisions autonomes quant aux questions qui les concernent⁶⁷⁹. C'est sur cette conception de l'enfance que se fonde l'approche du travail des enfants fondée sur l'*empowerment*. Cette approche accorde beaucoup d'importance aux droits de participation de l'enfant qui sont énoncés dans la CDE, incluant le droit de l'enfant d'exprimer son opinion sur toute question qui le concerne. Nous verrons que ce droit de participation peut aussi s'exercer collectivement. À cet égard, nous présenterons les revendications des enfants et adolescents travailleurs qui se regroupent aux niveaux local, national, régional et international. Leur revendication qui porte le plus à controverse est sans nul doute la reconnaissance pour eux du droit au travail. Dans ce contexte, nous examinerons quelles sont les fonctions du travail puis nous analyserons les normes internationales relatives au droit au travail afin de voir dans quelle mesure elles s'appliquent aux enfants. Ensuite, nous verrons quelques critiques concernant l'absence de rationalité des choix de l'OIT quant à la négation de la possibilité de gain monétaire pour certains enfants et quant aux limites

⁶⁷⁷ Abernethie, *supra* note 49 à la p. 83.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ *Ibid.* aux pp. 90 et 106. Voir également Hobbs, McKechnie et Lavalette, *supra* note 52 à la p. 4.

fixées. Finalement, nous aborderons la question de l'intérêt supérieur de l'enfant compte tenu du fait que plusieurs des droits fondamentaux de ce dernier, notamment son droit à un niveau de vie suffisant et son droit de jouir du meilleur état de santé possible, peuvent dépendre de la possibilité pour lui de gagner sa vie par le travail.

Précisons tout de suite que les auteurs qui remettent en question l'approche abolitionniste ne défendent pas le droit des enfants d'effectuer un travail dangereux et autres activités se qualifiant parmi les pires formes de travail des enfants⁶⁸⁰. Nous verrons que les enfants et jeunes travailleurs eux-mêmes soulignent le caractère criminel de l'utilisation des enfants dans des activités comme la prostitution et le trafic de drogues. Ainsi, lorsqu'il sera question de l'intérêt supérieur de certains enfants d'avoir le droit de travailler, il ne sera en aucun cas question de défendre les pires formes de travail des enfants au sens de la Convention n° 182.

2.1 L'*empowerment* : l'enfant acteur social

Selon une approche du travail des enfants relativement récente, celle de l'*empowerment*, l'enfant est un sujet actif ou un agent de changement⁶⁸¹. Cette approche insiste sur la promotion de l'organisation des enfants travailleurs par eux-mêmes⁶⁸². Il s'agit de donner du pouvoir (*to empower*) aux enfants au travail et dans la société et de lutter contre leur exploitation, notamment par l'adoption de mesures de protection, plutôt que de les exclure du marché du travail⁶⁸³. Cette approche est elle-même fondée sur une approche émergente des sciences sociales selon laquelle le travail des enfants n'est pas négatif en soi⁶⁸⁴. On considère que l'enfant est un acteur social capable d'effectuer un travail acceptable socialement⁶⁸⁵. L'enfant est un être qui « est » et non un être « en devenir »⁶⁸⁶.

⁶⁸⁰ Voir par exemple Karl Hanson et Arne Vandaele, « Working Children and International Labour Law: A Critical Analysis » (2003-2004) 11 Int'l J. Child. Rts. 73 à la p. 87 et Ben White, « Globalization and the Child Labour Problem » (1996) 8 Journal of International Development 829 aux pp. 836-837 [White, « Globalization »].

⁶⁸¹ Hanson et Vandaele, *ibid.* à la p. 78.

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ White, « Globalization », *supra* note 680 aux pp. 834-835.

⁶⁸⁴ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 à la p. 78.

⁶⁸⁵ *Ibid.*

⁶⁸⁶ *Ibid.*

Nous verrons que le discours des organisations d'enfants et adolescents travailleurs est caractérisé par ce paradigme de l'enfant acteur social⁶⁸⁷. En effet, ces organisations réclament le droit à un travail digne et de participer au débat relatif au travail des enfants. Ceci renvoie à la nécessité d'une pleine reconnaissance de l'enfant comme sujet de droit et participant dans la société⁶⁸⁸. Affirmer que l'enfant est un sujet social c'est mettre, selon Liebel, l'emphasis sur : « *the ability of the children as individuals and of the organizations created and maintained by them to play an independant role in life and society, based on their own judgement and capacity to act.* »⁶⁸⁹. On ne nie pas de ce fait le besoin de protection des enfants dans certaines circonstances⁶⁹⁰. On souligne plutôt que la protection dont ils ont besoin ne doit pas être accordé « *at the cost of their right to power-sharing and participation* »⁶⁹¹.

De son côté, Miljeteig estime qu'agir dans l'esprit de la CDE signifie « *to comply with the basic assumption that children and young persons are to be understood as subjects rather than objects.* »⁶⁹² De même, White estime que la reconnaissance des enfants comme sujets sociaux est implicite dans la CDE qui énonce non seulement des droits de protection et de prestations pour l'enfant, mais aussi des droits de participation⁶⁹³. Il insiste sur le besoin de considérer les enfants « *as "people in their own right"* » et non comme des personnes partielles, sans compétence, en période de transition vers le monde adulte⁶⁹⁴. Il faut considérer les enfants comme des membres de la communauté, ayant des droits et obligations et ayant des relations avec les adultes caractérisées par des degrés divers de subordination⁶⁹⁵. Le fait de reconnaître l'enfant comme un acteur social nécessite de lui accorder la possibilité de jouer un rôle actif dans la société et surtout d'avoir son mot à dire quant aux décisions qui auront un impact sur sa vie.

⁶⁸⁷ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 462.

⁶⁸⁸ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 à la p. 78.

⁶⁸⁹ Manfred Liebel, *A Will of Their Own: Cross-Cultural Perspectives on Working Children*, London, Zed Books, 2004 à la p. 22.

⁶⁹⁰ *Ibid.* à la p. 25.

⁶⁹¹ *Ibid.*

⁶⁹² Per Miljeteig, *Creating Partnerships with Working Children and Youth*, Social Discussion Paper Series, n° 0021, Washington D.C., Banque mondiale, 2000 à la p. 26.

⁶⁹³ White, « Social Science View », *supra* note 86 à la p. 15. La CDE est souvent désignée par les trois « P » pour protection, prestations et participation. Les droits de protection découlent de la vulnérabilité de l'enfant alors que les droits de prestations découlent de la dépendance de l'enfant par rapport aux adultes (Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 7, au para. 18 et n. 4).

⁶⁹⁴ White, « Social Science View », *ibid.* à la p. 15.

⁶⁹⁵ *Ibid.*

2.1.1 Les droits de participation

Il n'est pas question de droits de participation à proprement parler dans la CDE. Sous le « parapluie » de cette expression on regroupe plusieurs droits de l'enfant dont celui d'exprimer son opinion sur toute question l'intéressant (article 12), ses droits à la liberté d'expression (article 13), de pensée, de conscience et de religion (article 14), d'association et de réunion pacifique (article 15), d'accès à l'information (article 17) et de participer à la vie culturel et artistique (article 31)⁶⁹⁶.

Les droits de participation de l'enfant nécessitent de nouvelles approches lors des prises de décisions le concernant, car la CDE ne confine pas les enfants dans un rôle passif de bénéficiaires de droits⁶⁹⁷. Au contraire, elle indique que les enfants doivent avoir l'opportunité d'être des contributeurs actifs aux activités qui sont entreprises en leur faveur⁶⁹⁸. Elle reconnaît la place qu'occupent les enfants dans la société civile et leur accorde la possibilité d'échanger des idées avec les autres acteurs sociaux⁶⁹⁹. Le concept de participation exclut que l'implication des enfants puisse constituer une mesure que l'on observe de manière ponctuelle seulement⁷⁰⁰. Selon le Comité des droits de l'enfant, cette implication doit marquer « le point de départ d'un échange étroit entre les enfants et les adultes sur l'élaboration des politiques, des programmes et des mesures dans tous les contextes pertinents de la vie des enfants. »⁷⁰¹ De son côté, l'organisation non gouvernementale Save the Children décrit la participation comme suit :

« Participation is about having the opportunity to express a view, influencing decision-making and achieving change. Children's participation is an informed and willing involvement of all children, including the most marginalised and those of different ages and abilities, in any matter concerning them either directly or indirectly. »⁷⁰²

⁶⁹⁶ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde : célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant*, New York, UNICEF, 2009 aux pp. 5, 15 [UNICEF, *Célébrer les 20 ans de la CDE*]; Maggie Black, *Opening Minds, Opening Up Opportunities, Children's Participation in Action for Working Children*, Londres, International Save the Children Alliance, 2004, aux pp. 5, 11.

⁶⁹⁷ Black, *ibid.* à la p. 7.

⁶⁹⁸ *Ibid.* L'auteur souligne qu'il s'est développé « a mistaken perception that child participation implies children taking over duties and responsibilities fittingly performed by adults. » (*ibid.* à la p. 11).

⁶⁹⁹ *Ibid.* à la p. 5.

⁷⁰⁰ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 6, au para. 13.

⁷⁰¹ *Ibid.*

⁷⁰² Save the Children, *Practice Standards in Children's Participation*, Londres, International Save the Children Alliance, 2005, à la p. 5 [Save the Children, *Practice Standards*].

Les droits de participation sont donc essentiels à l'*empowerment* des enfants⁷⁰³. Ils offrent la possibilité aux enfants d'influencer les décisions et politiques concernant l'exercice et la réalisation de leurs droits⁷⁰⁴. Ainsi, la CDE appuie la position selon laquelle il faut tenir compte du point de vue des enfants dans le débat sur le travail des enfants⁷⁰⁵. La participation des enfants peut prendre différentes formes mais la clef de voûte de leur implication dans les processus de décisions est leur droit d'exprimer leur opinion sur toute question les intéressant⁷⁰⁶.

2.1.1.1 Le droit de l'enfant d'exprimer son opinion

Les normes législatives et réglementaires sont habituellement établies sans la contribution des enfants⁷⁰⁷. Cette absence d'implication des enfants dans l'élaboration des règles visant leur protection constitue un problème important selon les libérationnistes⁷⁰⁸. Mais depuis l'adoption de la CDE, les enfants devraient avoir l'opportunité de jouer un rôle dans le processus de décision lorsque les normes à adopter auront un impact sur leur vie. L'article 12 de la CDE énonce en effet le droit de l'enfant capable de discernement « d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant »⁷⁰⁹. Cette disposition concerne le statut juridique et social de l'enfant qui, même s'il n'est pas complètement autonome, est un sujet de droits⁷¹⁰. Le droit énoncé à

⁷⁰³ Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 137.

⁷⁰⁴ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 aux pp. 82-83.

⁷⁰⁵ *Ibid.* à la p. 80.

⁷⁰⁶ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 19, au para. 86.

⁷⁰⁷ Abernethie, *supra* note 49 à la p. 108.

⁷⁰⁸ *Ibid.*

⁷⁰⁹ Le Comité des droits de l'enfant souligne que cette condition doit être « entendu au sens large » (Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 9, au para. 26). Dans les premières versions du projet de CDE, l'article 12 (à l'époque l'article 7) précisait que l'enfant avait le droit « de faire entendre son avis sur les questions qui le concernent personnellement, et notamment sur celles qui ont trait au mariage, au choix d'une profession, aux soins médicaux, à l'éducation et aux loisirs » (Voir notamment Commission des droits de l'Homme, *Note verbale*, *supra* note 331 à la p. 3). Mais la plupart des délégations estimaient que les sujets sur lesquels l'enfant devait pouvoir s'exprimer ne devaient pas être limités par une liste (Detrick, *supra* note 303 à la p. 225), bien que cette liste n'était pas limitative compte tenu de l'emploi du mot « en particulier ».

⁷¹⁰ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *ibid.* à la p. 4, au para. 1. Cette observation fait suite à la journée de débat général sur le droit de l'enfant d'être entendu en 2006 (*ibid.*, à la p. 5, au para. 4). Le Comité des droits de l'enfant avait déjà souligné que l'article 12 « renforce le statut du jeune enfant en tant que participant actif à la promotion, la protection et la surveillance de ses droits » (Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 7 (2005) : Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*, 40^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/7/Rev.1 (2006) à la p. 7, au para. 14 [Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 7*]).

l'article 12 est un des quatre principes généraux de la CDE⁷¹¹. Il doit donc être pris en considération dans l'interprétation et l'application des autres droits énoncés dans la convention⁷¹². Il s'agit d'un droit individuel mais aussi d'un droit collectif⁷¹³. Il renforce le statut de l'enfant comme « participant actif à la promotion, la protection et la surveillance de ses droits. »⁷¹⁴ Il s'applique à tous les enfants, mêmes les plus jeunes⁷¹⁵.

Ce droit de l'enfant « d'être entendu »⁷¹⁶ va au-delà de la simple expression d'opinions puisque celles-ci doivent être « dûment prises en considération »⁷¹⁷. Il ne suffit donc pas d'écouter l'enfant⁷¹⁸. Le retour d'information est essentiel afin de s'assurer que l'opinion de l'enfant a été prise au sérieux⁷¹⁹. Ainsi, le Comité des droits de l'enfant estime que le décideur doit informer l'enfant du résultat du processus décisionnel et lui expliquer comment son opinion a été considérée⁷²⁰. C'est dire que l'implication des enfants doit aller au-delà d'une participation symbolique⁷²¹.

La prise en compte de l'opinion exprimée par l'enfant dépend de deux critères : l'âge et le degré de maturité de l'enfant. Ces critères sont d'égale importance⁷²². Un enfant peut en effet être plus mature que ce qui est habituel pour son âge⁷²³. L'inclusion de ces deux critères fait en sorte que l'État n'a pas la discrétion de décider quand il peut considérer ou non l'opinion de l'enfant⁷²⁴. L'État a l'obligation d'évaluer la capacité de l'enfant à former une opinion « de manière autonome » et il doit présumer que l'enfant a cette

⁷¹¹ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *ibid.* à la p. 4, para. 2. Les trois autres principes sont la non-discrimination, le droit à la vie et au développement et celui de l'intérêt supérieur de l'enfant (*ibid.*).

⁷¹² *Ibid.*

⁷¹³ *Ibid.* à la p. 6, para. 9 et suiv.

⁷¹⁴ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale N° 7*, *supra* note 710 à la p. 7, au para. 14.

⁷¹⁵ *Ibid.*

⁷¹⁶ Tel est le titre de l'*Observation générale n° 12* du Comité des droits de l'enfant au sujet du droit énoncé à l'article 12 (*supra* note 611).

⁷¹⁷ CDE, *supra* note 65, art. 12(1). Les premières versions du projet de CDE ne précisait pas que les opinions de l'enfant devaient être « dûment prises en considération ». Voir notamment Commission des droits de l'Homme, *Note verbale*, *supra* note 331 à la p. 3. La modification proposée par le représentant de l'Australie a été adoptée en 1981 par le Groupe de travail sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant (Detrick, *supra* note 303 à la p. 224).

⁷¹⁸ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 9, au para. 28.

⁷¹⁹ *Ibid.* à la p. 12, au para. 45.

⁷²⁰ *Ibid.*

⁷²¹ *Ibid.* à la p. 27, para. 132.

⁷²² Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 136.

⁷²³ *Ibid.* aux pp. 136-137.

⁷²⁴ *Ibid.* à la p. 136.

capacité⁷²⁵. Comme le degré de compréhension n'est pas le même pour chaque enfant d'un même âge, l'évaluation doit être faite au cas par cas⁷²⁶. La réalisation du droit de l'enfant d'exprimer son opinion suppose qu'il a préalablement été informé des questions examinées, des choix possibles pour lui, des décisions qui pourraient être prises et des conséquences qu'elles impliqueraient⁷²⁷. Les États doivent s'assurer que l'enfant obtienne les informations et les conseils nécessaires pour qu'il puisse prendre une décision qui soit dans son intérêt supérieur⁷²⁸.

Selon Van Bueren, l'article 12 de la CDE a un grand potentiel eu égard à l'amélioration de la protection des droits de l'enfant puisqu'il prévoit une obligation pour l'État d'impliquer les enfants, si ces derniers le désirent, quand des sujets qui les affectent sont en cause⁷²⁹. Ainsi, l'article 12 « *is an attempt to persuade states to adopt and adapt decision-making process so that they are accessible to the child.* »⁷³⁰ Ce changement sous-entend le rejet des perceptions selon lesquelles les enfants sont des « *partly formed human beings* » et l'acceptation des enfants comme des individus capables de rationalité comme les adultes⁷³¹. Mais afin que l'exercice du droit énoncé à l'article 12 de la CDE puisse se réaliser, il faut d'abord respecter certaines conditions.

2.1.1.2 Les conditions préalables à l'exercice du droit d'être entendu

Le droit de l'enfant à la liberté d'expression (article 13 de la CDE) et son droit à l'information (article 17 de la CDE) « définissent les conditions préalables essentielles à l'exercice effectif » de son droit d'exprimer son opinion quant à toute question l'intéressant (article 12 de la CDE)⁷³². Le droit à la liberté d'expression comprend non seulement le droit pour l'enfant d'exprimer ses opinions mais également « la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce » par quelque moyen que soit choisi par l'enfant⁷³³. L'exercice de ce droit ne peut être soumis à des restrictions par l'État que dans la mesure prévue par la loi pour le respect

⁷²⁵ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 7, au para. 20.

⁷²⁶ *Ibid.* à la p. 9, au para. 29.

⁷²⁷ *Ibid.* au para. 25.

⁷²⁸ *Ibid.* à la p. 7, au para. 16.

⁷²⁹ Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 137.

⁷³⁰ *Ibid.*

⁷³¹ *Ibid.*

⁷³² Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 17, au para. 80.

⁷³³ CDE, *supra* note 65, art. 13(1).

des droits et de la réputation d'autrui ainsi que pour sauvegarder la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques⁷³⁴. Le droit de l'enfant à l'information prévu à l'article 17 de la CDE est également essentiel à l'exercice de son droit d'exprimer ses opinions quant à toute question l'intéressant, car il doit disposer des informations adéquates afin de prendre des décisions éclairées. Ces informations doivent être exhaustives et accessibles, donc adaptées à l'âge et aux capacités des enfants⁷³⁵. Elles portent notamment sur leurs droits, les politiques et la législation nationales ainsi que sur les services offerts localement⁷³⁶.

Évidemment, les enfants travailleurs bénéficient des droits de participation dont nous avons fait mention. Ils devraient donc être impliqués dans les processus de décisions concernant le travail des enfants.

2.1.2 La participation des enfants travailleurs

Compte tenu du droit de l'enfant d'exprimer son opinion concernant les questions l'intéressant et qu'il en soit tenu compte dans les décisions qui sont prises à cet égard, les enfants et adolescents travailleurs devraient avoir leur place dans les processus de décisions relatifs au travail des enfants. Et ce ne sont pas que les enfants qui ont atteint l'âge minimum requis pour l'admission à un emploi ou un travail qui ont le droit de se faire entendre. En effet, dans son Observation générale n° 12 sur le droit de l'enfant d'être entendu, le Comité des droits de l'enfant précise que les enfants qui travaillent alors qu'ils n'ont pas l'âge minimum requis par la législation nationale et par les Conventions n°s 138 et 182 doivent être entendus « afin qu'ils puissent donner leur avis sur la situation et sur leur intérêt supérieur. »⁷³⁷ Le Comité ajoute que « [l]es enfants et, le cas échéant, les représentants d'associations d'enfants qui travaillent devraient également être entendus lors de l'élaboration de lois relatives au travail ou de l'examen et de l'évaluation de l'application des lois. »⁷³⁸ Ainsi, même si la Convention n° 138 ne prévoit rien quant à la participation des enfants travailleurs, puisqu'elle a été adoptée

⁷³⁴ *Ibid.* art. 13(2).

⁷³⁵ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12 (2009)*, *supra* note 611 à la p. 18, au para. 82 et à la p. 27, au para. 134.

⁷³⁶ *Ibid.* à la p. 18, au para. 82.

⁷³⁷ *Ibid.* à la p. 23, au para. 116.

⁷³⁸ *Ibid.* à la p. 24, au para. 117.

longtemps avant la CDE, le Comité des droits de l'enfant confirme que les enfants dont on veut éliminer le travail doivent être entendus à ce sujet et quant à savoir où se situe leur intérêt supérieur.

En ce qui a trait à la Convention n° 182, puisqu'elle a été adoptée après la CDE et que les droits de participation que cette dernière énonce étaient à la connaissance des membres de la CIT, on se serait attendu à ce qu'elle accorde une place aux enfants dans les processus décisionnels. Pourtant, elle ne prévoit aucune obligation pour les États d'impliquer les enfants travailleurs dans le processus national de détermination des travaux dangereux. Ces derniers doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétente après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées⁷³⁹. La liste des travaux dangereux ainsi établie doit également être périodiquement examinée et révisée, au besoin, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs⁷⁴⁰. Même si les mots « organisations de travailleurs intéressées » peuvent en principe englober les organisations d'enfants travailleurs, ce n'est pas l'interprétation qui semble avoir été envisagée quand on tient compte des discussions relatives au projet de convention.

En effet, au cours des travaux préparatoires, on a suggéré que les enfants, « en particulier ceux qui travaillent », soient consultés pour la détermination des travaux dangereux au niveau national⁷⁴¹. Lors de la première discussion, la représentante des ONG d'Europe a rappelé que le travail des enfants était plus répandu dans les secteurs non organisés et non structurés, et que pour cette raison, les ONG et les autres organismes de la société civile, incluant les organisations d'enfants, devraient être consultés pour la détermination des pires formes de travail des enfants, puisqu'ils connaissent précisément la situation dans ces secteurs de l'économie⁷⁴². Certains membres gouvernementaux ont aussi proposé d'ajouter « d'autres groupes intéressés » parmi les organisations devant être consultées pour déterminer les types de travail

⁷³⁹ *Convention n° 182, supra* note 69, art. 4(1).

⁷⁴⁰ *Ibid.*, art. 4(3).

⁷⁴¹ BIT, rapport VI(2) 1998, *supra* note 78 à la p. 60 (observation de l'Australie).

⁷⁴² BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants 1998, supra* note 77 à la p. 19/20, au para. 68.

visés⁷⁴³. Mais les membres travailleurs et employeurs, ainsi que quelques membres gouvernementaux, se sont fortement opposés à la proposition et à cet égard on a invoqué l'importance de la nature tripartite de l'OIT⁷⁴⁴.

Au final, aux termes de la Convention n° 182, les vues des enfants et organisations d'enfants travailleurs pourraient, au mieux, être prises « en considération » dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants à titre « d'autres groupes intéressés »⁷⁴⁵. En effet, bien que cette expression ne soit pas définie par la convention ni par la recommandation, il semble qu'elle puisse viser, entre autres, les associations d'enfants⁷⁴⁶. Quant à la Recommandation n° 190, instrument non contraignant, elle fait mention spécifiquement de la prise « en considération » des vues « des enfants directement affectés par les pires formes de travail des enfants », de leur famille et « d'autres groupes intéressés acquis aux objectifs de la convention et de la présente recommandation » dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action nationaux⁷⁴⁷.

Les enfants et organisations d'enfants travailleurs n'ont donc aucun rôle à jouer dans le processus de détermination des travaux dangereux au niveau national alors qu'il s'agit clairement d'une question qui les intéresse, pour reprendre les termes de l'article 12 de la CDE, et sur laquelle ils devraient pouvoir exprimer leur opinion. Comme le souligne Invernizzi, les décisions fondamentales sont prises « en amont »⁷⁴⁸. La participation des enfants ne semble donc pas être une priorité pour l'OIT⁷⁴⁹. Mais même si la Convention n° 182 ne prévoit pas elle-même l'implication des enfants dans le processus de détermination des travaux dangereux, il n'en demeure pas moins que les États ont une telle obligation en vertu de la CDE. Il en est évidemment de même dans le cas du

⁷⁴³ *Ibid.* à la p. 19/48, au para. 180. Notamment les membres gouvernementaux de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, et de la Turquie.

⁷⁴⁴ *Ibid.* L'OIT est une organisation de nature tripartite parce que les membres de la CIT sont représentés par des délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs (*Constitution de l'OIT*, *supra* note 114, art. 3).

⁷⁴⁵ *Convention n° 182*, *supra* note 69, art. 6.

⁷⁴⁶ Caron, *supra* note 399 à la p. 198.

⁷⁴⁷ *Recommandation n° 190*, *supra* note 412, par. 2.

⁷⁴⁸ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 468.

⁷⁴⁹ *Ibid.*

processus de détermination des travaux dangereux pour les fins de la Convention n° 138. Le respect des droits de participation de l'enfant, entre autres par l'OIT, fait d'ailleurs partie des revendications des enfants et jeunes travailleurs comme nous le verrons dans la prochaine sous-section.

2.2 Les mouvements d'enfants travailleurs et leurs revendications

Les mouvements ou organisations⁷⁵⁰ d'enfants et adolescents travailleurs ont fait leur apparition au Pérou, au Brésil, en Afrique de l'Ouest et en Inde au cours des années 1970⁷⁵¹. À l'origine, il s'agissait de petits groupes locaux⁷⁵². Par la suite, des mouvements nationaux, régionaux et internationaux se sont développés⁷⁵³. Les membres de ces divers mouvements, principalement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, se désignent par l'acronyme « NATs », de l'espagnol *Niños y Adolescentes Trabajadores* c'est-à-dire enfants et adolescents travailleurs⁷⁵⁴. Les NATs sont actifs au niveau international depuis 1996. Au cours de cette année, ils ont tenu leur première rencontre internationale à Kundapur en Inde. Puis, en 2002, ils ont créé le Mouvement

⁷⁵⁰ Les termes « mouvements » et « organisations » sont tous les deux utilisés par les auteurs. Mais selon Miljeteig, il est probablement plus approprié d'utiliser le mot « mouvements ». En outre, selon lui « *the organisations prefer to see themselves as movements, both in the local sense, and in an international perspective.* » (Miljeteig, *supra* note 692 aux pp. 11, 16). Le mot « mouvement » désigne entre autres une « [a]ction collective visant à un changement » (*Le Petit Larousse 2010, supra* note 6, s.v. « mouvement ») alors que « organisation » signifie entre autres, « [g]roupement, association, génér[ale]ment d'une certaine ampleur, qui se propose des buts déterminés. » (*ibid.*, s.v. « organisation »).

⁷⁵¹ BIT, *La fin du travail des enfants, supra* note 626 à la p. 87. Fyfe, *supra* note 3 à la p. 79; Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 9. Le regroupement des enfants pour faire valoir leurs revendications n'était tout de même pas un phénomène nouveau puisque déjà en 1899, les jeunes vendeurs de journaux de New York (les « *newsies* ») avaient organisé un mouvement de grève pour faire connaître leurs demandes salariales (BIT, *La fin du travail des enfants, ibid.*; Miljeteig, *ibid.*).

⁷⁵² Miljeteig, *ibid.* à la p. 11.

⁷⁵³ Concernant le développement des mouvements et organisations d'enfants et jeunes travailleurs et de leur évolution voir Miljeteig, *ibid.*

⁷⁵⁴ Dans les pays de langue française, on utilise l'acronyme « EJT », pour enfants et jeunes travailleurs. Miljeteig, *ibid.* à la p. 16. Voir par exemple le site internet du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT) basé au Sénégal, en ligne : MAEJT <<http://www.maejt.org>>. Les membres du MAEJT, fondé en 1994, ont identifié 12 droits visant à lutter contre l'exploitation et les mauvaises conditions du travail des enfants incluant ceux-ci : le droit à une formation pour apprendre un métier, le droit de rester au village, le droit d'exercer leurs activités en toute sécurité, le droit à un travail léger et limité, le droit d'être écouté, le droit de s'amuser et de jouer, le droit à des soins de santé, le droit d'apprendre à lire et à écrire. Le MAEJT regroupe des associations et groupes de base provenant de 22 pays. Ses membres sont, pour la plupart, des filles travaillant comme domestiques, des apprentis, des « petites » vendeuses ainsi que des enfants et jeunes travailleurs de rue indépendants (*ibid.*).

mondial des enfants et adolescents travailleurs⁷⁵⁵. Ce dernier constitue pour eux un moyen de lutte pour la reconnaissance des enfants et jeunes travailleurs comme des acteurs sociaux⁷⁵⁶.

Les NATs réclament pour toute personne le droit au travail sans distinction d'âge⁷⁵⁷. Ils suggèrent l'adoption d'un protocole facultatif à la CDE dans lequel ce droit serait reconnu⁷⁵⁸. Aussi, ils attendent des organisations internationales concernant les droits de l'enfant et du travail, incluant l'OIT et la Marche mondiale contre le travail des enfants, qu'elles reconsidèrent leur politique qui se base sur l'élimination du travail des enfants et qui ne tient pas compte de la réalité des enfants et adolescents travailleurs ni des alternatives au « travail-exploitation »⁷⁵⁹. Les NATs souhaitent donc qu'un jour tous les enfants aient le droit de choisir de travailler ou non⁷⁶⁰. Ce travail doit néanmoins être adapté à la capacité et au niveau de développement de chaque enfant⁷⁶¹. Il va de soi que les NATs réclament aussi le droit à des conditions de travail décentes et une protection législative⁷⁶², ainsi que des horaires de travail adaptés qui laissent du temps aux enfants et adolescents travailleurs pour leur éducation et leurs loisirs⁷⁶³. De même, ils souhaitent une éducation et une formation professionnelle adaptées à leur situation⁷⁶⁴. Notez que le Mouvement Latino Américain et des Caraïbes des enfants et adolescents travailleurs (MOLACNATS) souligne également que la Convention n° 138

⁷⁵⁵ *Déclaration de Milan*, NATs, 2002, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfants-actifs.org/?p=860>>.

⁷⁵⁶ *Déclaration finale de Berlin*, Mouvement mondial des NATs, 2004, en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=166&lan=4>>.

⁷⁵⁷ *Déclaration de Humpani*, NATs, 1997, par. 1, en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=267&lan=2>> (en anglais). Il faut souligner que si les NATs réclament le droit au travail, il existe également des organisations d'enfants qui s'y opposent (Liebel, *supra* note 689 à la p. 22). En effet, les groupes affiliés à la Marche mondiale contre le travail des enfants et le Mouvement national des enfants des rues du Brésil réclament l'élimination complète et inconditionnelle du travail des enfants (*Ibid.* à la p. 37, n. 4). Liebel précise que ces groupes et organisations sont toutefois dominés et dirigés principalement par des adultes (*ibid.*).

⁷⁵⁸ *Déclaration de Humpani*, *ibid.*, par. 8.

⁷⁵⁹ *Déclaration finale de Berlin*, *supra* note 756.

⁷⁶⁰ *Déclaration de Dakar*, NATs, 1998, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfants-actifs.org/?p=851>>.

⁷⁶¹ *Ibid.*

⁷⁶² *Déclaration de Humpani*, *supra* note 757, par. 3.

⁷⁶³ *Déclaration de Kundapur*, NATs, 1996, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfants-actifs.org/?p=847>>.

⁷⁶⁴ *Ibid.*

est discriminatoire à l'endroit des enfants de moins de 14 ans et qu'elle condamne ces derniers à l'illégalité et à « l'informalité »⁷⁶⁵.

D'autre part, bien qu'ils réclament le droit au travail, les NATs condamnent l'exploitation économique et les abus d'enfants et adolescents travailleurs⁷⁶⁶. Ils luttent également contre le travail dangereux⁷⁶⁷. De fait, le droit au travail qu'ils revendiquent ne concerne aucunement les pires formes de travail des enfants au sens de la Convention n° 182. Cette dernière vise des activités qui ne font pas partie de la conception du travail des NATs⁷⁶⁸. De fait, ils demandent des organisations gouvernementales, internationales et multilatérales une volonté politique réelle pour lutter contre les activités illégales et/ou criminelles telles que l'esclavage, la servitude, l'exploitation sexuelle, la pornographie et le trafic de drogues⁷⁶⁹. Le MOLACNATS a déclaré à cet égard que l'utilisation, le recrutement et l'offre d'enfants pour la prostitution et la pornographie, leur utilisation dans des activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, sont des crimes et constituent une violation des droits humains des enfants et que le fait de les confondre avec le « travail » est source de « confusions dangereuses »⁷⁷⁰.

Les NATs veulent également que leurs droits de participation soient respectés. Ainsi, ils veulent être consultés pour toutes les décisions qui les concernent que ce soit au niveau local, national ou international⁷⁷¹. En ce qui a trait aux conférences internationales, ils réclament une présence sur le même pied d'égalité que les ministres⁷⁷². Ils demandent à l'OIT d'incorporer les NATs dans les débats et décisions qui les concernent⁷⁷³. En mai 1998, ils ont d'ailleurs demandé à l'OIT qu'elle leur accorde la possibilité d'exprimer leur opinion à la conférence relative au projet de convention visant les « formes

⁷⁶⁵ *Movimiento Latinoamericano y del Caribe de Niñas, Niños y Adolescentes Trabajadores* (MOLACNATS), *Statement directed to the Global Child Labour Conference - The Hague, 10-11 May, 2010*, en ligne : MOLACNATS <http://molacnats.org/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=0&Itemid=86> (en anglais) [MOLACNATS, *Statement*]. Rappelons que l'âge minimum général de base peut être de 14 ans dans les pays en développement.

⁷⁶⁶ *Déclaration de Humpani*, *supra* note 757, par. 3.

⁷⁶⁷ *Déclaration de Dakar*, *supra* note 760.

⁷⁶⁸ *Déclaration de Humpani*, *supra* note 757, par. 6.

⁷⁶⁹ *Ibid.* Voir également la *Déclaration de Dakar* (*supra* note 760) dans laquelle ils déclarent également qu'ils sont contre la prostitution, l'esclavage et le trafic de drogue impliquant des enfants.

⁷⁷⁰ Molacnats, *Statement*, *supra* note 765.

⁷⁷¹ *Déclaration de Kundapur*, *supra* note 763.

⁷⁷² *Ibid.* Ainsi, si 20 ministres sont présents à une rencontre internationale, il doit y avoir aussi 20 enfants et jeunes travailleurs.

⁷⁷³ *Déclaration de Humpani*, *supra* note 757, par. 10.

intolérables »⁷⁷⁴ de travail des enfants⁷⁷⁵. C'est ainsi que les NATs ont été représentés lors des discussions de 1998 et 1999 concernant ce qui allait devenir la Convention n° 182⁷⁷⁶. Néanmoins, cette participation limitée ne pouvait guère leur permettre d'avoir une influence sur le résultat des discussions. Et l'on constate que 20 ans après l'adoption de la CDE, les organisations internationales n'ont guère modifié leur façon de faire. Ainsi, aucune place n'a été accordée aux NATs lors de la Conférence mondiale sur le travail des enfants tenue à La Haye en 2010⁷⁷⁷. Le MOLACNATS a déclaré qu'il était inacceptable que les représentants légitimes des enfants et adolescents travailleurs organisés aient été ignorés alors que cette conférence concernait des questions « directement lié à leur réalité »⁷⁷⁸. Ceci confirme, selon eux, que c'est la vision « adulte-centriste » du travail des enfants et adolescents qui continue de prédominer et que « la participation des enfants et des adolescents reste dans le domaine des bonnes intentions et dans les documents juridiques. »⁷⁷⁹

Par ailleurs, même si les revendications des NATs qui ont été mentionnées concernent le travail et leur participation aux décisions qui les concernent, il faut souligner qu'ils luttent également pour l'amélioration des conditions de vie générales des enfants⁷⁸⁰. Ils réclament entre autres un accès à de bons soins de santé⁷⁸¹.

Dans certains pays, les NATs sont reconnus par les gouvernements, les administrations locales et les organisations sociales à titre de représentants des enfants et jeunes travailleurs et comme des partenaires avec qui ils négocient⁷⁸². Par exemple, un contrat a été conclu avec les autorités de la ville de Lima concernant des emplois dans des

⁷⁷⁴ Initialement, dans le questionnaire transmis aux gouvernements, il était question des formes « les plus intolérables » (introduction, à la p. 1) et des formes « extrêmes » (p.ex. questions 3 et 7, aux pp. 3 et 4) de travail des enfants. Voir BIT, *Le travail des enfants*, rapport VI(1) : Questionnaire, 86^e sess., Genève, BIT (1998).

⁷⁷⁵ *Déclaration de Dakar*, *supra* note 760.

⁷⁷⁶ Fyfe, *supra* note 3 à la p. 80.

⁷⁷⁷ Cette conférence avait « pour principal objectif de renforcer le mouvement mondial [contre le travail des enfants] pour parvenir à une ratification universelle des conventions n°s 138 et 182 de l'OIT et de redoubler d'efforts pour que l'objectif de 2016 [pour l'élimination des pires formes de travail des enfants] soit atteint. » (BIT, *Intensifier la lutte*, *supra* note 97 à la p. 44, au para. 179.

⁷⁷⁸ MOLACNATS, *Statement*, *supra* note 765.

⁷⁷⁹ *Ibid.*

⁷⁸⁰ *Déclaration de Dakar*, *supra* note 760.

⁷⁸¹ *Déclaration de Kundapur*, *supra* note 763.

⁷⁸² Liebel, *supra* note 689 à la p. 34.

conditions dignes accordés à une centaine d'enfants de plus de 12 ans⁷⁸³. Au Pérou, les NATs ont eu une influence importante dans l'adoption d'une loi reconnaissant le droit au travail dans des conditions dignes pour les enfants de plus de 12 ans⁷⁸⁴.

Les NATs ont été créés par des adultes ou conjointement par des adultes et des jeunes⁷⁸⁵. Mais bien qu'ils reçoivent l'appui d'adultes, ils sont dirigés par les enfants⁷⁸⁶.

- En Afrique et en Inde, ils s'agit généralement de groupes formés dans les villes⁷⁸⁷. En Afrique de l'ouest, ce sont souvent des enfants d'un même village qui s'associent ou des enfants ayant un même pays d'origine⁷⁸⁸. Certaines organisations regroupent des enfants qui ont une activité particulière⁷⁸⁹.

Il n'y a pas d'information précise quant au nombre et à l'âge des membres de ces organisations⁷⁹⁰. Leurs membres auraient entre cinq et 18 ans, mais la majorité d'entre eux ont « probablement » entre 10 et 15 ans selon Miljeteig⁷⁹¹. Liebel écrit pour sa part que les NATs sont composées principalement de jeunes de 12 à 16 ans⁷⁹². Les membres de ces organisations travaillent dans des secteurs divers⁷⁹³. Mais la plupart travailleraient dans l'économie informelle, dans les grandes villes, dans la rue et comme domestiques⁷⁹⁴. Plusieurs ont migré des milieux ruraux vers les villes seuls ou avec leur famille ou sont nés en milieu urbain de parents migrants⁷⁹⁵. Liebel souligne que la « grande majorité » d'entre eux vivent et travaillent dans des conditions qui ne respectent pas leur dignité humaine et qui menacent leur développement⁷⁹⁶.

⁷⁸³ *Ibid.*

⁷⁸⁴ *Ibid.* à la p. 35.

⁷⁸⁵ *Ibid.* à la p. 20; Fyfe, *supra* note 3 à la p. 79; Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 10. Selon Miljeteig les adultes impliqués sont conscients de leur rôle de « facilitateurs », de conseiller et de soutien (Miljeteig, *ibid.* à la p. 14). Souvent il s'agit de jeunes adultes qui s'étaient joints à l'organisation lorsqu'ils étaient plus jeunes (Miljeteig, *ibid.*) Par ailleurs, puisque les enfants travailleurs constituent un groupe qui se modifie rapidement, le soutien des adultes assure une certaine continuité (Miljeteig, *ibid.*, à la p. 33).

⁷⁸⁶ Liebel, *ibid.* Voir également Hobbs, McKechnie et Lavalette, *supra* note 52 aux pp. xix-xx.

⁷⁸⁷ Liebel, *ibid.*

⁷⁸⁸ *Ibid.*

⁷⁸⁹ *Ibid.*

⁷⁹⁰ Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 11.

⁷⁹¹ *Ibid.*

⁷⁹² Liebel, *supra* note 689 à la p. 20.

⁷⁹³ Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 11: « They belong to a wide variety of occupations, from selling things in the streets to working in factories and as domestics. »

⁷⁹⁴ Liebel, *supra* note 689 à la p. 20.

⁷⁹⁵ *Ibid.*

⁷⁹⁶ *Ibid.*

Nous avons déjà vu que les enfants qui travaillent ne forment pas une catégorie homogène⁷⁹⁷. Il n'est donc pas étonnant que les enfants ne partagent pas tous les positions prises par les NATs⁷⁹⁸. D'ailleurs, les membres de ces mouvements représentent un relativement petit nombre d'enfants et d'adolescents qui travaillent dans le monde⁷⁹⁹. Bien que cela soulève la question de leur représentativité, les NATs sont tout de même considérés comme des organisations dont le mode de prise de position se rapproche le plus de celui des syndicats et du monde du travail⁸⁰⁰. Leurs prises de position font l'objet de réflexions et sont issues de processus « qui tentent d'être démocratiques »⁸⁰¹. À cet égard, Miljeteig souligne l'importance que ces organisations accordent aux élections aux diverses fonctions à combler ainsi qu'à la représentativité des individus qui parlent en leur nom⁸⁰².

Même si les NATs ne représentent pas tous les enfants et jeunes travailleurs, il s'agit tout de même d'organisations qui constituent un moyen pour nombre d'entre eux d'exercer collectivement leur droit d'exprimer leurs opinions notamment en ce qui concerne leur droit au travail et leurs conditions de travail. Compte tenu de ces revendications, il convient d'examiner les normes relatives au droit au travail afin de voir dans quelle mesure elles s'appliquent aux enfants et aux adolescents.

2.3 L'importance d'avoir la possibilité de gagner sa vie

Nous avons vu que les NATs réclament le droit à un travail digne. Il y a donc lieu d'étudier le contenu normatif du droit au travail afin de déterminer dans quelle mesure ce droit s'applique aux enfants et aux adolescents. Mais d'abord, voyons brièvement quelles sont les principales fonctions du travail.

⁷⁹⁷ BIT, *Un avenir sans travail des enfants*, *supra* note 61 à la p. 53, au para. 155 : « âge, sexe, appartenance ethnique, origine sociale, situation économique sont autant de facteurs qui interagissent et expliquent qu'un enfant travaille ou non, et qu'il effectue tel type de travail dans telles conditions. »

⁷⁹⁸ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 467.

⁷⁹⁹ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 à la p. 74. Par exemple, le Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs regrouperait un peu plus de 260 000 membres actifs (en ligne : MAEJT <<http://www.maejt.org>>).

⁸⁰⁰ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 468.

⁸⁰¹ *Ibid.* à la p. 467.

⁸⁰² Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 11.

2.3.1 Les fonctions principales du travail

Dans les sociétés contemporaines, le travail est considéré comme ayant deux fonctions principales, l'une économique et l'autre sociale⁸⁰³. D'abord, le travail est le moyen le plus important de combler les besoins matériels de l'individu⁸⁰⁴. Ensuite, le travail joue un rôle dans la formation de l'identité de l'individu et dans son interaction avec les autres⁸⁰⁵. Ainsi, le droit au travail « concourt à la fois à la survie de l'individu et de sa famille et, dans la mesure où le travail est librement choisi ou accepté, à son épanouissement et sa reconnaissance au sein de la communauté. »⁸⁰⁶ Les études sur la place et la valeur du travail dans la vie des enfants soulignent ces fonctions économique et sociale⁸⁰⁷. Ainsi, le travail a de l'importance pour les enfants tant pour les revenus qu'il procure que pour la « *socially useful place* » qu'il offre dans la société⁸⁰⁸.

Le travail contribue également au processus de socialisation par lequel l'enfant fait l'apprentissage de sa culture, des normes et des valeurs sociales et qui lui permet de devenir un adulte convenable pour la société⁸⁰⁹. L'école peut aussi contribuer à la socialisation de l'enfant⁸¹⁰, mais plusieurs enfants n'y ont toujours pas accès. Ainsi, Invernizzi souligne qu'il y a lieu de se demander si la socialisation que procure le travail pour de nombreux enfants peut, dans les faits, être remplacée par une autre forme de socialisation⁸¹¹.

Certains affirment aussi que le travail peut avoir des effets bénéfiques pour l'enfant en lui permettant d'acquérir habiletés, autonomie et confiance en soi⁸¹². Le travail constituerait un important véhicule d'apprentissage et de préparation aux responsabilités de la vie

⁸⁰³ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 à la p. 78.

⁸⁰⁴ *Ibid.*

⁸⁰⁵ *Ibid.*

⁸⁰⁶ CDESC, *Observation générale n° 18*, *supra* note 353 à la p. 2, au para. 1.

⁸⁰⁷ Hanson et Vandaele, *supra* note 680 à la p. 78.

⁸⁰⁸ *Ibid.*

⁸⁰⁹ Abernethie, *supra* note 49 à la p. 96. Voir également la définition du mot « socialisation » : « Processus par lequel l'enfant intériorise les divers éléments de la culture environnante (valeurs, normes, codes symboliques et règles de conduites) et s'intègre dans la vie sociale. » (*Le Petit Larousse 2010*, *supra* note 6, s.v. « socialisation »).

⁸¹⁰ Abernethie, *ibid.* à la p. 83.

⁸¹¹ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 466.

⁸¹² Miljeteig, *supra* note 692 à la p. 7; Anker, *supra* note 602 à la p. 262; Bachman, *supra* note 91 à la 557.

d'adulte⁸¹³. En plus, la perspective pour l'enfant d'avoir le contrôle sur sa vie, dans un contexte où le monde des adultes n'a pas réussi à le protéger et à lui procurer ce dont il avait besoin, « *can be self-affirming* »⁸¹⁴. Toutefois, rappelons que les enfants travaillent souvent dans des conditions qui laissent peu de place, sinon aucune, à leurs intérêts et à leurs besoins de développement⁸¹⁵. Dans ces circonstances, les effets bénéfiques du travail paraissent plus limités. En outre, toute socialisation n'est pas positive⁸¹⁶. Par exemple, selon le milieu de travail dans lequel il se trouve, l'enfant pourrait apprendre à accepter les relations inéquitables et d'exploitation et croire qu'elles constituent la norme⁸¹⁷. En somme, le travail est susceptible de comporter des bénéfices et des risques⁸¹⁸. Il peut constituer à la fois « une forme d'exploitation, un moyen de gagner un revenu indispensable, un moyen de socialisation et une forme de participation sociale valorisée. »⁸¹⁹

Le travail est absolument essentiel à l'exercice des « *survival rights* » tels que les droits à la nourriture, au vêtement et au logement⁸²⁰ et permet à l'individu de satisfaire d'autres droits tels que les droits à l'éducation et à la santé⁸²¹. Ainsi, le droit au travail, énoncé à l'article 6 du PIDESC, constitue une reconnaissance de l'idée selon laquelle le travail « *is an element integral to the maintenance of the dignity and self-respect of the individual* »⁸²². Examinons maintenant le contenu normatif de ce droit fondamental.

2.3.2 Le contenu normatif du droit au travail

Comme nous l'avons vu en première partie, la *Déclaration des droits de l'enfant* de 1924 prévoyait que l'enfant « doit être mis en mesure de gagner sa vie »⁸²³. Aucun droit semblable n'a été énoncé dans quelque instrument international que ce soit par la suite. Néanmoins, les droits énoncés dans la DUDH et le PIDESC s'appliquent à toute personne. En effet, la DUDH énonce le droit de « toute personne » au travail, au libre

⁸¹³ White, «Social Science View», *supra* note 86 à la p. 13.

⁸¹⁴ *Ibid.*

⁸¹⁵ Liebel, *supra* note 689 à la p. 10.

⁸¹⁶ Abernethie, *supra* note 49 à la p. 96.

⁸¹⁷ *Ibid.* à la p. 97.

⁸¹⁸ Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 471.

⁸¹⁹ *Ibid.*

⁸²⁰ Craven, *supra* note 341 à la p. 194.

⁸²¹ *Ibid.*

⁸²² *Ibid.*

⁸²³ *Déclaration des droits de l'enfant 1924*, *supra* note 292, para. I et IV.

choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage⁸²⁴. De ce droit découlent le droit à un salaire égal pour un travail égal sans discrimination, le droit à une rémunération équitable et satisfaisante qui assure au travailleur et à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, ainsi que le droit de fonder et de s'affilier à des syndicats⁸²⁵.

Quant au droit au travail reconnu à l'article 6(1) du PIDESC, il comprend « le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté »⁸²⁶. Le droit au travail a donc trois composantes : la liberté du travail (le libre accès et le libre choix du travail⁸²⁷), le droit de ne pas être injustement privé de ce travail et le droit d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail⁸²⁸. Il ne s'agit clairement pas d'un droit absolu et inconditionnel d'obtenir un emploi⁸²⁹.

Le CDESC rappelle que le droit au travail est indispensable à l'exercice d'autres droits humains et qu'il fait « partie intégrante de la dignité humaine »⁸³⁰. Ce droit fait donc référence à un « travail décent » ou, autrement dit, à un travail qui respecte les droits fondamentaux de la personne humaine, incluant le respect de l'intégrité physique et mentale du travailleur et les droits relatifs à la sécurité au travail et à la rémunération⁸³¹. Le droit au travail comporte une dimension individuelle et une dimension collective. La dimension individuelle est précisée à l'article 7 du PIDESC par la reconnaissance du droit de « toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables »⁸³², alors que la dimension collective est l'objet de l'article 8 du PIDESC qui prévoit, entre autres, le droit de toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix⁸³³.

⁸²⁴ *Ibid.*, art. 23(1).

⁸²⁵ *Ibid.*, art. 23(2), (3) et (4).

⁸²⁶ Le travail doit être « librement accepté » compte tenu de la prohibition du travail forcé (Craven, *supra* note 341 à la p. 199).

⁸²⁷ Toute personne doit être en mesure d'accéder librement au travail de son choix : « c'est-à-dire de conclure un contrat de travail avec l'employeur de son choix, d'exécuter librement le travail prévu à ce contrat et de le résilier lorsque les circonstances s'y prêtent. » (Dominic Roux, *Le principe du droit au travail : juridicité, signification et normativité*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005 à la p. 10)

⁸²⁸ Roux, *ibid.* à la p. 137.

⁸²⁹ CDESC, *Observation générale n° 18*, *supra* note 353 à la p. 3, au para. 6.

⁸³⁰ *Ibid.* à la p. 2, au para. 1.

⁸³¹ *Ibid.* à la p. 3, au para. 7.

⁸³² *Ibid.* à la p. 2, au para. 2.

⁸³³ *Ibid.* Voir également l'article 22 du PIDCP (*supra* note 294) qui énonce le droit de toute personne de s'associer librement avec d'autres, incluant le droit de former des syndicats et d'y adhérer.

Les conditions de travail justes et favorables constituent le corollaire essentiel du droit au travail⁸³⁴. Cela signifie notamment que le revenu qu'une personne tire de son travail doit lui permettre de vivre et de faire vivre sa famille⁸³⁵. En effet, l'alinéa a) de l'article 7 indique que des conditions justes et favorables comprennent une rémunération qui procure « à tous les travailleurs », au minimum, un salaire équitable et une existence décente pour eux et leur famille⁸³⁶. En ce qui a trait au critère de l'existence décente, il faut se référer à d'autres dispositions du PIDESC, particulièrement à l'article 11 qui concerne le droit à un niveau de vie adéquat⁸³⁷. La rémunération devrait donc assurer à tout le moins les besoins de base du travailleur et de sa famille⁸³⁸. L'utilisation du mot « travailleurs » (*workers*) permet de conclure que ces dispositions visent toute personne qui travaille pour vivre, incluant les travailleurs autonomes⁸³⁹. D'ailleurs, la phrase introductive de l'article 7, rappelons-le, énonce le droit de « toute personne » à des conditions de travail justes et favorables. De telles conditions assurent également la sécurité et l'hygiène du travail⁸⁴⁰, la même possibilité de promotion pour tous⁸⁴¹, le repos, les loisirs, la limitation raisonnable du temps de travail ainsi que des congés périodiques et jours fériés payés⁸⁴².

Les articles 6 et 7 du PIDESC n'excluent pas expressément les enfants. Néanmoins, on ne peut pas considérer ces dispositions sans tenir compte de l'article 10 qui vise la protection des enfants et adolescents contre l'exploitation économique et le travail pouvant mettre leur vie en danger ou nuire à leur moralité, à leur santé ou à leur

⁸³⁴ Craven, *supra* note 341 à la p. 226.

⁸³⁵ CDESC, *Observation générale n° 18*, *supra* note 353 à la p. 3, au para. 7.

⁸³⁶ PIDESC, *supra* note 71, art. 7a). Un salaire équitable implique la considération de critères objectifs tels que le niveau de qualification et de responsabilité du travail, la valeur de l'apport économique du travail ainsi que les risques que comportent une occupation particulière pour la santé et la sécurité (Craven, *supra* note 341 à la p. 233).

⁸³⁷ Craven, *ibid.* à la p. 235. Il précise que « the phrase 'a decent living' appears to refer to those rights that depend for their enjoyment upon personal income such as the rights to housing, food, clothing, and perhaps health, education, and culture. ».

⁸³⁸ *Ibid.* aux pp. 235-236.

⁸³⁹ *Ibid.* aux pp. 228-229. Selon Craven, les délégués souhaitaient utiliser ce mot dans son sens large.

⁸⁴⁰ PIDESC, *supra* note 71, art. 7b). À cet égard, voir également l'article 12(2)b) du PIDESC qui prévoit, parmi les mesures à prendre pour assurer le plein exercice du droit de jouir du meilleur état de santé susceptible d'être atteint, « [l']amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle. »

⁸⁴¹ *Ibid.*, art. 7c). Par implication nécessaire, cette condition de travail ne concerne que les salariés. D'ailleurs, dans la version anglaise il est question de l'opportunité pour toute personne « to be promoted in his employment ».

⁸⁴² *Ibid.*, art. 7d). À ce sujet voir également DUDH, *supra* note 293, art. 24.

développement normal. L'article 10 du PIDESC n'édicte pas une prohibition du travail des enfants, mais il apporte nécessairement des limites au droit au travail des enfants et adolescents en interdisant leur emploi à des travaux qui pourraient leur causer des préjudices et il suppose nécessairement une prohibition totale du travail de certains enfants en exigeant des États qu'ils fixent des limites d'âge en dessous desquelles l'emploi de main-d'œuvre enfantine doit être interdit. En outre, bien que l'article 10 ne prescrive lui-même aucune limite à cet égard, le CDESC estime que « les États parties doivent prendre des mesures concrètes, en particulier législatives, pour interdire le travail des enfants âgés de moins de 16 ans. »⁸⁴³ Le CDESC ne fait aucune nuance, notamment quant aux travaux légers. Ainsi, il semble difficile de soutenir que les enfants ont le même droit au travail que les adultes en vertu du PIDESC.

Quant à la CDE, elle n'énonce aucun droit au travail pour les enfants. L'article 32 de la CDE, comme l'article 10(3) du PIDESC, ne décrète pas la prohibition du travail des enfants. Néanmoins, le renvoi aux « dispositions pertinentes des autres instruments internationaux » fait en sorte que le travail des plus jeunes enfants devrait nécessairement être prohibé et celui des plus âgés limités. Ce n'est pas que les États parties à la CDE sont dans l'obligation de fixer des âges minimums identiques à celles qu'exigent les Conventions n^{os} 138 et 182, mais comme ils doivent tenir compte de ces normes, ils ne devraient pas y avoir des trop grands écarts.

Par ailleurs, rappelons que la *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*⁸⁴⁴ énonce le principe fondamental de l'abolition effective du travail des enfants. Aussi, les Conventions n^{os} 138 et 182 sont parmi les conventions fondamentales de l'OIT.

Ainsi, bien que le PIDESC reconnaisse le droit de toute personne au travail, en raison de l'article 10(3) du PIDESC, ce droit n'est pas reconnu aux enfants les plus jeunes et il est limité pour les plus âgés. La discrimination fondée sur l'âge est donc autorisée afin de protéger les enfants et adolescents des effets négatifs du travail malgré l'interdiction

⁸⁴³ CDESC, *Observation générale n^o 18*, *supra* note 353 à la p. 7, au para. 24.

⁸⁴⁴ *Déclaration de l'OIT*, *supra* note 67.

générale de discrimination énoncée à l'article 2(2) du PIDESC⁸⁴⁵. Puisque que les enfants qui travaillent sont, le plus souvent, issus de familles pauvres, migrantes, autochtones ou de castes jugées inférieures⁸⁴⁶, on peut argumenter que les limitations au droit au travail ont aussi des effets discriminatoires fondés, notamment, sur l'origine nationale ou sociale ou sur la fortune.

Ces limitations de la possibilité des enfants d'obtenir un gain monétaire par leur travail par la fixation d'âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail font l'objet de diverses critiques que nous allons aborder dans la prochaine sous-section.

2.4 Les critiques relatives aux normes relatives au travail des enfants

Différentes critiques sont formulées à l'égard de l'approche dominante relative au travail des enfants et des normes sur l'âge minimum qui en découlent. Il sera d'abord question du fait que les normes internationales sont basées sur des présomptions erronées selon lesquelles la famille et l'État veilleront nécessairement à satisfaire les besoins de l'enfant et que le travail effectué à l'intérieur du cadre familial est plus sécuritaire. On évoque également la négociabilité des intérêts de l'enfant par rapport à d'autres intérêts pour fixer les normes sur l'âge minimum et du fait que ces dernières ne tiennent pas compte des réalités de la vie de nombreux enfants.

2.4.1 Les présomptions erronées sur lesquelles les normes sont fondées

Nieuwenhuys souligne que des recherches anthropologiques démontrent le besoin d'un examen critique de la relation entre la condamnation du travail des enfants et la pratique de travail quotidien des enfants⁸⁴⁷. C'est ce qui ressort des commentaires suivants :

« The emerging paradox is that the moral condemnation of child labor assumes that children's place in modern society must perforce be one of dependency and passivity. This denial of their capacity to legitimately act

⁸⁴⁵ PIDESC, *supra* note 71, art. 2(2) : « Les États parties au présent Pacte s'engagent à garantir que les droits qui y sont énoncés seront exercés sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. » Malgré son absence parmi les motifs de discrimination expressément interdits, on peut argumenter que la discrimination fondée sur l'âge est interdite compte tenu de la portée très large des mots « toute autre situation ».

⁸⁴⁶ Voir section 1.1 c), ci-dessus, à la p. 80.

⁸⁴⁷ Nieuwenhuys, *supra* note 58 à la p. 238.

upon their environment by undertaking valuable work makes children altogether dependent upon entitlements guaranteed by the state. Yet we must question the state's role – as the evidence on growing child poverty caused by cuts in social spending has illuminated – in carrying out its mission. »⁸⁴⁸

« The denial of gainful employment is the more paradoxical in that the family and the state often fail to provide children with what they need to lead a normal life. »⁸⁴⁹

Par ailleurs, tout en condamnant le travail rémunéré, les normes relatives au travail des enfants approuvent le travail non rémunéré à la maison ou sous la supervision des parents sans égard à ses implications pour l'enfant⁸⁵⁰. Les normes présument que ce type de travail est plus acceptable que le fait de travailler pour un tiers à l'extérieur du foyer contre rémunération⁸⁵¹. Pourtant, il est clair que l'unité familiale n'est pas exempte de problèmes⁸⁵². Les hiérarchies fondées sur le sexe, l'âge et la parenté définissent les tâches que l'enfant doit effectuer pour contribuer à la survie de la famille et condamnent le travail qui lui procurerait un gain personnel⁸⁵³. Nieuwenhuys estime qu'en légitimisant cette situation, les hiérarchies en question placent les enfants pauvres dans une position d'infériorité au sein de la famille⁸⁵⁴. Dans les circonstances, ce ne sont pas tant les emplois dans les manufactures qui définissent la façon dont les enfants pauvres sont exploités dans les pays en développement, mais plutôt les tâches peu productives et domestiques qu'ils doivent effectuer⁸⁵⁵. La présomption selon laquelle la socialisation des enfants doit s'opérer par l'exécution de travaux non rémunérés exclut ce type d'occupation de la définition du travail des enfants alors qu'il contribue tout autant à l'exploitation de ces derniers⁸⁵⁶.

⁸⁴⁸ *Ibid.*

⁸⁴⁹ *Ibid.* à la p. 240.

⁸⁵⁰ *Ibid.* à la p. 239.

⁸⁵¹ White, « Globalization », *supra* note 680 à la p. 833.

⁸⁵² Nieuwenhuys, *supra* note 58 à la p. 239. Voir aussi UCW, *Tous unis dans la lutte*, *supra* note 101 à la p. 13, para. 56.

⁸⁵³ Nieuwenhuys, *ibid.* à la p. 245.

⁸⁵⁴ *Ibid.*

⁸⁵⁵ *Ibid.*

⁸⁵⁶ *Ibid.* à la p. 246.

2.4.2 La négociabilité de l'intérêt de l'enfant face à d'autres intérêts

Des questions se posent quant à l'existence de base rationnelle sur laquelle les âges minimums ont été fixés par l'OIT⁸⁵⁷. D'abord, l'élévation de l'âge minimum de 14 à 15 ans dans les années 30 survint alors que la préoccupation principale des pays industrialisés et de l'OIT était de combattre les effets de la Grande dépression⁸⁵⁸. Aussi, à la session de 1935, la CIT décida qu'il était urgent de considérer la révision des conventions sur l'âge minimum⁸⁵⁹. Dahlén estime que malgré la sincérité des intentions à la base du discours relatif à la protection des enfants, l'élévation de l'âge minimum dans les trois conventions révisées en 1936 et 1937 répondait aux intérêts des travailleurs adultes mâles en raison du chômage qui sévissait à l'époque⁸⁶⁰. Le fait que la Convention n° 10 visant le secteur agricole n'ait pas fait l'objet d'une révision est révélateur, selon elle, puisque les enfants travaillant sur les fermes ne constituaient pas une menace pour les emplois des adultes⁸⁶¹.

Puis, au terme de « l'Âge d'Or » qui suivit la Deuxième guerre jusqu'au début des années 70, certaines inquiétudes ont refait surface concernant le chômage, la crise économique et les effets de la révolution technologique⁸⁶². Selon Dahlén, le chômage était donc à l'agenda caché du débat concernant la Convention n° 138⁸⁶³. En outre, le débat était centré sur les difficultés qu'auraient les pays en développement à faire respecter les normes et non sur l'enfant⁸⁶⁴. Le fait que l'OIT ait adopté des normes de protection différentes selon le niveau de développement de ses membres démontre qu'il est plus facile de négocier en termes d'intérêt de l'enfant qu'en termes d'intérêts politiques et économiques des pays en développement⁸⁶⁵. Ainsi, on indique que la protection offerte ne vise pas le meilleur intérêt de l'enfant mais celui des nations⁸⁶⁶. En plus, l'obligation des États de consulter les organisations de travailleurs et d'employeurs

⁸⁵⁷ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 46.

⁸⁵⁸ *Ibid.* à la p. 262.

⁸⁵⁹ *Ibid.* à la p. 231.

⁸⁶⁰ *Ibid.* à la p. 266.

⁸⁶¹ *Ibid.* à la p. 327.

⁸⁶² *Ibid.* aux pp. 272-273.

⁸⁶³ *Ibid.* à la p. 313.

⁸⁶⁴ *Ibid.* à la p. 319.

⁸⁶⁵ *Ibid.*

⁸⁶⁶ *Ibid.*

avant de décider si un âge minimum général de base de 14 ans doit être fixé⁸⁶⁷, afin d'établir la liste des travaux dangereux⁸⁶⁸ ou de limiter l'application de la convention⁸⁶⁹ démontre, selon Dahlén, que la protection des enfants est négociable en termes d'intérêts des travailleurs adultes et des employeurs et non, encore une fois, en termes d'intérêts des enfants⁸⁷⁰. Selon elle, « *[i]f the child's best interests really were at the centre, it would have been expected that some kind of child expertise should have been consulted rather than trade unions and employers' organisations.* »⁸⁷¹

En somme, il y a peu de substance en termes d'intérêts de l'enfant derrière les discours et les justifications relatifs aux limites d'âge choisies⁸⁷². L'argumentation est essentiellement fondée sur le lien avec l'éducation⁸⁷³. Mais en fait, le meilleur intérêt de l'enfant est subordonné à d'autres intérêts, soit celui des gouvernements, employeurs et travailleurs adultes⁸⁷⁴.

2.4.3 L'absence de prise en compte de la réalité de nombreux enfants

Divers auteurs soulignent que les normes sur l'âge minimum ne tiennent pas compte de la réalité des enfants qui travaillent, particulièrement dans les pays en développement⁸⁷⁵. Ceux qui ne considèrent que les risques et conséquences négatives du travail des enfants sur leur santé et leur éducation oublient, selon Liebel, de considérer le prix que les enfants auront à payer s'ils ne travaillent pas⁸⁷⁶. Dans les pays à faibles revenus, l'éradication soudaine du travail des enfants peut avoir pour effet d'accentuer la pauvreté de la famille et même l'inanition⁸⁷⁷. D'ailleurs, le fait pour l'enfant de travailler peut constituer le seul moyen qui lui permette d'aller à l'école compte tenu des coûts que souvent elle occasionne⁸⁷⁸. Pour sa part, Block estime que ceux qui ont demandé la

⁸⁶⁷ En vertu de l'article 2(4) de la *Convention n° 138* pouvant s'appliquer au pays en développement (voir section 2.1, ci-dessus, concernant l'âge minimum général de base).

⁸⁶⁸ Pour les fins de l'article 3 de la *Convention n° 138* (voir section 2.3, ci-dessus).

⁸⁶⁹ En vertu de l'article 5 de la *Convention n° 138* (voir section 2.2 b), ci-dessus).

⁸⁷⁰ Dahlén, *supra* note 2 à la p. 319.

⁸⁷¹ *Ibid.*

⁸⁷² *Ibid.* à la p. 330.

⁸⁷³ *Ibid.*

⁸⁷⁴ *Ibid.* à la p. 335.

⁸⁷⁵ *Ibid.* à la p. 340.

⁸⁷⁶ Liebel, *supra* note 689 à la p. 2.

⁸⁷⁷ Kaushik Basu, « International Labor Standards and Child Labor » (1999) 42:5 *Challenge* 80 à la p. 87.

⁸⁷⁸ *Ibid.* à la p. 88.

prohibition du travail des enfants sont des « ignorant[s] of even the most basic of economic knowledge »⁸⁷⁹. Selon lui, la mise en œuvre effective d'une telle prohibition n'aide pas les enfants qui sont en réel danger de mourir de faim à défaut de trouver un travail rémunérateur⁸⁸⁰. Les principaux perdants de la prohibition du travail des enfants sont donc les enfants eux-mêmes⁸⁸¹. Aussi, Invernizzi conclut que lorsqu'on nie les avantages du travail rémunéré, « [d]es actions pensées en terme de protection peuvent devenir une forme d'oppression »⁸⁸².

Il y a donc un décalage entre la conception de l'enfance qui sous-tend les conventions et recommandations de l'OIT et la réalité des enfants qui doivent subvenir à leurs propres besoins et à ceux d'autres personnes ou qui doivent travailler pour pouvoir aller à l'école⁸⁸³. Cette conception de l'enfance ne tient pas compte non plus de la réalité des enfants qui ne voient pas leur intérêt dans une éducation formelle - parce qu'elle ne tient pas compte de leurs besoins et n'offre pas de meilleures opportunités de travail - ni de la réalité des enfants qui sont poussés par la société dans laquelle ils vivent à un certain style de vie⁸⁸⁴.

Des critiques similaires s'appliquent à la conception de l'enfance idéale qui est à la base de la CDE. Selon Khan, c'est le concept aristotélien de l'enfant de l'élite qu'on semble universaliser en proposant l'image de ce qu'il appelle l'enfant bourgeois⁸⁸⁵. Cette enfance est loin de la réalité des enfants de familles pauvres qui n'ont d'autre choix que de travailler pour survivre ou supporter leur famille. C'est ce qu'il appelle le fatalisme existentiel⁸⁸⁶. Il ne s'agit pas d'exclure l'éducation et les loisirs de l'enfance mais d'y incorporer le travail⁸⁸⁷. Le droit devrait donc opter pour un mélange plus complet

⁸⁷⁹ Walter Block, « Market-Inalienability Once Again: Reply to Radin » (1999-2000) 22 Thomas Jefferson L. Rev. 37 à la p. 76.

⁸⁸⁰ *Ibid.*

⁸⁸¹ *Ibid.* En note de bas de page (n. 166), Block souligne ce qui suit : « in many ways economies of the third world at the turn of the 21st century resemble those of many countries two or three hundred years ago. »

⁸⁸² Invernizzi, *supra* note 48 à la p. 474.

⁸⁸³ White, « Globalization », *supra* note 680 aux pp. 831-832.

⁸⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁸⁵ Ali Khan, « The Dignity of Labor » (2000-2001) 32 Colum. H.R.L. Rev. 289 à la p. 346.

⁸⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁸⁷ *Ibid.* à la p. 377.

d'activités intellectuelles, de loisirs et de travail comme attributs d'une enfance réaliste⁸⁸⁸.

Le jugement moral qu'on pose sur le travail des enfants et les mesures qui sont prises à cet égard sont fondés sur un point de vue et un modèle culturel de l'enfance qui ont pris naissance en Europe, comme nous l'avons vu en introduction, et qui ne peuvent, selon Liebel, être importés, purement et simplement, dans d'autres sociétés et cultures⁸⁸⁹. En réclamant la reconnaissance sociale de leur travail et de la possibilité pour tous les enfants de choisir de travailler ou non, les enfants et adolescents travailleurs s'opposent à une composante essentielle de la conception occidentale bourgeoise de l'enfance, soit l'incompatibilité de l'enfance avec le travail⁸⁹⁰.

En résumé, les normes relatives au travail des enfants sont fondées sur deux présomptions erronées, soit que la famille et l'État vont nécessairement veiller à ce que les besoins de l'enfant soient satisfaits et que le travail non rémunéré pour la famille est plus sécuritaire et acceptable que le travail rémunéré effectué pour un tiers. De plus, ces normes n'ont pas été établies avec l'intérêt de l'enfant comme première préoccupation, mais en fonction de l'intérêt des gouvernements, employeurs et travailleurs adultes. C'est donc en vain que l'on cherchera une base rationnelle aux limites d'âges choisies par rapport à la protection de l'enfant. Par ailleurs, les normes de l'OIT et de la CDE sont fondées sur une conception de l'enfance qui ne correspond pas du tout à la réalité de nombreux enfants. Toutes ces critiques ont un lien avec la considération de l'intérêt supérieur des enfants dont il faut tenir compte dans toutes décisions les intéressant.

2.5 La considération de l'intérêt supérieur de l'enfant

La CDE a innové par rapport aux instruments des droits humains préexistants en incorporant le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant énoncé à l'article 3(1). Ce principe constitue un des quatre « piliers » de la CDE⁸⁹¹. Il doit s'appliquer à toutes

⁸⁸⁸ *Ibid.* à la p. 374.

⁸⁸⁹ Liebel, *supra* note 689 à la p. 6.

⁸⁹⁰ *Ibid.* à la p. 29.

⁸⁹¹ Les autres piliers sont les droits familiaux, l'obligation de non discrimination et le droit de l'enfant d'être écouté. Voir Lücker-Babel, *supra* note 297 à la p. 664.

décisions qui peuvent avoir des répercussions sur l'enfant⁸⁹². C'est pourquoi certains qualifient l'article 3 de disposition « parapluie »⁸⁹³. Par conséquent, quelques soient les droits particuliers qui sont invoqués, l'intérêt supérieur de l'enfant est le principe directeur qui doit guider toutes les décisions des autorités publiques. Autrement dit, les autorités publiques doivent se demander « systématiquement comment les droits et les intérêts de l'enfant seront affectés » par leurs décisions et par leurs actes⁸⁹⁴.

Dans les premières versions du projet de convention le texte de l'article 3(1) indiquait que l'intérêt supérieur de l'enfant « prévaut sur toute autre considération »⁸⁹⁵. Néanmoins, suite à une proposition du représentant des États-Unis⁸⁹⁶, ce texte a été modifié afin que l'intérêt supérieur de l'enfant soit plutôt « une considération primordiale » dans les décisions qui le concernent. Le mot « primordiale » signifie « [d']une grande importance ; principal, fondamental, capital »⁸⁹⁷. Ainsi, quoiqu'il soit d'une « importance crucial », le Comité des droits de l'enfant a confirmé que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas le seul facteur qui doit être considéré dans les actions des institutions, des autorités et de l'administration⁸⁹⁸.

Un autre point important est que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être déterminé « en consultation » avec ce dernier⁸⁹⁹. Les autorités doivent donc respecter le droit de l'enfant d'exprimer son opinion conformément à l'article 12 de la CDE⁹⁰⁰. Par ailleurs, même si l'article 3 vise les situations individuelles, il exige également la prise en considération de l'intérêt supérieur des enfants « en tant que groupe » dans toutes mesures qui concernent ces derniers⁹⁰¹. L'obligation de considérer l'intérêt supérieur de l'enfant s'appliquant aux « organes législatifs », il est clair que l'adoption de toute norme qui concerne les enfants « doit être guidée » par le principe énoncé à l'article 3⁹⁰².

⁸⁹² Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n°5*, *supra* note 298 à la p. 4, au para. 12.

⁸⁹³ Sutter, *supra* note 298 à la p. 791.

⁸⁹⁴ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n°5*, *supra* note 298 à la p. 4, au para. 12.

⁸⁹⁵ Voir notamment Commission des droits de l'Homme, *Note verbale*, *supra* note 331 à la 3.

⁸⁹⁶ Detrick, *supra* note 303 aux pp. 133-134.

⁸⁹⁷ *Le Petit Larousse 2010*, *supra* note 6, s.v. « primordiale ».

⁸⁹⁸ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 16, au para. 71.

⁸⁹⁹ *Ibid.*

⁹⁰⁰ *Ibid.* au para. 74.

⁹⁰¹ *Ibid.* au para. 72.

⁹⁰² *Ibid.*

Pour procéder à une analyse adéquate de l'intérêt supérieur de l'enfant, il faut en définir les composantes correctement. Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant est un concept très large que la CDE ne définit pas. Il est toutefois possible de déterminer ses composantes en nous fondant sur le principe de l'interdépendance des droits humains⁹⁰³. Sur cette base, nous pouvons envisager l'interprétation du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant en examinant les droits reconnus par la CDE et les obligations de l'État⁹⁰⁴. Les observations générales du CDESC pourront servir de complément d'interprétation puisque, comme nous l'avons déjà mentionné, la CDE reprend des droits fondamentaux préexistants dans les instruments généraux des droits humains et notamment dans le PIDESC.

Parmi les droits spécifiques énoncés dans la CDE qui peuvent nous permettre d'identifier les diverses composantes de l'intérêt supérieur de l'enfant, il va de soi que son droit inhérent à la vie vient en tête de liste⁹⁰⁵. Ce droit ne peut être réalisé sans le respect du droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible, lequel dépend à son tour de la réalisation du droit de l'enfant de jouir d'un niveau de vie suffisant. Par ailleurs, puisque le droit à l'éducation est « la pierre angulaire » du développement de l'enfant⁹⁰⁶, il constitue également une composante essentielle de l'intérêt supérieur de l'enfant. À cet égard, nous référons le lecteur à la première section de la présente partie. Nous ferons donc mention uniquement des autres droits fondamentaux de l'enfant que nous avons évoqués.

⁹⁰³ *Déclaration et programme d'action de Vienne*, *supra* note 110, à la p. 5, au para. 5.

⁹⁰⁴ C'est ce que notait le juge Evans de la Cour d'appel fédérale dans ses motifs de jugement rendu dans l'affaire *Hawthorne* : « [...] les diverses dispositions de la *Convention relative aux droits de l'enfant* énoncent indirectement des règles sur l'éventail des considérations qui constituent l'intérêt supérieur de l'enfant [...] » (*Hawthorne c. Canada (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2002 CAF 475, par. 44).

⁹⁰⁵ CDE, *supra* note 65, art. 6(1). Le droit à la vie est également énoncé à l'article 3 de la DUDH (*supra* note 293), à l'article 6(1) du PIDESC (*supra* note 71) et à l'art. 6 du PIDCP (*supra* note 294). Le Comité des droits de l'Homme estime que ce droit exige des États qu'ils prennent des mesures positives incluant des mesures permettant d'éliminer la malnutrition (Comité des droits de l'homme, *Observation générale n° 6 : Article 6 (Droit à la vie)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 141 à la p. 141, au para. 5).

⁹⁰⁶ UNICEF, *Célébrer les 20 ans de la CDE*, *supra* note 696 à la p. 9.

2.5.1 Le droit à la vie, à la survie et au développement

L'article 6 de la CDE énonce le droit inhérent de tout enfant à la vie et l'obligation des États d'assurer la survie et le développement de l'enfant « dans toute la mesure possible ». Le Comité des droits de l'enfant et l'UNICEF font mention du « droit à la survie et au développement », bien que l'article 6 soit plutôt libellé en terme d'obligation pour les États⁹⁰⁷. Cette obligation souligne des aspects particuliers du droit à la vie⁹⁰⁸. Le Comité des droits de l'enfant rappelle que le droit à la survie et au développement « ne peut être réalisé que de manière holistique », c'est-à-dire par la mise en œuvre des autres droits énoncés par la CDE, notamment les droits à la santé, à un niveau de vie suffisant, à un environnement sain et sûr et à l'éducation⁹⁰⁹. Cette approche « parapluie », selon l'expression de Van Bueren, souligne l'interdépendance fondamentale des droits liés à la survie plutôt que de créer un nouveau droit⁹¹⁰.

2.5.2 Le droit à un niveau de vie suffisant

L'article 27(1) de la CDE énonce le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. Puisque la CDE va au-delà du développement physique et mental, le droit à un niveau de vie suffisant vise plus que les éléments fondamentaux du droit à la survie⁹¹¹. Mais la CDE ne donne pas de détails quant aux composantes du droit à un niveau de vie suffisant, contrairement à l'article 25(1) de la DUDH. En effet, ce dernier énonce que « [t]oute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins

⁹⁰⁷ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 3*, *supra* note 106 à la p. 359, au para. 3 et à la p. 361, au para. 9; Comité des droits de l'enfant, *Observation générale N° 7*, *supra* note 710 aux pp. 4-5, au para. 10; Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12*, *supra* note 611 à la p. 15, au para. 68; UNICEF, *Célébrer les 20 ans de la CDE*, *ibid.* aux pp. 8-9. Voir également Van Bueren, *supra* note 206 à la p. 293.

⁹⁰⁸ Van Bueren, *ibid.*

⁹⁰⁹ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale N° 7*, *supra* note 710 à la p. 5, au para. 10. L'UNICEF indique également que le droit à la survie et au développement est « étroitement lié » au droit au de jouir du meilleur état de santé possible, d'avoir accès aux soins de santé et à un niveau de vie suffisant (UNICEF, *Célébrer les 20 ans de la CDE*, *supra* note 696 aux pp. 8-9). De même, Van Bueren écrit que le droit de jouir du meilleur état de santé possible et le droit à niveau de vie suffisant sont compris dans l'obligation de l'État d'assurer la survie et le développement de l'enfant dans toute la mesure possible (Van Bueren, *ibid.*).

⁹¹⁰ Van Bueren, *ibid.* aux pp. 293-294.

⁹¹¹ *Ibid.* à la p. 317.

médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. »⁹¹². De même, l'article 11(1) du PIDESC indique que les États parties « reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. »⁹¹³. Le droit à un niveau de vie suffisant a donc plusieurs composantes incluant le droit à une nourriture suffisante et le droit à un logement suffisant.

Le droit à une nourriture suffisante est plus large que le droit d'être à l'abri de la faim énoncé à l'article 11(2) du PIDESC puisque le minimum de nourriture nécessaire pour qu'une personne soit à l'abri de la faim pourrait être insuffisant pour assurer un niveau de vie adéquat⁹¹⁴. Le droit à une nourriture suffisante est indissociable de la dignité humaine et indispensable à la réalisation des autres droits fondamentaux⁹¹⁵. Une nourriture suffisante doit fournir les divers nutriments nécessaires à la croissance physique et mentale, au développement, à la subsistance et à l'activité physique de chaque individu⁹¹⁶. Un des éléments essentiels du droit à une nourriture suffisante est l'accessibilité économique c'est-à-dire que les dépenses de l'individu ou de la famille pour répondre adéquatement à ses besoins alimentaires ne doivent pas constituer un obstacle à la satisfaction des autres besoins élémentaires⁹¹⁷.

⁹¹² La promotion de meilleures conditions de vie fait également partie des objectifs prévus dans la *Charte des Nations Unies*. Voir le préambule ainsi que l'alinéa a) de l'article 55 qui prévoit que les Nations Unies favoriseront « le relèvement des niveaux de vie ».

⁹¹³ Le CDESC a précisé que l'expression « elle-même et sa famille » ne doit pas être interprétée de manière à restreindre l'application de ce droit à l'égard de certains individus, familles ou groupes. Il faut considérer le mot « famille » dans un sens large (CDESC, *Observation générale n° 4 : Le droit à un logement suffisant* (art. 11, par. 1 du Pacte), Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 20 à la p. 21, au para. 6 [CDESC, *Observation générale n° 4*]).

⁹¹⁴ Christine Chinkin et Shelley Wright, «The Hunger Trap: Women, Food, and Self-Determination», (1992-1993) 14 Mich. J. Int'l L. 262 à la p. 288.

⁹¹⁵ CDESC, *Observation générale n° 12 : Le droit à une nourriture suffisante* (art. 11 du Pacte), Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 68 à la p. 69, au para. 4.

⁹¹⁶ *Ibid.* à la p. 70, aux para. 8-9.

⁹¹⁷ *Ibid.* à la p. 71, au para. 13.

Quant au droit de tous individus, sans distinction d'âge, à un logement suffisant⁹¹⁸, il s'agit du « droit à un lieu où l'on puisse vivre en sécurité, dans la paix et la dignité »⁹¹⁹. Le logement suffisant comprend un accès à l'eau potable et à une source d'énergie pour la préparation des repas, du chauffage, de l'éclairage, des installations sanitaires et de lavage ainsi que des moyens de conservation de la nourriture⁹²⁰. Le prix du logement ne doit pas avoir pour effet de compromettre les autres besoins fondamentaux des individus et les États devraient faire en sorte que ce coût ne soit pas disproportionné par rapport aux revenus⁹²¹. Pour être convenable, un logement doit être habitable, c'est-à-dire qu'il doit offrir un espace convenable et permettre de protéger ses occupants, entre autres, contre le froid, l'humidité, la chaleur, la pluie et les « vecteurs de maladies »⁹²². Pour être convenable, un logement doit aussi être situé à proximité de services, incluant des services de santé et scolaires, et il ne doit pas être situé sur un site pollué ou près de sources de pollution⁹²³.

2.5.3 Le droit de jouir du meilleur état de santé possible

L'article 24(1) de la CDE énonce le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Il prévoit également que les États « s'efforcent » de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'accès à ces services. L'article 24(2)b) de la CDE prévoit que les États parties doivent prendre les mesures appropriées pour assurer la fourniture de l'assistance médicale et des soins de santé nécessaires à tous les enfants, en mettant l'accent sur le développement des soins de santé primaires.

En ce qui a trait au PIDESC, les États parties reconnaissent, à l'article 12(1), « le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental qu'elle soit capable d'atteindre ». Il ne s'agit pas du droit d'être en bonne santé puisque les facteurs génétiques et le mode de vie, entre autres, ont une grande influence sur l'état de santé

⁹¹⁸ CDESC, *Observation générale n° 4*, *supra* note 913 à la p. 21, au para. 6.

⁹¹⁹ *Ibid.* au para. 7.

⁹²⁰ *Ibid.* à la p. 22, au para. 8b). Voir également CDESC, *Observation générale n° 15 : Le droit à l'eau (art. 11 et 12 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 116.

⁹²¹ CDESC, *Observation générale n° 4*, *ibid.*, au para. 8c).

⁹²² *Ibid.* au para. 8d).

⁹²³ *Ibid.* à la p. 23, au para. 8f).

de chacun⁹²⁴. Le droit « à la santé » comprend le droit de contrôler notre propre santé et notre corps, le droit à l'intégrité et le droit d'accès à un système de protection de la santé en toute égalité⁹²⁵. Le droit à la santé suppose le droit de jouir d'installations, de biens, de services et des conditions nécessaires à la réalisation du droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint⁹²⁶. L'article 12(2) fait mention de mesures que les États parties doivent prendre « en vue d'assurer le plein exercice de ce droit ». Ces mesures ne sont pas exhaustives⁹²⁷. Entre autres, les États doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer le développement sain de l'enfant, la prophylaxie, le traitement des maladies, l'amélioration de l'hygiène et la « création des conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie ».

Le droit à la santé ne vise pas seulement le droit à des soins de santé appropriés en temps opportun, mais aussi les facteurs fondamentaux déterminants de la santé comme l'accès à une nourriture saine en quantité suffisante, à l'éducation, à un logement convenable, à de l'eau salubre et potable, à un système d'assainissement adéquat, des conditions de travail sécuritaires et hygiéniques et un environnement sain⁹²⁸. Le droit à la santé dépend donc de la réalisation d'autres droits humains qui en constituent des « composantes intrinsèques »⁹²⁹. Parmi ceux-ci figure aussi le droit au travail⁹³⁰. Ce dernier peut en effet constituer une condition préalable à l'accès aux services de santé lorsque ceux-ci ne sont pas gratuits.

Il ressort de cette analyse qu'il existe une relation étroite entre le droit à la vie, à la survie et au développement, le droit à un niveau de vie suffisant, le droit de jouir du meilleur état de santé possible, le droit à l'éducation et le droit au travail. Cette relation illustre parfaitement bien le principe de l'indissociabilité et l'interdépendance des droits dont il est question dans la *Déclaration et programme d'action de Vienne* qui énonce ce qui suit :

⁹²⁴ CDESC, *Observation générale n° 14 : Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint (art. 12 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 94 à la p. 95, aux para. 8-9.

⁹²⁵ *Ibid.* à la p. 95, au para. 8.

⁹²⁶ *Ibid.* au para. 9.

⁹²⁷ *Ibid.* au para. 7.

⁹²⁸ *Ibid.* aux pp. 95-96, aux para. 4 et 11.

⁹²⁹ *Ibid.* à la p. 94, au para. 3.

⁹³⁰ *Ibid.*

Tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés. La communauté internationale doit traiter les droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance.⁹³¹

Les recommandations adoptées dans le cadre du suivi du débat général sur l'exploitation économique des enfants qui a eu lieu en octobre 1993 vont dans le même sens. En effet, le Comité des droits de l'enfant y rappelait que tous les droits sont indissociables et interdépendants puisqu'ils sont tous inhérents à la dignité humaine de l'enfant⁹³². En conséquence, la mise en oeuvre de chaque droit énoncé dans la CDE, incluant le droit d'être protégé de l'exploitation économique, « devrait aller de pair avec la mise en oeuvre et le respect de tous les autres droits de l'enfant »⁹³³.

Or, dans la mesure où l'on empêche les enfants de gagner leur vie ou qu'on limite leurs possibilités à cet égard, on compromet le respect d'autres droits. Si l'approche abolitionniste présume que les parents assureront la réalisation de ces droits de l'enfant ou, à défaut, l'État, la réalité est toute autre pour nombre d'enfants. Pour ces derniers, il n'est certainement pas dans leur intérêt supérieur que leur travail soit aboli. À leur égard, les normes relatives au travail des enfants ont un effet discriminatoire puisqu'elles peuvent constituer un obstacle à la réalisation de leurs droits fondamentaux⁹³⁴. En adoptant des lois visant l'abolition du travail des enfants, tel que requis par les normes internationales, les États ne traitent pas tous les droits de l'enfant de manière globale et équilibrée et ne leur accorde pas la même importance s'ils ne fournissent pas du même coup, entre autres, des prestations de sécurité sociale ainsi que l'éducation et les soins de santé gratuits afin d'assurer la réalisation des droits fondamentaux des enfants qui ne peuvent le faire eux-mêmes à défaut de travail rémunérateur.

⁹³¹ *Déclaration et programme d'action de Vienne*, *supra* note 110 à la p. 5, au para. 5.

⁹³² Comité des droits de l'enfant, « Suivi du débat », *supra* note 315 à la p. 38, au para. 1.

⁹³³ *Ibid.* aux pp. 38-39, au par. 1.

⁹³⁴ L'article 2(1) de la CDE (*supra* note 65) énonce que « [l]es États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation. »

CONCLUSION

Au XIX^e siècle, les premières législations nationales fixant des âges minimums d'emploi et limitant la durée quotidienne du travail des enfants furent adoptées en Europe sous l'influence d'une nouvelle conception protectionniste de l'enfance. Cette dernière sous-tend également les normes relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail adoptées par l'OIT depuis sa création en 1919 en vue d'abolir le travail des enfants. En 1945, la CIT adopta une résolution dans laquelle elle exprimait la volonté d'atteindre éventuellement l'objectif de fixer l'âge minimum général de base à 16 ans et l'âge minimum d'admission aux travaux dangereux à 18 ans.

La Convention n° 138, adoptée en 1973, exige des États parties qu'ils poursuivent une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants. Il s'agit là d'un des quatre principes fondamentaux énoncés dans la *Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail* adoptée en 1998. Pour l'OIT, le travail des enfants à abolir exclut le travail autorisé par la Convention n° 138. Il est néanmoins difficile de déterminer de ce qui constitue le travail des enfants à abolir du fait que la Convention n° 138 prévoit des exceptions et fixe différents âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail en fonction de la nature du travail, des conditions dans lesquelles le travail est effectué et même du pays où il est effectué. En outre, la Convention n° 138 prévoit une élévation progressive de l'âge minimum. La définition du « travail des enfants à abolir » est donc vouée à changer avec le temps.

La Convention n° 138 prévoit que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à 15 ans. L'examen des travaux préparatoires révèle l'absence de consensus quant au choix de cette norme de base. À titre de compromis, il fut décidé de permettre aux États dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées d'adopter, dans un premier temps, un âge minimum général de base de 14 ans. La Convention n° 138 prévoit plusieurs autres exceptions. Les États peuvent notamment exclure des catégories limitées d'emploi ou de travail de l'application de la convention ou

encore limiter le champ d'application de celle-ci à certaines branches d'activités. Des âges minimums différents s'appliquent également pour les travaux légers (13 ans) et les travaux dangereux (18 ans). C'est l'autorité compétente de chaque État qui doit déterminer quelles sont les activités qui peuvent être incluses dans ces deux catégories de travaux. Ainsi, l'âge minimum pour effectuer un travail donné peut varier d'un pays à l'autre même s'il est effectué dans les mêmes conditions.

Bien qu'elle n'ait pas abandonné son objectif d'abolition du travail des enfants, l'OIT changea de stratégie en 1999 en adoptant la Convention n° 182 afin que l'action internationale vise à éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants, lesquelles comprennent les travaux dangereux. La détermination de ces derniers est, comme c'est le cas en vertu de la Convention n° 138, laissée à la discrétion des États. Cependant, ces derniers ont l'obligation de consulter les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées et de tenir compte des normes internationales pertinentes.

L'importance des normes de la Convention n° 138 fut renforcée par la référence à celles-ci à l'article 32 de la CDE. Ce dernier, comme l'article 10(3) du PIDESC, n'édicte pas de prohibition générale du travail des enfants et ne fixe aucune limite d'âge d'admission à l'emploi ou au travail. Cependant, il prévoit que les États doivent tenir compte des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux. De plus, il vise la protection de l'enfant contre l'exploitation économique qui comprend, selon l'interprétation du Comité des droits de l'enfant, le fait qu'un enfant effectue un travail à un âge inférieur à l'âge minimum requis.

L'approche abolitionniste de l'OIT représente l'approche dominante dans le débat relatif au travail des enfants. Les abolitionnistes ont pour premier objectif de protéger l'intégrité physique et psychologique de l'enfant et son développement. Par ailleurs, selon la conception de l'enfance qui sous-tend l'approche abolitionniste, l'enfant n'a pas la capacité de prendre des décisions de manière autonome. Sa conduite à l'égard du travail est déterminée par les pressions familiales et sociales qui peuvent s'exercer sur lui. L'enfant ne peut donc consentir librement au travail. Un autre motif fondamental qui justifie l'approche abolitionniste est le fait que le travail peut empêcher l'enfant de fréquenter l'école ou faire en sorte qu'il ne profite pas pleinement de son éducation alors que celle-ci joue un rôle fondamental dans la préparation de l'enfant à la vie d'adulte et

constitue un outil de développement et de socialisation privilégié, tout comme le jeu. On souligne aussi diverses considérations économiques, notamment, le fait que l'entrée précoce de l'enfant sur le marché du travail le condamne à la pauvreté, car en raison de ses carences au niveau de l'éducation il sera plus susceptible, une fois adulte, d'avoir un travail moins rémunéré, plus précaire et dans l'économie informelle. La société aussi est perdante lorsque de nombreux enfants travaillent plutôt que d'aller à l'école, car l'éducation a un impact positif sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et sur la santé publique. De plus, le travail des enfants aurait pour effet de réduire le salaire des adultes et d'augmenter le taux de chômage de ces derniers.

Selon la conception libérationniste de l'enfance, l'enfant n'est pas un être innocent et incompetent qui doit être protégé par les adultes. Les libérationnistes prônent l'autonomie et l'autodétermination des enfants ainsi que la reconnaissance pour ces derniers des mêmes droits que ceux dont bénéficient les adultes. Ils estiment aussi qu'on devrait reconnaître la capacité des enfants de prendre les décisions qui les concernent. Cette conception de l'enfance est à la source d'une approche du travail des enfants fondée sur l'*empowerment*. Celle-ci implique donc la reconnaissance des enfants comme des acteurs sociaux. C'est dire que les enfants devraient pouvoir jouer un rôle actif dans la société et avoir une influence dans la prise des décisions qui auront un impact sur leur vie. Les tenants de cette approche ne nient pas que les enfants font l'objet d'exploitation. Cependant, ils estiment qu'il faut lutter contre cette exploitation en prenant des mesures de protection plutôt qu'en excluant carrément les enfants du marché du travail. Le discours des NATs est caractérisé par ce paradigme de l'enfant acteur social. Ainsi, les NATs revendiquent leur droit de participer au débat relatif au travail des enfants en se fondant sur les droits de participation énoncés dans la CDE. La « clef de voûte » de la participation des enfants dans les processus de décisions est leur droit d'exprimer leur opinion sur toute question les intéressant. Ce droit comporte l'obligation pour les autorités de prendre cette opinion en considération lorsqu'elles prennent des décisions qui auront un impact dans la vie des enfants. Les organisations d'enfants travailleurs peuvent constituer le seul moyen pour nombre d'enfants de faire connaître leur opinion concernant leur travail et leurs conditions de travail. Les NATs s'opposent directement à l'objectif d'abolition effective du travail des enfants de l'OIT, car ils revendiquent le droit à un travail digne pour tous, incluant les enfants. À cet égard, les

NATs suggèrent l'adoption d'un protocole facultatif à la CDE dans lequel ce droit serait reconnu. Pour qu'un travail soit digne, les enfants doivent avoir de meilleures conditions de travail. Il faut, entre autres, que le travail laisse du temps aux enfants pour l'éducation et les loisirs. La revendication du droit à un travail digne signifie aussi que les NATs luttent contre l'exploitation des enfants travailleurs et contre le travail dangereux.

Les normes internationales actuelles nient ou limitent le droit au travail des enfants, selon leur âge, même si le droit d'obtenir la possibilité de gagner sa vie et le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables qui sont énoncés aux articles 6 et 7 du PIDESC vise « toute personne ». Pourtant, le travail peut avoir une importance vitale pour certains enfants, c'est-à-dire que le travail peut être absolument essentiel à l'exercice de leurs « *survival rights* » tels que les droits à la nourriture, au vêtement et au logement. Le travail peut aussi constituer le seul moyen pour certains enfants de satisfaire leurs droits à l'éducation et à la santé. Les normes qui nient ou limitent le droit au travail des enfants sont basées sur la présomption que des adultes vont nécessairement voir à la satisfaction des besoins de tous les enfants alors que ce n'est pas toujours le cas. On peut penser, par exemple, aux nombreux orphelins du SIDA d'Afrique Subsaharienne qui assument la responsabilité de chef de famille pour leurs frères et sœurs en l'absence de prise en charge par la famille élargie, la communauté ou l'État. En outre, la négation ou la limitation de la possibilité de gain économique par le travail pour les enfants a un effet discriminatoire parce que dans les faits ce sont les enfants issus de familles pauvres, migrantes, autochtones ou de castes jugées inférieures qui constituent la majorité des enfants qui travaillent. Toutefois, il faut bien admettre que la reconnaissance d'un droit au travail pour ces enfants risquerait aussi d'avoir l'effet pervers de favoriser le maintien des hiérarchies sociales discriminatoires dans lesquelles ces enfants se trouvent au plus bas niveau.

Bien que ces considérations puissent justifier la reconnaissance du droit pour ces enfants de gagner leur vie, elles paraissent insuffisantes pour justifier la reconnaissance d'un droit à un travail digne pour tous sans distinction d'âge. Des questions se posent tout de même quant à l'existence d'une base rationnelle sur laquelle se fondent les différents âges minimums fixés par l'OIT. Les diverses limites d'âge ont été choisies arbitrairement, sans fondement scientifique. Ainsi, dans un pays où l'âge minimum

d'admission à l'emploi ou au travail est fixé à 15 ans, un jeune de 14 ans pourrait, avec raison, se demander pourquoi il devrait seulement occuper un travail léger à temps partiel alors que son copain de 15 ans pourrait travailler à temps plein en toute légalité. La seule justification qu'on pourrait offrir à ce jeune est qu'une majorité de délégués de la CIT a fait le choix d'une norme générale de base de 15 ans. Ils auraient pu aussi bien choisir une limite de 14 ans. Lorsqu'on limite le droit d'une personne de gagner sa vie, il faut être capable de se justifier autrement que par les résultats d'un vote majoritaire. Cela ne remet pas en cause le principe selon lequel il y a une limite d'âge en dessous de laquelle les enfants ne devraient pas travailler même pour effectuer un travail qui n'est pas dangereux parce qu'ils ne peuvent pas donner un consentement libre. Ce ne sont assurément pas tous les enfants qui ont la capacité de prendre les décisions qui les concernent malgré l'affirmation générale des libérationnistes en ce sens. La question est de savoir à quel âge un enfant peut donner un consentement libre.

Par ailleurs, même si le droit des enfants d'exprimer leur opinion dans le cadre des processus de décisions qui auront un impact sur leur vie et qu'à cet égard leur intérêt supérieur doit être une considération primordiale, cela ne signifie pas que les autorités doivent obligatoirement accéder aux demandes des enfants et, en l'occurrence, à celles des organisations d'enfants et adolescents travailleurs. La CDE vise tout autant la protection des enfants que leur participation au sein de la société dans laquelle ils vivent et la considération de leur intérêt supérieur n'exclut pas la considération d'autres intérêts. Dans l'ensemble, il est raisonnable de penser que les enfants et la société dans laquelle ils vivent ont intérêt à ce que le travail des enfants soit limité ou prohibé notamment pour les protéger de l'exploitation économique, pour protéger leur intégrité physique et psychologique, pour favoriser leur assiduité et leur réussite scolaire ainsi qu'en raison des effets positifs de l'éducation sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé publique et la croissance économique.

Par contre, il est difficile de justifier l'objectif de l'abolition du travail des enfants et d'affirmer qu'il s'agit d'un principe fondamental alors que pour certains enfants le travail peut constituer une composante essentielle de leur intérêt supérieur parce qu'il constitue une condition *sine qua non* à la réalisation de leurs droits à la vie, à la survie et au développement, de leurs droits de jouir du meilleur état de santé possible et d'un niveau

de vie suffisant ainsi que de leur droit à l'éducation. L'objectif de l'abolition du travail des enfants de l'OIT entre en conflit avec l'intérêt supérieur de ces enfants. La reconnaissance pour ces derniers du droit à un travail digne est indispensable lorsque l'État n'a pas la volonté ou la capacité de prendre des mesures visant à réduire la pauvreté et d'attribuer des fonds suffisants pour assurer des prestations sociales qui feraient en sorte que ces enfants ne soient pas dans une situation où ils doivent travailler pour survivre.

Pour la plupart des gens dans les sociétés occidentales, une remise en cause de l'objectif d'abolition du travail des enfants est inconcevable, car quand on pense au travail des enfants, les images qui viennent en tête sont celles de jeunes enfants travaillant dans des conditions déplorables et dangereuses, pour un salaire de misère. Mais il faut se questionner sur l'opportunité de normes dont l'effet est de favoriser l'invisibilité du travail des enfants et qui placent ainsi ces derniers dans des situations où ils sont encore plus susceptibles d'être victimes d'exploitation. Tant et aussi longtemps que les États ne prendront pas des mesures sociales concrètes pour que des enfants ne soient pas dans l'obligation de travailler pour survivre, l'objectif de l'abolition du travail des enfants ne pourra être atteint.

Quand les adultes ne remplissent pas leur obligation d'assurer les besoins fondamentaux de l'enfant, comment justifier l'interdiction ou la limitation du droit au travail de ce dernier par son intérêt d'être protégé si on compromet du même coup la satisfaction de ses besoins vitaux. Comment expliquer à un enfant qui ne mange pas s'il ne travaille pas qu'il est dans son intérêt qu'on abolisse le travail des enfants? Certes, il ne serait pas aisé d'établir le cadre dans lequel le droit à un travail digne pourrait être reconnu pour certains enfants. Il faudrait assurément qu'un tel droit ne puisse pas constituer une échappatoire pour les parents et les États par rapport à leurs obligations respectives à l'égard de l'enfant. La reconnaissance d'un tel droit ne devrait pas faire en sorte que les enfants puissent choisir entre le travail et l'école. Lorsque le travail n'est pas une question de survie pour un enfant, il est raisonnable de croire qu'il n'est pas dans son intérêt de choisir le travail au détriment de l'école et ce n'est pas dans l'intérêt de la société non plus. Dans la mesure où l'objectif de l'abolition du travail des enfants vise à favoriser leur éducation, lorsque les structures appropriées existent pour une

éducation accessible de qualité, il n'y a pas lieu de remettre cet objectif en cause. Là où l'objectif de l'abolition du travail des enfants peut être questionné, c'est lorsqu'il a pour effet de laisser les enfants sans protection législative et de les empêcher d'avoir accès à des emplois mieux rémunérés et plus sécuritaires alors qu'ils ont absolument besoin de travailler pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Une alternative à la reconnaissance du droit au travail pour les enfants dans certaines circonstances est possible : investir dans l'éducation et offrir un revenu de remplacement pour compenser la perte du revenu que l'enfant aurait pu tirer de son travail. Nous avons vu qu'une étude du BIT démontre les avantages d'une telle stratégie⁹³⁵. Ce qui manque, sans doute, c'est la volonté des États à reconsidérer leurs priorités au niveau des dépenses ou, selon le cas, de l'aide internationale qu'ils peuvent offrir.

⁹³⁵ BIT, *Investir dans chaque enfant*, *supra* note 182.

BIBLIOGRAPHIE

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Charte des Nations Unies, 26 juin 1945, R.T. Can. 1945 n° 7.

Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 15 novembre 2000, 2225 R.T.N.U. 209 (entrée en vigueur : 29 septembre 2003).

Convention de Vienne sur le droit des traités, 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331 (entrée en vigueur : 27 janvier 1980).

Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, 21 mars 1950, 96 R.T.N.U. 271 (entrée en vigueur : 25 juillet 1951).

Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3, (entrée en vigueur : 2 septembre 1990).

Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, 7 septembre 1956 266 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 30 avril 1957).

Déclaration des droits de l'enfant, Rés. AG 1386(XIV), Doc. off. NU, 14^e sess., supp. n° 16, Doc. NU A/4354 (1959).

Déclaration universelle des droits de l'Homme, Rés. AG 217(III), Doc. off. NU, 3^e sess., supp. n° 13, Doc. NU A/180 (1948).

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966, 999 R.T.N.U. 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976).

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 16 décembre 1966, 993 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 3 janvier 1976).

Protocole addtionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 3 (entrée en vigueur : 7 décembre 1978).

Protocole addtionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), 8 juin 1977, 1125 R.T.N.U. 609 (entrée en vigueur : 7 décembre 1978).

Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 15 novembre 2000, 2237 R.T.N.U. 319 (entrée en vigueur : 25 décembre 2003).

Protocole amendant la Convention relative à l'esclavage signée à Genève le 25 septembre 1926, 7 décembre 1953, 182 R.T.N.U. 51 (entrée en vigueur : 7 décembre 1953).

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 25 mai 2000, 2171 R.T.N.U. 227 (entrée en vigueur : 18 janvier 2002).

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U. 222 (entrée en vigueur : 12 février 2002).

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Constitution de l'Organisation internationale du travail, 28 juin 1919 (à l'origine, partie XIII du *Traité de Paix de Versailles*) modifiée par l'Instrument d'amendement de 1922, Bulletin officiel du BIT, vol. VI, 607 (entré en vigueur : 4 juin 1934), l'Instrument d'amendement de 1945, Bulletin officiel du BIT, vol. XXVIII (entré en vigueur : 26 septembre 1946); l'Instrument d'amendement du 9 octobre 1946, 15 R.T.N.U. 35 (entré en vigueur : 20 avril 1948), l'Instrument d'amendement du 25 juin 1953, 191 RTNU 143 (entré en vigueur : 20 mai 1954), l'Instrument d'amendement du 22 juin 1962, 466 RTNU 323 (entré en vigueur : 22 mai 1963) et l'Instrument d'amendement du 22 juin 1972, 958 RTNU 167 (entré en vigueur : 1^{er} novembre 1974), en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/constq.htm>>.

Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957 (n° 105), 25 juin 1957, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 42 (entrée en vigueur : 17 janvier 1959).

Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138), 26 juin 1973, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 855 (entrée en vigueur : 19 juin 1976).

Convention sur l'âge minimum (agriculture), 1921 (n° 10), 16 novembre 1921, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 839 (entrée en vigueur : 31 août 1923).

Convention sur l'âge minimum (industrie), 1919 (n° 5), 28 novembre 1919, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 837 (entrée en vigueur : 13 juin 1921).

Convention sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959 (n° 112), 19 juin 1959, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1226 (entrée en vigueur : 7 novembre 1961).

Convention sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921 (n° 15), 11 novembre 1921, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1097 (entrée en vigueur : 20 novembre 1922).

Convention sur l'âge minimum (travail maritime), 1920 (n° 7), 9 juillet 1920, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1095 (entrée en vigueur : 27 septembre 1921).

Convention sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932 (n° 33), 30 avril 1932, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 841 (entrée en vigueur : 6 juin 1935).

Convention sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965 (n° 123), 22 juin 1965, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 851 (entrée en vigueur : 10 novembre 1967).

Convention (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937 (n° 59), 22 juin 1937, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 845 (entrée en vigueur : 21 février 1941).

Convention (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936 (n° 58), 24 octobre 1936, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1101 (entrée en vigueur : 11 avril 1939).

Convention (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937 (n° 60), 22 juin 1937, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 847 (entrée en vigueur : 29 décembre 1950).

Convention sur l'amiante, 1986 (n° 162), 24 juin 1986, CIT, Compte rendu des travaux, 72^e sess., Genève, BIT (1986) XVIII (entrée en vigueur : 16 juin 1989).

Convention sur le benzène, 1971 (n° 136), 23 juin 1971, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 439 (entrée en vigueur : 27 juillet 1973).

Convention sur la céruse (peinture), 1921 (n° 13), 19 novembre 1921, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 427 (entrée en vigueur : 31 août 1923).

Convention sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946 (n° 77), 9 octobre 1946, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 881 (entrée en vigueur : 29 décembre 1950).

Convention sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946 (n° 78), 9 octobre 1946, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 885 (entrée en vigueur : 29 décembre 1950).

Convention sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965 (n° 124), 23 juin 1965, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 893 (entrée en vigueur : 13 décembre 1967).

Convention sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921 (n° 16), 11 novembre 1921, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1099 (entrée en vigueur : 20 novembre 1922).

Convention sur l'examen médical des pêcheurs, 1959 (n° 113), 19 juin 1959, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 1228 (entrée en vigueur : 7 novembre 1961).

Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 182), 17 juin 1999, CIT, Compte rendu des travaux, 87^e sess., vol. II, Genève, BIT, 1999, 2 (entrée en vigueur : 19 novembre 2000).

Convention sur le poids maximum, 1967 (n° 127), 28 juin 1967, *Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984*, vol. I, Genève, BIT, 1985, 466 (entrée en vigueur : 10 mars 1970).

Convention sur la protection contre les radiations, 1960 (n° 115), 22 juin 1960, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 430 (entrée en vigueur : 17 juin 1962).

Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 29), 28 juin 1930 Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 31 (entrée en vigueur : 1^{er} mai 1932).

Convention sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946 (n° 79), 9 octobre 1946, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 870 (entrée en vigueur : 29 décembre 1950).

Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919 (n° 6), 28 novembre 1919, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 866 (entrée en vigueur : 13 juin 1921).

Convention sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948 (n° 90), 10 juillet 1948, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 878 (entrée en vigueur : 12 juin 1951).

Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 (n° 189), 16 juin 2011, CIT, 100^e sess., CRP 15A, Genève, BIT, 2011, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>>.

Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, BIT, Compte rendu des travaux, 86^e sess., vol. II, Genève, BIT (1998) 20.

Recommandation sur l'âge minimum, 1973 (n° 146), 26 juin 1973, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 861.

Recommandation sur l'âge minimum (entreprises familiales), 1937 (n° 52), 22 juin 1937, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

Recommandation sur l'âge minimum dans les mines de charbon, 1953 (n° 96), 19 juin 1953 (retrait : 16 juin 2004), en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

Recommandation sur l'âge minimum (travaux non industriel), 1932 (no 41), 30 avril 1932, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

Recommandation sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965 (n° 124), 22 juin 1965, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 853.

Recommandation sur le chômage (jeunes gens), 1935 (n° 45), 25 juin 1935 (retrait : 3 juin 2002), en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

Recommandation sur l'examen médical des enfants et des adolescents, 1946 (n° 79), 9 octobre 1946, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 889.

Recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 190), 17 juin 1999, CIT, Compte rendu des travaux, 87^e sess., vol. II, Genève, BIT (1999) 10.

Recommandation sur le poids maximum, 1967 (n° 128), 28 juin 1967, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 468.

Recommandation sur le saturnisme (femmes et enfants), 1919 (n° 4), 28 novembre 1919, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. I, Genève, BIT, 1985, 425.

Recommandation sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriel), 1946 (n° 80), 9 octobre 1946, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 874.

Recommandation sur le travail de nuit des enfants et des jeunes gens (agriculture), 1921 (n° 14), 15 novembre 1921, Conventions et recommandations internationales du travail, 1919-1984, vol. II, Genève, BIT, 1985, 869.

Recommandation sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011 (n° 201), 16 juin 2011, CIT, 100^e sess., CRP 15B, Genève, BIT, 2011, en ligne : ILOLEX <<http://www.ilo.org/ilolex/french/recdisp1.htm>>.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, 15 avril 1994, LT/UR/A-1A/9, en ligne : Organisation mondiale du commerce <[http://www.wto.org/french/docs_legal_f/24-scm.pdf](http://www.wto.org/french/docs/legal_f/24-scm.pdf)>.

UNESCO

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, 14 décembre 1960, Actes de la Conférence générale, 11^e sess., UNESCO (1960) 123; 429 R.T.N.U. 93 (entrée en vigueur : 22 mai 1962).

Déclaration mondiale de l'éducation pour tous, mars 1990 dans Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, *Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux : une vision pour les années 90*, Annexe 3, Paris, UNESCO, 1990, 163.

Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationale et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, 19 novembre 1974, Actes de la Conférence générale, 18^e sess., vol. I, UNESCO (1974) 152.

AUTRES

Convention relative à l'esclavage, 25 septembre 1926, 60 R.T.S.N. 253 (entrée en vigueur : 9 mars 1927).

Déclaration des droits de l'enfant, Société des Nations, 26 septembre 1924, L.N.O.J. supp. spéc. 23 (1924) 177.

Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, Document parlementaire n° 41, 10 George V, 1919, Ottawa, Partie XIII, aux pp. 149-153.

LÉGISLATION DES ÉTATS UNIS

Fair Labor Standards Act, 1952 Stat. 1060 (1938).

JURISPRUDENCE CANADIENNE

Hawthorne c. Canada (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), 2002 CAF 475.

DOCTRINE

MONOGRAPHS

Bequele, Assefa et Jo Boyden. « Child Labour: Problems, Policies and Programmes » dans Assefa Bequele et Jo Boyden, dir., *Combating Child Labour*, Genève, BIT, 1988, 1.

Bequele, Assefa et William E. Myers. *First Things First in Child Labour: Eliminating Work Detrimental to Children*, ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT, 1995.

Craven, Matthew C.R.. *The International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights, A Perspective on its Development*, Oxford, Clarendon Press, 1995.

Dahlén, Marianne. *The Negotiable Child: The ILO Child Labour Campaign 1919-1973*, Uppsala, Uppsala Universitet, 2007, en ligne: Uppsala Universitet <<http://uu.diva-portal.org/smash/record.jsf?searchId=1&pid=diva2:169702>>.

Detrick, Sharon. *The United Nations Convention on the Rights of the Child, A Guide to the "travaux préparatoires"*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1992.

Emerson, Patrick M. « The Economic View of Child Labor » dans Hugh D. Hindman, dir., *The World of Child Labor: An Historical and Regional Survey*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe Inc., 2009, 3.

Fyfe, Alec. *Le mouvement mondial contre le travail des enfants, progrès et orientations futures*, Genève, BIT, 2008.

Forastieri, Valentina. *Children at work: Health and safety risks*, 2^e éd., ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT, 2002.

Hobbs, Sandy, Jim McKechnie et Michael Lavalette. *Child Labour: A World History Companion*, Santa Barbara (Cal.), ABC-CLIO Inc., 1999.

Humbert, Franziska. *The Challenge of Child Labour in International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Manfred Liebel, *A Will of Their Own: Cross-Cultural Perspectives on Working Children*, London, Zed Books, 2004.

Mendelievich, Elias. *Le travail des enfants*, Genève, BIT, 1980.

Rialp, Victoria. *Children and Hazardous Work in the Philippines*, ILO-Child Labour Collection, Genève, BIT, 1993.

Roux, Dominic. *Le principe du droit au travail : juridicité, signification et normativité*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005.

Valticos, Nicolas. *Droit international du travail*, dans G.H. Camerlynck, dir., *Droit du travail*, 2^e éd., t. 8, Paris, Dalloz, 1983.

Van Bueren, Geraldine. *The International Law on the Rights of the Child*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1995.

White, Ben. « Social Science View on Working Children » dans Hugh D. Hindman, dir., *The World of Child Labor: An Historical and Regional Survey*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe Inc., 2009, 10.

Zelizer, Viviana A. *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1985.

ARTICLES

Abernethie, Loraine. « Child Labour in Contemporary Society: Why Do We Care? » (1998) 6 Int'l J. Child. Rts. 81.

Anker, Richard. « The Economics of Child Labour: A Framework for Measurement » (2000) 139 International Labour Review 257.

Bachman, S. L. « A New Economics of Child Labor: Searching for Answers Behind the Headlines » (2000) 53 Journal of International Affairs 545.

Basu, Kaushik. « International Labor Standards and Child Labor » (1999) 42:5 Challenge 80.

Basu, Kaushik et Pham Hoang Van. « The Economics of Child Labor » (1998) 88 The American Economic Review 412.

Block, Walter. « Market-Inalienability Once Again: Reply to Radin » (1999-2000) 22 Thomas Jefferson L. Rev. 37.

Bol, Jennifer. « Using International Law to Fight Child Labor: A Case Study of Guatemala and Inter-American System » (1997-1998) 13 Am. U. Int'l L. Rev. 1135.

Browne, M. Neil, Alex Frondorf, Ronda Harrison-Spoerl et Sumangali Krishnan. « Universal Moral Principles and the Law: The Failure of One-size-fits-all Child Labor Laws » (2004-2005) 27 Hous. J. Int'l L. 1.

Bullard, Madeleine Grey. « Child Labor Prohibitions are Universal, Binding, and Obligatory Law: The Evolving State of Customary International Law Concerning the Unempowered Child Laborer » (2001-2002) 24 Hous. J. Int'l L. 139.

Chinkin, Christine et Shelley Wright. «The Hunger Trap: Women, Food, and Self-Determination», (1992-1993) 14 Mich. J. Int'l L. 262.

Cox, Katherine. « The Inevitability of Nimble Fingers? Law, Development, and Child Labor » (1999) 32 Vand. J. Transnat'l L. 115.

Ehrenberg, Daniel S. « The Labor Link: Applying the International Trading System to Enforce Violations of Forced and Child Labor » (1995) 20 Yale J. Int'l L. 361.

Gard, Anjli. « A Child Labor Social Clause : Analysis and Proposal for Action » (1998-1999) 31 N.Y.U.J. Int'l L. & Pol. 473.

Glut, Timothy A. « Note, Changing the Approach to Ending Child Labor: An International Solution to an International Problem » (1995) 28 Vand. J. Transnat'l L. 1203.

Grootaert, Christiaan et Ravi Kanbur. « Child Labor: An Economic Perspective » (1995) 134 International Labour Review 187.

Hanson, Karl et Arne Vandaele. « Working children and international labour law: A critical analysis » (2003-2004) 11 Int'l J. Child. Rts. 73.

Invernizzi, Antonella. « Des enfants libérés de l'exploitation ou des enfants travailleurs doublement discriminés? Positions et oppositions sur le travail des enfants » (2003) 27 Déviance et Société 459.

Janak, Timothy C. « Haiti's "Restavec" Slave Children: Difficult Choices, Difficult Lives ... Yet ... Lespwa fe Viv » (2000) 8 Int'l J. Child. Rts. 321.

Khan, Ali. « The Dignity of Labor » (2000-2001) 32 Colum. H.R.L. Rev. 289.

Lansky, Mark. « Le travail des enfants: un défi à relever » (1997) 136 Revue internationale du travail 253.

Lücker-Babel, Marie-Françoise. « Les réserves à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et la sauvegarde de l'objet et du but du traité international » (1997) 8 E.J.I.L. 664.

Moskowitz, Seymour. « Malignant Indifference: The Wages of Contemporary Child Labor in the United States » (2004) 57 Okla. L. Rev. 465.

Nieuwenhuys, Olga. « The paradox of child labor and anthropology » (1996) 25 Annual Review of Anthropology 237.

Parker, David L. « Child labor: The impact of economic exploitation on health and welfare of children » (1999-2000) 21 Whittier Law Review 177.

Patel, Bhavin. « The effects of child labor on the family in asian countries » (1999-2000) 7 Tulsa J. Comp. & Int'l L. 481.

Smolin, David M. « Strategic Choices in the International Campaign Against Child Labor » (2000) 22 Hum. Rts. Q. 942.

Smolin, David M. « Conflict and Ideology in the International Campaign Against Child Labour » (1999) Hofstra Lab. & Empl. L.J. 383.

Stevenson, Benjamin James. « Pursuing an End to Foreign Child Labor Through U.S. Trade Law: WTO Challenges and Doctrinal Solutions » (2002-2003) 7 UCLA J. Int'l L. & Foreign Aff. 129.

Sutter, Molly Hazel. « Mixed-Status Families and Broken Homes: The Clash Between the U.S. Hardship Standard in Cancellation of Removal Proceedings and International Law » (2005-2006) 15 Transnat'l L. & Contemp. Probs. 783.

White, Ben. « Globalization and the Child Labour Problem » (1996) 8 Journal of International Development 829.

DOCUMENTS INTERNATIONAUX

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n°1 : Les buts de l'éducation (art. 29)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 341.

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n°3 : Le VIH/sida et les droits de l'enfant*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 358.

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 5 : Mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 4, 42 et 44, par. 6)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 385.

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale N°7 (2005) : Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*, 40^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/7/Rev.1 (2006).

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale n° 12 (2009) : Le droit de l'enfant d'être entendu*, 51^e sess., Doc. NU CRC/C/GC/12 (2009).

Comité des droits de l'enfant, « Déclarations liminaires faites le jour du débat général sur l'exploitation économique des enfants », *Rapport sur la quatrième session*, 4^e sess., Annexe V, Doc. NU CRC/C/20 (1993) 51.

Comité des droits de l'enfant, « Déclaration sur l'exploitation économique des enfants », *Rapport sur la quatrième session*, 4^e sess., Annexe VI, Doc. NU CRC/C/20 (1993) 59.

Comité des droits de l'enfant, « Suivi du débat général sur le thème « Protection des enfants contre l'exploitation économique » », *Rapport sur la cinquième session*, 5^e sess., Chap. IV, Doc. NU CRC/C/24 (1994) 37.

CDESC, *Directives concernant les rapports spécifiques que les États parties doivent soumettre conformément aux articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, Doc. off. CES NU, 2009, Annexe, Doc. NU E/C.12/2008/2, 3.

CDESC, *Observation générale n°4 : Le droit à un logement suffisant (art. 11, par. 1 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 20.

CDESC, *Observation générale n° 11 : Plans d'action pour l'enseignement primaire (art. 14 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 65.

CDESC, *Observation générale n°12 : Le droit à une nourriture suffisante (art.11 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 68.

CDESC, *Observation générale n° 13 : Le droit à l'éducation (art. 13 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 77.

CDESC, *Observation générale n° 14 : Le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint (art. 12 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 94.

CDESC, *Observation générale n° 15 : Le droit à l'eau (art. 11 et 12 du Pacte)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 116.

CDESC, *Le droit au travail, Observation générale n° 18*, Doc. off. CES NU, 35^e sess., Doc. NU E/C.12/GC/18 (2006).

CDESC, *Directives révisées concernant la forme et le contenu des rapports que les États parties doivent présenter conformément aux articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, Doc. off. CES NU, 1991, Annexe, Doc. NU E/C.12/1991/1, 2.

CDESC, «Revised guidelines regarding the form and contents of reports to be submitted by States parties Under the articles 16 and 17 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights», *Report on the Fifth Session*, Doc. off. CES NU, 1991, supp. n° 3, Annexe IV, Doc. NU E/1991/23, 88.

Comité des droits de l'homme, *Observation générale n° 6 : Article 6 (Droit à la vie)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 141.

Comité des droits de l'homme, *Observation générale n° 17 : Article 24 (Droits de l'enfant)*, Récapitulation des observations générales ou recommandations générales adoptées par les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Doc. NU HRI/GEN/1/Rev.7 (2004) 162.

Commission des droits de l'homme, *Question d'une Convention relative aux droits de l'enfant, Note verbale datée du 5 octobre 1979, adressée à la Division des droits de l'homme par la Mission permanente de la République populaire de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève*, Doc. off. CES NU, 36^e sess., Doc. NU E/CN.4/1349 (1979).

Commission des droits de l'Homme, *Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine*, Rés. 1993/79, Doc. off. CES NU, 49^e sess., supp. n° 3, Doc. NU E/CN.4/1993/122 (1993) 227.

Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail sur la question d'une convention relative aux droits de l'enfant*, Doc. off. CES, 42^e sess., Doc. NU E/CN.4/1986/39 (1986).

Commission des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail sur un projet de convention relative aux droits de l'enfant*, Doc. off. CES, 45^e sess., Doc. NU E/CN.4/1989/48 (1989).

Commission des droits de l'Homme, « Question d'une Convention relative aux droits de l'enfant », *Rapport sur la trente-sixième session*, Doc. off. CES NU, 1980, supp. n° 3, Chap. XI, Doc. NU E/1980/13, 99.

Conférence mondiale sur les droits de l'Homme, *Déclaration et programme d'action de Vienne*, 1993, Doc. NU A/CONF.157/23.

UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1997*, New York, UNICEF, 1997.

UNICEF, *La situation des enfants dans le monde : célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant*, New York, UNICEF, 2009.

UNICEF, *Progrès pour les enfants: un monde digne des enfants, bilan statistique*, n° 6, New York, UNICEF, 2007.

Weissbrodt, David et Société anti-esclavagiste internationale, *Abolir l'esclavage et ses formes contemporaines*, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, HR/PUB/02/4, New York, Nations Unies, 2002.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

BIT, *Coup de main ou vie brisée? Comprendre le travail domestique des enfants pour mieux intervenir*, Genève, BIT, 2004.

BIT, *Investir dans chaque enfant, étude économique sur les coûts et les bénéfices de l'élimination du travail des enfants*, Genève, BIT, 2003.

BIT, *Activités normatives de l'OIT dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail, Etude approfondie en vue de l'élaboration d'un plan d'action*, rapport VI, 91^e sess., Genève, BIT (2003).

BIT, *Âge minium d'admission à l'emploi*, rapport IV(1), 57^e sess., Genève, BIT (1972).

BIT, *Âge minium d'admission à l'emploi*, rapport IV(2), 57^e sess., Genève, BIT (1972).

BIT, *Âge minium d'admission à l'emploi*, rapport IV(1), 58^e sess., Genève, BIT (1973).

BIT, *Âge minium d'admission à l'emploi*, rapport IV(2), 58^e sess., Genève, BIT (1973).

BIT, *Document d'information sur les ratifications et les activités normatives (au 31 décembre 2008)*, rapport III (partie 2), 98^e sess., Genève, BIT (2009).

BIT, *Intensifier la lutte contre le travail des enfants, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 99^e sess., Genève, BIT (2010).

BIT, *La fin du travail des enfants : un objectif à notre portée, Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 95^e sess., Genève, BIT (2006).

BIT, *Le travail des enfants : l'intolérable en point de mire*, rapport VI(I), 86^e sess., Genève, BIT (1998).

BIT, *Le travail des enfants*, rapport VI(1) : questionnaire, 86^e sess., Genève, BIT (1998).

BIT, *Le travail des enfants*, rapport VI(2), 86^e sess., Genève, BIT (1998).

BIT, *Le travail des enfants*, rapport IV(1), 87^e sess., Genève, BIT (1999).

BIT, *Le travail des enfants*, rapport IV(2A), 87^e sess., Genève, BIT (1999).

BIT, *Le travail des enfants*, rapport IV(2B), 87^e sess., Genève, BIT (1999).

BIT, *Listes des ratifications par convention et par pays (au 31 décembre 1991)*, rapport II (partie 5), 79^e sess., Genève, BIT (1992).

BIT, *Listes des ratifications par convention et par pays (au 31 décembre 1998)*, rapport III (partie 2), 87^e sess., Genève, BIT (1999).

BIT, *Guide de la Conférence, 99^e session de la Conférence internationale du travail, Genève, 2-18 juin 2010*, Genève, BIT, 2010.

BIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum, Compte rendu des travaux*, 57^e sess., CR n° 25, Genève, BIT (1972).

BIT, *Rapport de la Commission de l'âge minimum, Compte rendu des travaux*, 58^e sess., vol. I, CR n° 24, Genève, BIT (1973).

BIT, *Rapport de la Commission de la Déclaration de principes, Compte rendu des travaux*, 86^e sess., vol. I, CRP n° 20, Genève, BIT (1998).

BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants, Compte rendu des travaux*, 86^e sess., vol. I, CRP n° 19, Genève, BIT (1998).

BIT, *Rapport de la Commission du travail des enfants, Compte rendu des travaux*, 87^e sess., vol. I, CRP n° 19, Genève, BIT (1999).

BIT, *Travail décent et économie informelle*, rapport VI, 90^e sess., Genève, BIT (2002).

BIT, *Travail décent pour les travailleurs domestiques*, rapport IV(1), 99^e sess., Genève, BIT, (2010).

BIT, *Un avenir sans travail des enfants : Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, rapport I(B), 90^e sess., Genève, BIT, 2002.

CIT, *Résolution concernant la protection des enfants et des jeunes travailleurs, présentée par la Commission de la protection des enfants et des jeunes travailleurs, Compte-rendu des travaux*, 27^e sess., Annexe XII, Genève, BIT (1945) 508.

CIT, *Résolution concernant l'élimination du travail des enfants, Compte rendu des travaux*, 83^e sess., section résolutions, Genève, BIT (1996) 2.

Caron, T. « Protection des enfants et des adolescents » dans *Les normes internationales du travail, une approche globale*, chap. 5, Genève, BIT, 2002, 171, en ligne : OIT <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@normes/documents/publication/wcms_087693.pdf>.

Guarcello, L., S. Lyon et F. Rosati. *Impact of Working Time on Children's Health*, Genève, IPEC:UCW, 2004.

Hagermann, Frank, Yacouba Diallo, Alex Etienne et Farhad Mehran. *Global Child Labour Trends 2000 to 2004*, Genève, BIT, 2006.

Larsen, Peter Bille. *Indigenous and Tribal Children: Assessing Child Labour and Education Challenges*, Genève, IPEC:COOP INDISCO:BIT, 2003.

AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Miljeteig, Per. *Creating Partnerships with Working Children and Youth*, Social Discussion Paper Series, n° 0021, Washington, D.C., Banque Mondiale, 2000.

Programme Comprendre le travail des enfants (UCW), *Tous unis dans la lutte contre le travail des enfants, Rapport inter-agences en vue de la Conférence mondiale sur le travail des enfants de La Haye de 2010*, Genève, BIT, 2010.

Psacharopoulos, George. *Building Human Capital for Better Lives*, Washington D.C., Banque mondiale, 1995.

UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Atteindre les marginalisés*, Paris, UNESCO, 2010.

UNESCO, *Rapport mondial de suivi, L'Éducation pour tous en 2015, un objectif accessible?*, Paris, UNESCO, 2007.

DOCUMENTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Black, Maggie. *Opening Minds, Opening Up Opportunities, Children's Participation in Action for Working Children*, Londres, International Save the Children Alliance, 2004.

Human Rights Watch, *Fingers to the Bone: United States Failure to Protect Child Farmworkers*, New York, Human Rights Watch, 2000.

Save the Children, *Children's View and Definitions of Harmful Work: Implications for Policies and Practice*, Save the Children UK, Dhaka, 2005.

Save the Children, *Practice Standards in Children's Participation*, Londres, International Save the Children Alliance, 2005.

NATs

Déclaration de Dakar, 1998, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfant-s-actifs.org/?p=851>>.

Déclaration de Humpani, 1997, en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=267&lan=2>> (en anglais).

Déclaration de Kundapur, 1996, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfants-actifs.org/?p=847>>. Aussi disponible en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=171&lan=4>>.

Déclaration de Milan, 2002, en ligne : La Voix des Enfants Actifs <<http://www.enfants-actifs.org/?p=860>>. Aussi disponible en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=189&lan=4>>.

Déclaration finale de Berlin, Mouvement mondial des NATs, 2004, en ligne : Italianats <<http://www.italianats.org/dichiarazioni.php?cid=166&lan=4>>.

Movimiento Latinoamericano y del Caribe de Niñas, Niños y Adolescentes Trabajadores, Statement directed to the Global Child Labour Conference - The Hague, 10-11 May, 2010, en ligne : MOLACNATS <http://molacnats.org/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=0&Itemid=86> (disponible en espagnol, anglais et allemand).

Mouvement africains des enfants et jeunes travailleurs, en ligne : MAEJT <<http://www.maejt.org>>.

AUTRES SOURCES

Le Petit Larousse 2010, Paris, Larousse, 2009.